

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (\*)

19 MAI 1994

### PROPOSITION DE LOI

**relative à la limitation et au contrôle  
des dépenses électorales engagées  
pour les élections des conseils  
provinciaux et communaux**

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERAUX  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR M. BERTOUILLE

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Vankeirsbilck.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, Tant, Van Eetveldt, Vankeirsbilck, Vanleenhove.  
P.S. MM. Dufour, Féaux, Harmegnies (M.), Namotte.  
V.L.D. MM. Beyens, Cortois, Pierco, Van houtte.  
S.P. MM. Dielens, Peeters (L.), Schellens.  
P.R.L. MM. Bertouille, Pivin.  
P.S.C. MM. Detremmerie, Sénéca.  
Ecolo/ MM. Cheron, Viseur.  
Agalev VI. M. Dewinter.  
Blok

B. — Suppléants :

MM. Demuyt, Marsoul, Schuemans, Taylor, Van der Poorten, Van Peel.  
MM. Canon, Eerdekkens, Henry, Janssens, Léonard.  
MM. Coveliers, Demeulenaere, Deswaene, Dewael, Taelman.  
MM. Bourgois (M.), Sleeckx, Swennen, Vande Lanotte.  
MM. Hazette, Severin, Simonet.  
M. Charlier (Ph.), Mme de T'Serclaes, M. Hiance.  
Mme Aelvoet, M. Detienne, Mme Dua.  
MM. De Man, Van den Eynde.

Voir :

- 1386 - 93 / 94 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. Michel, M. Harmegnies, Ph. Charlier, L. Peeters et Cauwenberghs.
- N° 2 et 3 : Amendements.
- N° 4 : Avis du Conseil d'Etat.
- N° 5 et 6 : Amendements.

Voir également :

- N° 8 : Texte adopté par la Commission.

(\*) Troisième session de la 48<sup>e</sup> législature.

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (\*)

19 MEI 1994

### WETSVOORSTEL

**betreffende de beperking en de  
controle van de verkiezingsuitgaven  
voor de verkiezing van de  
provincieraden en de gemeenteraden**

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE  
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER BERTOUILLE

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Vankeirsbilck.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, Tant, Van Eetveldt, Vankeirsbilck, Vanleenhove.  
P.S. HH. Dufour, Féaux, Harmegnies (M.), Namotte.  
V.L.D. HH. Beyens, Cortois, Pierco, Van houtte.  
S.P. HH. Dielens, Peeters (L.), Schellens.  
P.R.L. HH. Bertouille, Pivin.  
P.S.C. HH. Detremmerie, Séénéca.  
Ecolo/ HH. Cheron, Viseur.  
Agalev VI. H. Dewinter.  
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Demuyt, Marsoul, Schuemans, Taylor, Van der Poorten, Van Peel.  
HH. Canon, Eerdekkens, Henry, Janssens, Léonard.  
HH. Coveliers, Demeulenaere, Deswaene, Dewael, Taelman.  
HH. Bourgois (M.), Sleeckx, Swennen, Vande Lanotte.  
HH. Hazette, Severin, Simonet.  
H. Charlier (Ph.), Mevr. de T'Serclaes, H. Hiance.  
Mevr. Aelvoet, H. Detienne, Mevr. Dua.  
HH. De Man, Van den Eynde.

Zie :

- 1386 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Michel, M. Harmegnies, Ph. Charlier, L. Peeters en Cauwenberghs.
- N° 2 en 3 : Amendementen.
- N° 4 : Advies van de Raad van State.
- N° 5 en 6 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 8 : Tekst aangenomen door de Commissie.

(\*) Derde zitting van de 48<sup>e</sup> zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Assemblée plénière ayant voté l'urgence le 31 mars, votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 27 avril, 11 et 17 mai 1994.

Le présent rapport a été lu et approuvé en cours de la réunion du 18 mai 1994.

## I. — EXPOSE INTRODUCTIF D'UN DES AUTEURS

### A. PHILOSOPHIE DE LA PROPOSITION

La philosophie de notre proposition de loi peut être résumée en une phrase : « Le coût d'une campagne ne la rend pas nécessairement utile pour la démocratie mais une campagne utile pour la démocratie, elle, n'a pas de prix ».

Le but de la présente proposition est donc double : d'une part, il s'agit d'interdire les campagnes coûteuses et tapageuses; d'autre part de sauvegarder le principe qu'une campagne est utile lorsqu'elle privilégie le débat d'idées, indispensable dans un Etat démocratique.

*Le coût d'une campagne doit être limité pour plusieurs raisons*

Tout d'abord, parce que très souvent une campagne coûteuse est plus axée sur des moyens médiatiques tapageurs. Une telle campagne ne privilégie pas le débat démocratique (exemple : affichages de grandes dimensions, gadgets, et cetera).

Ensuite, parce que ces campagnes ne respectent pas le principe d'égalité entre les candidats.

Par ailleurs, les campagnes coûteuses posent le problème de leur financement. Elles sont souvent à la base de transactions ou actes plus ou moins licites qui visent à obtenir l'argent nécessaire à une surenchère médiatique.

Or, c'est justement au niveau communal que ces dérives sont à la fois les plus fréquentes et les plus aisées.

Enfin, des campagnes trop onéreuses donnent au citoyen une image négative du monde politique. Elles peuvent donner, dans certains cas, une impression de gaspillage, qui éloigne encore davantage l'homme politique des véritables aspirations du citoyen.

Pour ces quatre raisons, le coût d'une campagne doit être limité.

Cependant, une campagne électorale est utile lorsqu'elle permet aux débats d'idées de faire progresser la démocratie.

En effet, l'absence de confrontation des idées et des idéaux des partis politiques et des candidats qui les représentent, fait le lit des extrémismes. L'inertie

DAMES EN HEREN,

Nadat de plenaire vergadering op 31 maart 1994 de urgentie had aangenomen, heeft uw commissie onderhavig wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 27 april, 11 en 17 mei 1994.

Tijdens de vergadering van 18 mei 1994 werd onderhavig verslag gelezen en goedgekeurd.

## I. — INLEIDING VAN EEN VAN DE INDIENERS

### A. STREKKING VAN HET VOORSTEL

De strekking van ons voorstel kan eigenlijk in één zin worden samengevat : « De kostprijs van een campagne staat niet noodzakelijk in verhouding tot het belang ervan voor de democratie, maar een campagne die de democratie vooruithelpt heeft geen prijs ».

Dit voorstel streeft bijgevolg een dubbel doel na : enerzijds het verbieden van dure en schreeuwgerige campagnes en anderzijds de vrijwaring van het beginsel dat een campagne zinvol is als ze de in een democratisch bestel onontbeerlijke gedachtenwisseling bevordert.

*De kostprijs van een campagne moet om diverse redenen binnen de perken worden gehouden*

Dure campagnes maken meer gebruik van media-kanalen die weliswaar erg in het oog springen, maar nauwelijks tot een democratisch debat aanzetten (grote affiches, gadgets enz.).

Dergelijke campagnes schenden bovendien het voor alle kandidaten geldende gelijkheidsbeginsel.

Dure campagnes moeten ook gefinancierd worden en geven dus vaak aanleiding tot transacties of handelingen in de schemerzone van de legaliteit, om zo het geld te vinden dat nodig is om in de media tegen elkaar op te kunnen bieden.

Dergelijke wantoestanden komen vooral op gemeentelijk niveau voor, omdat zich daar ook de meeste gelegenheden voordoen.

Als teveel geld voor campagnes wordt uitgegeven, krijgt de burger een negatief beeld van de politiek. In bepaalde gevallen wordt de indruk gewekt dat met geld wordt gesmeten, wat de politicus nog verder van de ware verzuchtingen van de burger af doet staan.

Om de vier voornoemde redenen moet de kostprijs van een campagne dan ook worden beperkt.

Dat belet niet dat een verkiezingscampagne *zinvol is, als ze de aanzet vormt tot discussie en op die manier de democratie vooruithelpt*.

De visies en de idealen van de diverse politieke partijen en hun kandidaten moeten met elkaar in botsing kunnen komen, zo niet ontstaat een voe-

provoque l'indifférence du citoyen et les slogans simplistes l'emportent alors sur le débat d'idées.

Pour éviter cette dérive, il convient de permettre aux partis de faire connaître les projets politiques de leurs communes et de leurs provinces.

Les enjeux politiques ont donc besoin des supports que sont les campagnes électorales réorientées davantage vers le contenu du programme de chaque parti et de chaque candidat.

## B. CONTENU

### 1. Au point de vue forme

Etant donné que les élections provinciales et communales auront lieu en même temps, il a été décidé de sortir la législation sur les élections provinciales de la loi du 4 juillet 1989 et de les intégrer dans une proposition commune pour les deux élections.

Il fallait en effet éviter les disparités de traitement entre les candidats se présentant à chacune des élections ou aux deux en même temps.

Un parallélisme existe donc entre les deux types d'élections, que ce soit au niveau de la limitation des montants, de l'interdiction de certains moyens médiatiques et des sanctions prévues.

### 2. Contenu

La proposition vise à réaliser les deux objectifs définis ci-dessus, c'est-à-dire la limitation du coût et la réorientation de la campagne sur le débat d'idées, tout en tenant compte des spécificités des élections communales et provinciales qui sont les suivantes :

1. Le scrutin communal ne comporte pas uniquement des listes de partis politiques mais aussi des listes de rassemblements divers (listes d'intérêt communal, du bourgmestre, et cetera).

2. Il existe la possibilité de panacher (voter simultanément pour plusieurs candidats d'une même liste), ce qui exige que chaque candidat bénéficie des mêmes montants à dépenser, cela afin de respecter l'égalité de la compétition électorale.

3. Il existe déjà pour les élections communales une jurisprudence administrative sanctionnant la propagande abusive, jurisprudence émanant de la députation permanente (1<sup>er</sup> degré) et du Conseil d'Etat (2<sup>em</sup> degré).

#### 1. Limitation des montants

a) Au point de vue *campagne générale* du parti politique : 15 millions de francs. Ce montant est cependant limité à 3 millions de francs pour les partis

dingsbodem voor extremismen. Inertie wekt bij de burger onverschilligheid op en effent het pad voor simplicistische slogans in de plaats van een grondig debat over de diverse meningen.

Om te voorkomen dat het die kant zou opgaan, moeten de partijen de kans krijgen de politieke plannen van de gemeenten en provincies bekend te maken.

De politieke uitdagingen vragen ondersteuning door middel van verkiezingscampagnes, die dan wel vooral de nadruk moeten leggen op de inhoud van het programma van elke partij en elke kandidaat.

## B. INHOUD

### 1. De vorm

Aangezien de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen samen worden gehouden, werd besloten de regelgeving voor de provincieraadsverkiezingen uit de wet van 4 juli 1989 te lichten en in een voor beide verkiezingen gezamenlijk uitgewerkt voorstel op te nemen.

Alle kandidaten die voor een van de verkiezingen of voor beide tegelijk opkomen, moeten immers op dezelfde manier worden behandeld.

Bijgevolg werd voor beide verkiezingen een soortgelijke regeling uitgewerkt, of het nu om de beperking van de uitgaven, om het verbod bepaalde media te gebruiken of om de strafbepalingen gaat.

### 2. De inhoud

Het voorstel strekt ertoe beide voornoemde doelstellingen — de beperking van de kosten van verkiezingscampagnes en de toespitsing ervan op het debat — te verwezenlijken en daarbij rekening te houden met de specifieke kenmerken van de gemeente- en de provincieraadsverkiezingen :

1. voor de gemeenteraadsverkiezingen worden niet alleen partijlijsten ingediend, maar ook lijsten van uiteenlopende aard (« gemeentebelangen », lijst van de burgemeester enz.).

2. er kan worden « gepanacheerd » (dit betekent enkel dat men tegelijk voor meer dan één kandidaat van dezelfde lijst een stem kan uitbrengen), met als gevolg dat elke kandidaat over dezelfde middelen moet kunnen beschikken, wil men de gelijkheid van alle kandidaten in de verkiezingsstrijd waarborgen;

3. voor de gemeenteraadsverkiezingen bestaat al een administratieve rechtspraak die voorziet in straffen voor misleidende verkiezingspropaganda. Hiervoor is in eerste instantie de bestendige deputatie bevoegd en kan bij de Raad van State hoger beroep worden ingesteld.

#### 1. Beperking van de bedragen

a) Met betrekking tot de *algemene campagne* van de politieke partij : 15 miljoen. Dat bedrag wordt evenwel beperkt tot 3 miljoen voor de partijen die

qui ne déposent pas sous leur sigle 50 listes pour les élections communales [pour rappel, pour les élections législatives, le montant est de 50 millions de francs et les propositions pour les européennes prévoient 50 millions de francs et globalement 50 millions de francs pour les élections régionales et communautaires (40 - 9 - 1)].

On assiste donc à une diminution sensible des dépenses de la campagne générale des partis.

b) Pour ce qui est des *campagnes des candidats et des listes* 2 limitations sont prévues : une par liste et une par candidat. Le système retenu tient compte du nombre d'électeurs inscrits et reprend, en fonction de la taille de la commune ou de la province, des tranches d'électeurs inscrits pour lesquelles des montants sont prévus.

En ce qui concerne les élections provinciales et communales, le total des dépenses et des engagements financiers pour la propagande électorale des listes ne peut excéder, pour chacune des listes, le montant suivant, calculé par tranche :

- jusqu'à 1 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 100 francs par électeur inscrit;
- de 1 001 à 5 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 40 francs par électeur inscrit;
- de 5 001 à 10 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 30 francs par électeur inscrit;
- de 10 001 à 20 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 35 francs par électeur inscrit;
- de 20 001 à 40 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 40 francs par électeur inscrit;
- de 40 001 à 80 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 45 francs par électeur inscrit;
- au-delà de 80 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 5 francs par électeur inscrit.

En ce qui concerne les élections provinciales et communales, le total des dépenses et engagements financiers afférents à la propagande électorale des candidats déterminés, ne peut excéder, pour chaque candidat, le montant suivant, calculé par tranche :

- jusqu'à 50 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 3 francs par électeur;
- de 50 001 à 100 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 1 franc par électeur inscrit;
- au-delà de 100 000 électeurs inscrits sur la liste des électeurs : 0,5 franc par électeur inscrit.

Néanmoins, chaque candidat peut dépenser au moins 50 000 francs pour sa campagne.

Il est prévu qu'un candidat se présentant aux deux élections ne puisse pas cumuler les deux montants mais dépenser le plus élevé.

## 2. Interdictions

- Interdiction de tout affichage commercial.
- Interdiction de l'affichage non commercial sur des panneaux de plus de 4 m<sup>2</sup>.
- Interdiction de distribuer des cadeaux et gadgets.

geen 50 lijsten voor de gemeenteraadsverkiezingen indienen [ter herinnering : voor de parlementsverkiezingen is dat bedrag 50 miljoen, het voorstel betreffende de Europese verkiezingen voorziet in een bedrag van 50 miljoen en dat met betrekking tot de verkiezing van de gemeenschaps- en gewestraden in een totaal bedrag van 50 miljoen (40 - 9 - 1)].

De uitgaven voor de algemene campagne van de partijen worden dus aanzienlijk beperkt.

b) Met betrekking tot de *campagne van de kandidaten en de lijsten* worden twee beperkingen ingevoerd : een per lijst en een per kandidaat. De aangenomen regeling houdt rekening met het aantal ingeschreven kiezers en bepaalt, naar gelang van de grootte van de gemeente of de provincie, de bedragen per schijf van ingeschreven kiezers.

Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van de lijst mag voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen per lijst niet meer bedragen dan per schijf :

- tot 1 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 100 frank per ingeschreven kiezer;
- van 1.001 tot 5 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 40 frank per ingeschreven kiezer;
- van 5 001 tot 10 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 30 frank per ingeschreven kiezer;
- van 10 001 tot 20 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 35 frank per ingeschreven kiezer;
- van 20 001 tot 40 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 40 frank per ingeschreven kiezer;
- van 40 001 tot 80 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 45 frank per ingeschreven kiezer;
- vanaf 80 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 5 frank per ingeschreven kiezer;

Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van de individuele kandidaten mag voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen per kandidaat niet meer bedragen dan per schijf :

- tot 50 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 3 frank per ingeschreven kiezer;
- van 50 001 tot 100 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 1 frank per ingeschreven kiezer;
- vanaf 100 000 op de kiezerslijst ingeschreven kiezers : 0,5 frank per ingeschreven kiezer;

Iedere kandidaat mag voor zijn campagne evenwel ten minste 50 000 frank uitgeven.

Voorts is bepaald dat een kandidaat die voor beide verkiezingen kandidateert de maximumbedragen niet mag samenvoegen, maar alleen het hoogste bedrag mag uitgeven.

## 2. Verbodsbeperkingen

- Verbod om commerciële reclameborden of affiches te gebruiken;
- Verbod om gebruik te maken van niet-commerciële reclameborden of affiches groter dan 4 m<sup>2</sup>;
- Verbod om geschenken of gadgets te verspreiden;

- Interdiction de diffuser des spots publicitaires à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma.
- Interdiction d'organiser des campagnes électorales commerciales par téléphone.

### **3. Procédure de contrôle et sanctions de ces limitations et de ces interdictions**

Les déclarations du parti politique, de la liste et du candidat, seront déposées au greffe du Tribunal de Première Instance, où les citoyens pourront les consulter. Ce droit est d'ailleurs expressément mentionné sur la convocation des électeurs. Le dépôt doit s'effectuer dans les trente jours suivant la date des élections.

La procédure est la suivante :

*En ce qui concerne le parti politique*, des rapports seront établis par les présidents des tribunaux de première instance dans les 60 jours.

Ils pourront être consultés par les électeurs à partir du 60<sup>e</sup> jour et cela pendant 15 jours. Ensuite, les rapports sont transmis à la Commission de contrôle.

*En ce qui concerne les candidats*, c'est le témoin principal de la liste, ou la personne mandatée à cet effet, qui rassemble les déclarations et les dépose au greffe du tribunal de première instance dans les trente jours suivant les élections.

*Pour ce qui est de la liste*, c'est le candidat placé en tête de liste qui doit, dans les trente jours, faire cette déclaration. Elle est jointe aux déclarations des candidats. Elles peuvent être consultées à partir du 31<sup>e</sup> jour suivant les élections par tout électeur, et ce pendant 15 jours.

Pour ce qui est des sanctions, il faut distinguer la campagne nationale du parti et les campagnes de liste et de candidat.

— *Pour ce qui est du parti politique*, la sanction par la Commission de contrôle est la suppression entre 1 mois et 4 mois de la dotation.

— *Pour ce qui est des listes et des candidats*, les sanctions sont de deux ordres : l'une est d'ordre pénal, l'autre consiste en l'inéligibilité du candidat.

La procédure de la *sanction pénale* est la suivante :

Sur plainte de toute personne ayant un intérêt ou d'office par le procureur du Roi dans les 120 jours suivant les élections, une action publique peut être mise en œuvre aboutissant à une sanction générale prévue à l'article 181 du code électoral. C'est la même sanction que celle prévue pour les autres élections.

*La procédure de réclamation* vise quant à elle à l'inéligibilité du candidat. Elle est réservée aux candidats uniquement.

- Verbod om reclamespots op radio, televisie en in bioscopen te programmeren;
- Verbod om commerciële verkiezingscampagnes per telefoon te voeren.

### **3. Procedure voor de controle van de beperkingen en de verbodsbeperkingen en bestrafing van de overtreding ervan**

De aangiften van de politieke partij, van de lijst en van de kandidaat moeten worden gedaan bij de griffie van de rechtkbank van eerste aanleg, waar de burgers ze kunnen inzien. Dat inzagerecht wordt trouwens uitdrukkelijk vermeld op de oproepingsbrief van de kiezers. De aangifte moet binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen worden gedaan.

De procedure verloopt als volgt :

*als het om de politieke partij gaat*, moeten de voorzitters van de rechtkassen van eerste aanleg binnen 60 dagen na de datum van de verkiezingen een verslag opmaken.

Die verslagen worden vanaf de 60ste dag gedurende 15 dagen ter inzage van de kiezers gelegd en worden vervolgens aan de Controlecommissie overgezonden.

*Inzake de kandidaten* verzamelt de hoofdgetuige van de lijst of de daartoe gemachtigde persoon de aangiften van de verkiezingsuitgaven en legt die binnen 30 dagen na de datum van de verkiezingen neer op de griffie van de rechtkbank van eerste aanleg.

*Gaat het om de lijst*, dan dient die aangifte binnen 30 dagen te worden gedaan door de lijstaanvoerder waarna ze bij de aangiften van de kandidaten wordt gevoegd. Alle aangiften liggen vanaf de 31e dag volgend op de verkiezingen gedurende 15 dagen ter inzage van alle kiesgerechtigden.

Wat de straffen betreft, dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de federale campagne van de partij en de campagnes die door de lijsten en de afzonderlijke kandidaten gevoerd worden.

— *Als het om een politieke partij gaat*, bestaat de straf erin dat de Controlecommissie de dotatie van die partij ten minste een en ten hoogste vier maanden intrekt.

— *Inzake de lijsten en de kandidaten* zijn de straffen van tweeeënlei aard: strafrechtelijke vervolging en onverkiesbaarheid van de kandidaat.

De strafprocedure verloopt als volgt :

Binnen 120 dagen na de datum van de verkiezingen kan, op grond van een klacht ingediend door een persoon die van enig belang doet blijken of ambtshalve, door de procureur des Konings een strafvordering worden ingesteld die aanleiding kan geven tot een van de in artikel 181 van het Kieswetboek bedoelde straffen. Die straffen zijn dezelfde als die welke voor de andere verkiezingen gelden.

*De klachtprecedure* heeft betrekking op de onverkiesbaarheid van de kandidaten. Ze is uitsluitend op hen van toepassing.

Pour les élections provinciales, elle doit être introduite au plus tard le 45<sup>e</sup> jour suivant les élections auprès de la Commission de contrôle, appel de cette décision pouvant être interjeté auprès du Conseil d'Etat.

Pour les élections communales, la juridiction au premier degré est la députation permanente et l'appel est interjeté au Conseil d'Etat également.

Pour ce qui est de la liste, les sanctions s'appliquent à la tête de la liste. Pour ce qui est des candidats, les sanctions s'appliquent aux candidats individuellement.

Il est prévu que si une juridiction pénale reconnaît l'existence d'une infraction et la sanctionne, un nouveau délai de 15 jours pour introduire une réclamation visant à l'inéligibilité peut être introduite, cela afin d'éviter que quelqu'un reconnu coupable pénallement puisse siéger en tant que mandataire communal ou provincial.

#### 4. L'origine des fonds

Dans le cadre de l'action publique, le procureur du Roi saisi d'office ou sur plainte de toute personne intéressée, peut demander aux candidats l'origine des fonds qui ont servi à financer leur campagne.

La présente proposition innove donc par rapport à la législation antérieure.

Elle va notamment plus loin quant à la limitation de la campagne générale du parti, quant aux interdictions, quant aux sanctions (inéligibilité) et quant à l'origine des fonds.

Elle pourra donc être un modèle pour les autres législations.

#### II. — DISCUSSION GENERALE

*Votre rapporteur* fait observer que la proposition de loi à l'examen a également une incidence sur certaines lois électorales, qui ont d'ailleurs déjà été modifiées dans un passé récent (par exemple en ce qui concerne le « panachage » sur les listes constituées pour l'élection des conseils provinciaux). Il s'étonne dès lors que la proposition de loi à l'examen ne comporte pas de chapitre distinct reprenant les modifications qu'il est proposé d'apporter à la loi électorale communale ainsi que les modifications qu'il faudrait éventuellement apporter à la loi électorale provinciale.

Cette incidence devrait d'ailleurs également apparaître clairement dans l'intitulé de la proposition de loi à l'examen.

\*  
\*   \*

Voor de provincieraadsverkiezingen dient die procedure uiterlijk de 45<sup>e</sup> dag na de verkiezingen te worden ingeleid bij de Controlecommissie en tegen de beslissing van die commissie kan bij de Raad van State hoger beroep worden ingesteld.

Voor de gemeenteraadsverkiezingen is de bestendige deputatie het « rechtscollege » dat in eerste aangleg uitspraak doet en ook hier is hoger beroep mogelijk bij de Raad van State.

Wat de lijsten betreft, zijn de straffen van toepassing op de lijstaanvoerders, maar inzake de kandidaten gelden ze voor iedere kandidaat afzonderlijk.

Voorts wordt bepaald dat als een strafgerecht het bestaan van een overtreding erkent en ze die bestraft, binnen een nieuwe termijn van 15 dagen klacht kan worden ingediend om een kandidaat onverkiesbaar te verklaren; een en ander moet voorkomen dat iemand die door het strafgerecht schuldig verklaard wordt als mandataris in de gemeenteraad of de provincieraad zitting zou kunnen krijgen.

#### 4. De herkomst van de fondsen

In het raam van de strafvordering kan de procureur des Konings, ambtshalve of op grond van een klacht ingediend door een persoon die van enig belang doet blijken, de kandidaten ondervragen over de herkomst van de fondsen die voor de financiering van hun campagne hebben gediend.

Ten aanzien van de vroegere wetgeving voert dit voorstel dus een nieuwheid in.

Dit voorstel gaat meer bepaald verder inzake de beperking van de algemene verkiezungscampagne van de partij, de verbodsbeperkingen, de straffen (onverkiesbaarheid) en de herkomst van de fondsen.

Het kan dus model staan voor de andere wetgevingen.

#### II. — ALGEMENE BESPREKING

*Uw rapporteur* wijst erop dat onderhavig wetsvoorstel ook gevolgen heeft voor bepaalde kieswetten, die overigens in het recente verleden reeds werden gewijzigd (bvb. inzake het « panacheren » op de lijsten voor de verkiezing van de provincieraden). Het verbaast hem dan ook dat dit wetsvoorstel geen afzonderlijk hoofdstuk bevat waarin de voorgestelde wijzigingen in de gemeentekieswet en ook de eventueel vereiste wijzigingen in de provinciekieswet worden ondergebracht.

Dit zou overigens ook in het opschrift van het wetsvoorstel duidelijk tot uiting moeten komen.

\*  
\*   \*

*M. Pierco* précise que le groupe VLD est, lui aussi, partisan d'une limitation des dépenses électorales et du contrôle de celles-ci.

Il estime que cette limitation et ce contrôle supposent que des plafonds précis soient fixés en matière de dépenses, ce qui n'est pas toujours le cas dans la proposition de loi à l'examen.

En ce qui concerne les techniques de propagande autorisées, la proposition de loi est en revanche trop stricte et limite considérablement la liberté de choix des candidats. Pourquoi le législateur fédéral est-il d'ailleurs plus strict, à cet égard, en ce qui concerne les élections communales et provinciales qu'en ce qui concerne les élections européennes ou législatives?

De plus, les mandataires provinciaux et communaux peuvent être privés de leur mandat par le Conseil d'Etat s'ils ne respectent pas la loi (article 20).

Pourquoi ne pas avoir prévu une telle sanction pour les mandataires nationaux, comme c'est par exemple le cas en France?

La même remarque vaut, selon l'intervenant, pour la faculté que l'article 12, § 5, confère au procureur du Roi de vérifier l'origine des fonds ayant servi au financement de la campagne électorale.

Le membre s'intéresse ensuite au mode de calcul des tranches de dépenses et engagements financiers énumérées à l'article 3.

Personnellement, il estime qu'il serait préférable de fixer un montant dégressif par électeur inscrit, ce qui n'est que partiellement le cas dans la proposition de loi à l'examen.

Il renvoie enfin à l'avis que le Conseil d'Etat a rendu, le 22 décembre 1992, sur une proposition de loi analogue (Doc. n° 808/3 - 92/93, p. 13) et dans lequel celui-ci juge souhaitable, dans l'intérêt de la sécurité juridique, « que ce soit non la commission (de contrôle), mais la loi qui règle à tout le moins les éléments essentiels de la procédure ».

\*  
\*   \*

*M. Geysels* évoque tout d'abord les critiques qui ont été émises par le groupe Ecolo-Agalev au sujet des trois autres propositions de loi relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales (Doc. n° 1376/1 à 7, 1379/1 à 10 et 1378/1 à 6).

Depuis 1989, on s'efforce, à juste titre, de réduire ces dépenses.

L'intervenant doute cependant que la proposition de loi à l'examen soit le moyen approprié pour atteindre cet objectif.

Le membre s'enquiert, à cet égard, de la signification exacte de la dernière phrase de l'article 2. Il craint que l'on abuse de cette disposition dans le but de transférer, par le biais d'associations de candi-

*De heer Pierco* geeft aan dat ook de VLD-fractie voorstander is van een beperking van en een controle op de verkiezingsuitgaven.

Dit moet volgens hem gebeuren via duidelijk bepaalde uitgavenplafonds, wat in voorliggend wetsvoorstel niet steeds het geval is.

Wat de toegelaten propagandatechnieken betreft is het wetsvoorstel dan weer al te streng en wordt de keuzevrijheid van de kandidaten danig beknot. Waarom is de federale wetgever op dit vlak trouwens strenger voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen dan voor de Europese of de parlementsverkiezingen?

Daarenboven kunnen provinciale en gemeentelijke mandatarissen bij niet-naleving van deze wet door de Raad van State van hun mandaat vervallen worden verklaard (artikel 20).

Waarom geldt zulks niet eveneens voor de nationale mandatarissen, zoals bijvoorbeeld in Frankrijk het geval is?

Hetzelfde geldt, aldus spreker, voor de in artikel 12, § 5, bepaalde mogelijkheid voor de procureur des Konings om de herkomst na te gaan van de voor de financiering van de verkiezingscampagne aangewende gelden.

Vervolgens peilt het lid naar de berekeningswijze van de in artikel 3 opgesomde schijven van uitgaven en financiële verbintenissen.

Persoonlijk is hij veeleer gewonnen voor een degressief verloop van het bedrag per ingeschreven kiezer, wat in het wetsvoorstel slechts ten dele het geval is.

Tenslotte verwijst hij naar het advies dat de Raad van State op 22 december 1992 over een gelijkaardig wetsvoorstel heeft uitgebracht (Stuk Kamer n° 808/3 - 92/93, blz. 5) en waarbij deze het in het belang van de rechtszekerheid wenselijk heeft geacht dat « niet de (controle)commissie maar de wet ten minste de fundamentele bestanddelen van de procedure regelt ».

\*  
\*   \*

*De heer Geysels* verwijst eerst en vooral naar de kritiek die door de AGALEV-ECOLO fractie werd uitgebracht met betrekking tot de drie andere wetsvoorstellen betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven (Stukken Kamer n° 1376/1 tot 7, 1379/1 tot 10 en 1378/1 tot 6).

Sinds 1989 wordt terecht gepoogd deze uitgaven te doen afnemen.

Spreker betwijfelt echter of onderhavig wetsvoorstel daartoe een adequaat middel zal vormen.

Het lid peilt in dit verband naar de precieze betekenis van de laatste zin van artikel 2 van het wetsvoorstel. Hij vreest dat deze zin zal worden misbruikt om via associaties van kandidaten een gedeelte van

dats, une partie du montant de 15 millions de francs prévu à l'article 2 à des candidats déterminés désireux d'échapper aux maxima prévus à l'article 3, § 2.

Que faut-il entendre, à l'article 3, § 2, par le « total » des dépenses?

Il constate également que si les montants prévus à l'article 3 sont vraiment dépensés (à Anvers, par exemple, chaque liste pourra dépenser 21 millions de francs, la proposition de loi n'aura certainement pas pour effet de limiter les dépenses électorales).

Il se réjouit enfin des dispositions de l'article 7 relatives aux techniques de propagande utilisées par les candidats (notamment l'interdiction d'utiliser des panneaux ou affiches à caractère commercial).

Il déplore néanmoins que l'on n'ait pas élaboré de réglementation identique en la matière pour toutes les élections.

\*  
\* \*

*M. Michel rappelle qu'il n'y a actuellement aucune limitation en ce qui concerne les dépenses électorales communales.*

Les montants prévus dans la proposition de loi ne sont certainement pas trop élevés, même pour les grandes villes. A Anvers, par exemple, les frais de port afférents à un seul toutes-boîtes s'élèvent déjà à environ 700 000 francs (à supposer que le tarif soit de 2 francs par tract).

Si l'on se déclare partisan d'un débat de fond entre les différents partis, on peut difficilement prétendre qu'un seul toutes-boîtes (par parti) soit excessif.

Les candidats déterminés qui souhaitent adresser un message spécifique à tous les électeurs seront contraints de se grouper par suite des dispositions légales proposées.

Pourtant, lors des élections communales (plus que lors d'autres élections), l'électeur vote pour un candidat plutôt que pour une liste.

Il serait dès lors insensé d'interdire toute forme de propagande personnelle.

La présente proposition de loi lui semble équilibrée. Elle marque en outre un pas important vers la suppression totale de l'utilisation de panneaux publicitaires à caractère commercial, qui fait l'objet de la proposition de loi de M. Lenssens et consorts (Doc. Sénat n° 926/1, 1993-1994).

L'intervenant estime également que le compromis intervenu répond essentiellement aux préoccupations des petits partis. Il renvoie à ce sujet, à l'interdiction prévue à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de placer des affiches ou panneaux de plus de 4 m<sup>2</sup>, même chez des particuliers.

Enfin, M. Michel rappelle que la présente proposition de loi est le fruit de plusieurs mois de discussions

het in artikel 2 bepaalde bedrag van 15 miljoen frank over te dragen aan individuele kandidaten die aan de in artikel 3, § 2, bepaalde maxima willen ontsnappen.

Wat wordt in artikel 3, § 2, verstaan onder het « totaal » van de uitgaven?

Hij stelt ook vast dat, wanneer de in artikel 3 vermelde bedragen integraal worden uitgegeven (in Antwerpen is het bijvoorbeeld mogelijk dat per lijst 21 miljoen frank zou worden uitgegeven), het wetsvoorstel gewis niet zal leiden tot een beperking van de verkiezingsuitgaven.

Tenslotte verheugt hij zich over de in artikel 7 opgenomen bepalingen inzake de door de kandidaten aangewende reclametechnieken (onder meer het verbod op het gebruik van commerciële reclameborden of affiches).

Hij betreurt echter dat terzake geen eenvormige regeling werd uitgewerkt voor alle verkiezingen.

\*  
\* \*

*De heer Michel herinnert er eerst en vooral aan dat er momenteel geen enkele beperking bestaat inzake de voor de gemeenteraadsverkiezingen uitgegeven bedragen.*

De in het wetsvoorstel bepaalde bedragen zijn gewis niet te hoog, zelfs niet in de grote steden. In Antwerpen bijvoorbeeld kost één enkele folder in alle brievenbussen reeds ongeveer 700 000 frank aan portkosten (gesteld dat het tarief 2 frank per folder zou bedragen).

Wie voorstander zegt te zijn van een inhoudelijk debat tussen de diverse partijen kan bezwaarlijk voorhouden dat één folder (per partij) in alle brievenbussen overdreven veel zou zijn.

De individuele kandidaten die daarnaast nog een specifieke boodschap tot alle kiezers willen richten zullen ingevolge de voorgestelde wettelijke bepalingen ertoe genoopt zijn zich te groeperen.

Nochtans wordt bij de gemeenteraadsverkiezingen (meer dan bij andere verkiezingen) vooral voor personen gestemd in plaats van voor lijsten.

Het zou dan ook onzinnig zijn om elke vorm van persoonlijke propaganda bij wet te verbieden.

Het voorliggend wetsvoorstel lijkt hem zeer evenwichtig. Het is daarenboven een belangrijke stap naar de uiteindelijke volledige afschaffing van het gebruik van commerciële reclameborden, zoals beoogd in het wetsvoorstel van de heer Lenssens c.s. (Stuk Senaat nr 926-1, 1993-1994).

Naar zijn oordeel komt het bereikte compromis overigens vooral tegemoet aan de bekommernissen van de kleine partijen. Hij verwijst in dit verband ook naar het in artikel 7, § 1, 5<sup>o</sup> opgenomen verbod om zelfs bij particulieren affiches of borden aan te brengen van meer dan 4 m<sup>2</sup>.

Tenslotte brengt de heer Michel in herinnering dat dit wetsvoorstel het resultaat is van maandenlange

et que, de surcroît, le compromis intervenu s'oppose aux habitudes électORALES de la plupart des partis politiques.

Il était dès lors nécessaire de leur accorder une certaine marge de manœuvre dans les limites de certaines tranches fixées par la proposition à l'examen et de leur permettre de répartir à leur guise le montant visé à l'article 2 entre les deux élections.

\*  
\* \* \*

*M. Geysels* répète qu'il souscrit aux objectifs visés par les auteurs de la proposition à l'examen. Il a toutefois des doutes quant à l'efficacité et l'efficience des dispositions légales proposées.

Selon les calculs de la KUL, les dépenses électORALES communales se sont élevées à 383 millions de francs en 1976 et à 460 millions en 1982.

L'intervenant doute que la proposition à l'examen permette de réduire ces montants.

Au demeurant, pourquoi les dispositions relatives aux élections communales et celles applicables aux élections nationales ne sont-elles pas identiques en ce qui concerne les grandes villes? Le nombre des boîtes aux lettres n'est-il pas le même dans les deux cas?

Pourquoi le problème de l'association de candidats et de l'attribution aux candidats des fonds destinés à la propagande nationale est-il réglé de manière moins stricte dans le cadre du texte à l'examen que dans les propositions relatives aux élections nationales et européennes?

*M. Geysels* fait enfin observer que les montants des dépenses électORALES autorisés par la proposition de loi à l'examen sont supérieurs aux recettes que la loi autorise dans le chef des partis politiques. Il estime que l'on crée ainsi délibérément des zones d'ambiguité, ce qu'il déplore vivement.

\*  
\* \* \*

*M. L. Peeters* souligne que la proposition de loi à l'examen s'inscrit dans un projet ambitieux, à savoir celui de réduire les dépenses engagées pour toutes les élections (européennes, nationales, provinciales et communales).

Eu égard à la spécificité des élections provinciales et communales, la proposition à l'examen comporte un certain nombre de dispositions (propagande au niveau national limitée à 15 millions de francs moyennant la présentation de 50 listes au moins) qui devront faire l'objet d'une évaluation après les prochaines élections.

Tous les candidats sont traités sur un pied d'égalité, ce que le membre juge logique, étant donné qu'aux élections communales, chaque électeur peut voter pour plusieurs candidats à la fois (à condition qu'ils forment partie de la même liste).

besprekingen en dat de bereikte overeenkomst daar-enboven ingaat tegen de electorale gewoonten van de meeste politieke partijen.

Het was dan ook nodig hen binnen de in het voorstel bepaalde schijven toch nog enige bewegingsruimte te gunnen en het in artikel 2 bepaalde bedrag van vijftien miljoen frank naar goeddunken over beide verkiezingen te verdelen.

\*  
\* \* \*

*De heer Geysels* herhaalt dat hij de doelstellingen van de auteurs van het wetsvoorstel onderschrijft. Wel twijfelt hij aan de effectiviteit en de efficiëntie van de voorgestelde wetsbepalingen.

Volgens berekeningen van de KU-Leuven bedroegen de uitgaven voor de gemeenteraadsverkiezingen 383 miljoen frank in 1976 en 460 miljoen frank in 1982.

Spreker betwijfelt of via onderhavig wetsvoorstel deze bedragen zullen kunnen worden verminderd.

Waarom trouwens zijn de bepalingen inzake gemeenteraadsverkiezingen en inzake nationale verkiezingen voor grote steden niet dezelfde? Het aantal brievenbussen blijft immers hoe dan ook gelijk!

Waarom wordt de problematiek van de associatie van kandidaten en van de toewijzing van gelden, bedoeld voor nationale propaganda aan individuele kandidaten hier minder streng geregeld dan in de wetsvoorstellen inzake de nationale en Europese verkiezingen?

Tenslotte merkt de heer Geysels ook op dat de in dit wetsvoorstel toegelaten verkiezingsuitgaven hoger liggen dan de wettelijk toegestane inkomsten van de politieke partijen. Op die manier, aldus het lid, worden wetens en willens « grijze » zones gecrééerd, wat hij ten zeerste betreurt.

\*  
\* \* \*

*De heer L. Peeters* benadrukt dat dit wetsvoorstel kadert in een ruim omvattend streven om de uitgaven voor alle verkiezingen (Europese, nationale, provincie- en gemeenteraadsverkiezingen) terug te schroeven.

Rekening houdend met de specifieke aard van de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen bevat onderhavig voorstel een aantal bepalingen (propaganda op nationaal vlak beperkt tot 15 miljoen frank mits het neerleggen van ten minste 50 lijsten) die na de komende verkiezingen moeten worden geëvalueerd.

Alle individuele kandidaten worden op gelijke voet behandeld, wat volgens het lid logisch is, omdat bij gemeenteraadsverkiezingen iedere kiezer (binnen dezelfde lijst) voor meerdere kandidaten tegelijk kan stemmen.

La proposition à l'examen interdit également certains moyens de propagande (cadeaux ou gadgets, campagnes électorales commerciales par téléphone, spots publicitaires à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma, panneaux ou affiches à caractère commercial).

Dans les communes de moindre importance, les candidats pourront dépenser chacun quelque 50 000 francs; l'intervenant estime que c'est là un minimum.

Il se réfère également à son amendement n° 5 (Doc. n° 1386/3) visant à insérer un nouvel article 12bis, qui reprend l'article 16bis de la loi du 4 juillet 1989, afin d'empêcher que des partis politiques puissent recevoir des dons des entreprises.

Cet article est en outre étendu aux listes, candidats et mandataires politiques. Le procureur du Roi pourra en outre vérifier l'origine des fonds ayant servi au financement de la campagne électorale de candidats déterminés. L'article 12, § 5, de la proposition de loi à l'examen confirme explicitement la légalité des enquêtes judiciaires en cours.

M. L. Peeters signale que les auteurs de la proposition de loi sont favorables à une réglementation tout aussi stricte pour les élections nationales. Un problème juridique se pose cependant en l'occurrence, étant donné qu'en vertu de l'article 48 de la Constitution, la Chambre et le Sénat vérifient eux-mêmes les pouvoirs de leurs membres et jugent eux-mêmes les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

La sanction prévue aux articles 20 et 28 (privation du mandat) lui paraît préférable à l'invalidation des élections, le Conseil d'Etat lui paraissant être la juridiction idéale pour statuer en dernier ressort à ce sujet.

Le membre reconnaît qu'il serait souhaitable de régler le fonctionnement de la commission de contrôle en tant qu'organe juridictionnel dans une loi distincte, notamment en vue de préserver les droits de la défense.

Il ne pense pas que cette proposition de loi créera des zones d'ombre entre les divers montants maximums. Il s'attend à ce que ces dispositions entraînent une baisse des dépenses électorales.

Le montant maximum de 15 millions de francs visé à l'article 2 doit précisément permettre l'organisation éventuelle d'une propagande collective par plusieurs candidats. La liste décidera des modalités de celle-ci.

A la demande de M. Geysels, le membre répond qu'une liste peut décider d'affecter l'intégralité de ce montant (maximum) de 15 millions de francs à la propagande d'un seul candidat dans une seule commune.

Les montants prévus aux articles 2 et 3, § 2 peuvent dès lors être cumulés pour ce candidat.

Het voorstel houdt ook een algemeen verbod van bepaalde propagandamiddelen in (geschenken of gadgets, commerciële verkiezingscampagnes per telefoon, reclamespots op radio, televisie en in bioscopen, gebruik van commerciële reclameborden of affiches).

In kleinere gemeenten zullen kandidaten ieder ongeveer 50 000 frank mogen uitgaven: dit lijkt spreker een minimum.

Hij verwijst ook naar zijn amendement n° 5 (Stuk n° 1386/3) tot invoering van een nieuw artikel 12bis, waarin de tekst van artikel 16bis van de wet van 4 juli 1989 wordt hernoemd teneinde te beletten dat politieke partijen giften zouden ontvangen vanwege het bedrijfsleven.

Dit artikel wordt bovendien uitgebreid tot lijsten, kandidaten en politieke mandatarissen. Daarenboven kan de procureur des Konings de herkomst nagaan van de gelden die voor de financiering van de verkiezingscampagne van individuele kandidaten zijn aangewend. Artikel 12, § 5, van het voorstel bevestigt uitdrukkelijk de wettelijkheid van deze thans reeds door het gerecht gevoerde onderzoeken.

De heer L. Peeters geeft aan dat de auteurs van het wetsvoorstel ook voor de nationale verkiezingen een even strenge reglementering voorstaan. Alleen stelt zich daar een juridisch probleem omdat de Kamer en de Senaat luidens artikel 48 van de Grondwet zelf de geloofsbriefen van hun leden onderzoeken en de geschillen beslechten die hieromtrent rijzen.

De in de artikelen 20 en 28 bedoelde sanctie (verval van het mandaat) lijkt spreker te verkiezen boven een eventuele ongeldigverklaring van de verkiezingen. De Raad van State lijkt hem het ideale rechtscollege om in laatste aanleg hierover uitspraak te doen.

Het lid is het ermee eens dat de werkwijze van de controlecommissie als juridisch orgaan best bij een afzonderlijke wet wordt geregeld onder meer voor wat de vrijwaring van de rechten van de verdediging betreft.

Hij gelooft niet dat via dit voorstel « grijze » zones worden gecreëerd tussen de diverse maximumbedragen.

Spreker verwacht dat ingevolge de bepalingen ervan de verkiezingsuitgaven zullen dalen. Het in artikel 2 bedoelde bedrag van maximum 15 miljoen frank is overigens precies bedoeld om een eventuele gezamenlijke propaganda door meerdere kandidaten samen mogelijk te maken. Het is de lijst die beslist hoe zulks kan gebeuren.

Op vraag van de heer Geysels preciseert het lid dat een lijst ertoe kan beslissen om dit bedrag van (maximum) 15 miljoen frank integraal te gebruiken voor de propaganda van één kandidaat in één gemeente.

In hoofde van die kandidaat kunnen de in de artikelen 2 en 3, § 2, bepaalde bedragen dan ook worden samengegeteld.

L'introduction de quotas, à l'instar de ce qui se fait pour les élections législatives, ne se justifie pas en l'occurrence, du fait que l'électeur peut voter simultanément pour plusieurs candidats.

\*  
\* \*

*M. Marc Harmegnies* fait observer que la possibilité de « panacher » sur les listes, qui est évoquée dans les développements, ne concerne que les candidats d'une même liste et qu'il est donc exclu de voter simultanément pour plusieurs candidats de listes différentes.

Il doute par ailleurs de l'exactitude des chiffres avancés par un précédent intervenant concernant les dépenses électorales effectuées en 1986 et en 1992.

Le groupe PS est également partisan d'un renforcement du contrôle des dépenses électorales et ce, tant en ce qui concerne les élections nationales que les élections provinciales et communales.

Tous les textes de loi applicables en la matière devront être précisés par la suite dans le cadre de règlements internes, notamment afin de combattre l'affichage sauvage.

Il demande à quelles règles est soumise une liste dont le sigle national et un sigle local sont protégés (par exemple « PS-Intérêts communaux »).

*M. Michel* répond que dès lors que le sigle national protégé fait partie de la dénomination de la liste, la loi s'applique sans restriction.

\*  
\* \*

*M. Vande Lanotte* estime que la procédure prévue au Chapitre IV en ce qui concerne les réclamations portant sur l'élection des conseils provinciaux est relativement simple.

C'est le conseil provincial lui-même qui statue sur les pouvoirs de ses membres en premier ressort. Le conseiller provincial reste en fonction durant la procédure éventuelle devant la Commission de contrôle et — en appel — devant le Conseil d'Etat. En d'autres termes, le recours n'est pas suspensif.

En ce qui concerne les élections communales, deux sortes de plaintes sont cependant possibles.

Tout d'abord, une plainte peut, déjà à l'heure actuelle, être déposée dans les dix jours, en premier lieu, auprès de la députation permanente et ensuite auprès du Conseil d'Etat, en raison d'irrégularités en rapport avec la législation relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales pouvant avoir une incidence sur la répartition des sièges. Ce recours est suspensif.

Si une telle plainte est déclarée fondée et peut par ailleurs influencer la répartition des sièges, l'élection peut être annulée.

Het inbouwen van quota, zoals voor de nationale verkiezingen, heeft hier geen zin precies omdat de kiezer voor meerdere kandidaten tegelijk mag stemmen.

\*  
\* \*

*De heer Marc Harmegnies* benadrukt dat de in de toelichting vermelde mogelijkheid tot « panacheren » enkel slaat op de kandidaten van eenzelfde lijst. Men kan bijgevolg geenszins tegelijkertijd op meerdere kandidaten van verschillende lijsten stemmen.

Hij twijfelt ook aan de juistheid van de door een vorige spreker aangehaalde cijfers over de verkiezingsuitgaven in 1976 en 1982.

Ook de PS-fractie is voorstander van een versterkte controle op de verkiezingsuitgaven en dit zowel voor de nationale als voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.

Alle terzake geldende wetteksten zullen achteraf in interne reglementen moeten worden verduidelijkt, onder meer om wilde aanplakkingen tegen te gaan.

Graag vernam hij welke regels precies van toepassing zijn op een lijst die terzelfdertijd een (nationaal) beschermd letterwoord en een lokaal letterwoord (bijvoorbeeld « PS-Gemeentelangen ») gebruikt.

*De heer Michel* antwoordt dat van zodra het nationaal beschermd letterteken deel uitmaakt van de gebruikte benaming van de lijst, de wet onverkort van toepassing is.

\*  
\* \*

*De heer Vande Lanotte* meent dat de in hoofdstuk IV bepaalde procedure inzake betwisting van provincieraadsverkiezingen relatief eenvoudig is.

In eerste instantie oordeelt de provincieraad zelf over de geloofsbriefen van elk van zijn leden. Tijdens de eventuele procedure voor de controlecommissie en — in beroep — voor de Raad van State blijft het provincieraadslid in functie. Het beroep heeft met andere woorden geen schorsende kracht.

Voor wat de gemeenteraadsverkiezingen betreft zijn evenwel twee soorten klachten mogelijk.

Eerst en vooral kan thans reeds binnen de tien dagen bij de bestendige deputatie en vervolgens bij de Raad van State klacht worden ingediend (ook in verband met de wetgeving inzake de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven) wegens onregelmatigheden die de zetelverdeling kunnen beïnvloeden. Dit beroep werkt opschortend.

Wanneer dergelijke klacht gegronde wordt geacht en daarenboven de zetelverdeling kan beïnvloeden, kan de verkiezing worden vernietigd.

Il est proposé à présent qu'une plainte puisse également être introduite (dans les 45 jours) contre un candidat dont les dépenses de propagande électorale excèdent les montants autorisés par la loi.

Le membre demande si cette plainte a, elle aussi, un effet suspensif. Il suppose que oui.

Il insiste dès lors pour que l'on instaure une seule et même procédure pour toutes les plaintes, qui n'ait pas d'effet suspensif (certainement pas lorsque la députation permanente déclare la plainte non fondée) et prévoyant des délais identiques.

*M. Michel* partage ce point de vue.

Il annonce le dépôt d'une série d'amendements en vue de rencontrer ces objections.

*M. Pierco* déplore que la proposition à l'examen ne précise pas si certaines dépenses engagées par des groupes de candidats (par commune fusionnée, par exemple) peuvent ou non être imputées au montant (maximum) de 15 millions par liste fixé à l'article 2.

*M. Michel* répond que ces dépenses doivent être imputées sur les dépenses visées à l'article 3, § 1<sup>e</sup>. Lorsqu'un candidat déterminé sera en passe d'atteindre le montant maximum prévu par l'article 3, § 2, il ne pourra plus mener de propagande qu'en collaboration avec d'autres candidats.

*M. Pierco* estime que les auteurs de la proposition de loi auraient mieux fait de réduire davantage les montants autorisés tout en laissant plus de liberté aux candidats quant au choix de leurs techniques de propagande. Pourquoi l'article 7 interdit-il les panneaux à caractère commercial de 4 m<sup>2</sup>, alors qu'il autorise les panneaux à caractère non commercial de la même taille?

*M. L. Peeters* fait observer qu'en interdisant certaines techniques (par exemple, les campagnes téléphoniques), les auteurs entendent promouvoir un débat de fond entre les différentes listes.

*M. Pierco* ne partage pas ce point de vue. Sans nier l'importance d'un débat de fond, il estime néanmoins que chaque candidat doit pouvoir déceler les techniques qui lui apportent les meilleurs résultats.

*M. Michel* souligne que les auteurs ont voulu éviter que la campagne électorale serve uniquement à faire connaître les candidats.

Dans leur optique, la campagne électorale doit plutôt permettre aux candidats de faire connaître leurs idées et leurs qualités intrinsèques.

Personnellement, il pense qu'à terme, l'utilisation de panneaux publicitaires à caractère commercial sera interdite pour toutes les élections.

La proposition de loi à l'examen lui paraît constituer un premier pas dans cette direction.

\*  
\* \* \*

*M. Lauwers* fait observer que la présente proposition de loi repose sur la même philosophie que les

Daarnaast wordt nu voorgesteld dat ook (binnen de 45 dagen) klacht kan worden ingediend tegen een kandidaat die meer heeft uitgegeven aan verkiezingspropaganda dan toegestaan door de wet.

Het is niet duidelijk, aldus het lid of ook deze klacht opschortend werkt. Hij vermoedt van wel.

Hij dringt dan ook aan op de totstandkoming van één enkele procedure voor alle klachten, zonder opschortend karakter (zeker niet wanneer de bestende deputatie de klacht ongegrond acht) en met gelijkenschakeling van alle termijnen.

*De heer Michel* is het daarmee eens. Hij kondigt de indiening aan van een reeks amendementen die aan deze bezwaren tegemoetkomen.

*De heer Pierco* betreurt dat in dit voorstel niet duidelijk wordt gemaakt of bepaalde uitgaven van groepen van kandidaten (bijvoorbeeld per deelgemeente) al dan niet kunnen worden aangerekend op het (in artikel 2 bedoelde) toegelaten bedrag van (maximum) 15 miljoen frank voor de lijst.

*De heer Michel* antwoordt dat dergelijke uitgaven moeten worden aangerekend op de, in artikel 3, § 1 bepaalde uitgaven. Wanneer een individuele kandidaat het hem, krachtens artikel 3, § 2 toegekende maximumbedrag bijna heeft bereikt kan hij enkel in samenwerking met andere kandidaten nog verder propaganda voeren.

*De heer Pierco* meent dat de auteurs van het wetsvoorstel er beter zouden aan doen de toegelaten bedragen verder terug te schroeven maar de kandidaten daarentegen meer vrijheid te laten bij de keuze van de door hen aangewende propagandatechnieken. Waarom worden in artikel 7 commerciële reclameborden van 4 m<sup>2</sup> verboden terwijl niet-commerciële borden van dezelfde oppervlakte wel toegelaten zijn?

*De heer L. Peeters* geeft aan dat de auteurs via het verbieden van bepaalde technieken (bijvoorbeeld telefooncampagnes) een inhoudelijk debat tussen de onderscheiden lijsten willen bevorderen.

*De heer Pierco* is het daar niet mee eens. Een inhoudelijk debat is belangrijk maar iedere kandidaat moet zelf kunnen ondervinden welke technieken voor hem de beste resultaten opleveren.

*De heer Michel* benadrukt dat de auteurs hebben willen vermijden dat een verkiezingscampagne zou worden beperkt tot het louter bekend maken van kandidaten.

In hun optiek moet dergelijke campagne veeleerdiensten om de kandidaten de kans te bieden hun ideeën en hun intrinsieke kwaliteiten te laten zien.

Persoonlijk denkt hij dat het gebruik van commerciële reclameborden op termijn voor alle verkiezingen zal worden verboden.

Dit voorstel lijkt hem een eerste stap daartoe.

\*  
\* \* \*

*De heer Lauwers* merkt op dat in onderhavig wetsvoorstel dezelfde filosofie wordt gehanteerd als in de

propositions de loi examinées antérieurement relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections législatives et pour les élections du Parlement européen et des Conseils de région et de communauté.

Les critiques formulées lors de l'examen de ces propositions demeurent donc valables : l'on tente de réduire les dépenses électorales en imposant des montants maximums aux listes et aux candidats. On se sert du coût d'une campagne pour contrôler les dépenses électorales.

Même si le système proposé représente assurément l'une des possibilités, il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'arguments peuvent y être opposés :

- les montants maximums proposés représentent à peine une limitation des dépenses électorales;
- le système réclame la mise sur pied d'une administration complexe;
- le contrôle de l'ensemble ne s'avérera pas aisément.

On peut aussi se demander comment le système fonctionnera dans la pratique, en particulier en cas d'élections simultanées.

Ne serait-il pas préférable de se demander ce que devrait être une campagne électorale pour élaborer une réglementation en matière de limitation des dépenses électorales et de standardiser autant que possible ces campagnes? La proposition de loi à l'examen comporte déjà une série d'éléments permettant d'élaborer une telle réglementation. L'intervenant en veut pour preuve les dispositions génériques figurant à l'article 7.

Pourquoi ne pas abandonner le système des montants et définir seulement ce qui est autorisé pendant une campagne électorale? C'est ainsi que l'on pourrait autoriser :

- un tract par candidat;
- un envoi;
- l'utilisation exclusive d'affiches murales et de panneaux d'affichage communaux.

L'intervenant est convaincu que cela permettrait de réduire de manière beaucoup plus importante les dépenses électorales.

Enfin, il conviendrait de tenir compte du fait que la propagande électorale revêt d'autres formes dans les grandes villes que dans les petites communes. Est-il opportun d'utiliser les mêmes critères pour toutes les communes, ainsi que le suggère manifestement la proposition de loi à l'examen?

\*  
\* \* \*

*Votre rapporteur* demande une nouvelle fois que l'on veille tout particulièrement à la cohérence du texte. Cela suppose que l'on tienne compte :

- de l'avis du Conseil d'Etat;

eerder behandelde wetsvoorstellen met betrekking tot de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de wetgevende verkiezingen en voor de verkiezingen van het Europees Parlement en van de Gewest- en Gemeenschapsraden.

De bij de behandeling van die voorstellen geuite kritiek blijft dan ook hier gelden : men tracht de verkiezingsuitgaven te reduceren door het vaststellen van maximum-bedragen voor lijsten en kandidaten. Men hanteert de kostprijs van een campagne als instrument om de verkiezingsuitgaven in de hand te houden.

Hoewel ongetwijfeld één van de mogelijkheden, kan men toch een aantal argumenten tegen het voorgestelde systeem opsommen :

- de voorgestelde maximum-bedragen betekenen nauwelijks een beperking van de verkiezingsuitgaven;
- een ingewikkelde administratie moet worden opgezet;
- de controle van dit alles zal niet eenvoudig zijn.

Voorts stelt zich de vraag hoe het systeem in de praktijk zal functioneren, zeker ingeval van gelijktijdige verkiezingen.

Beter ware het om zich, voor een regeling met betrekking tot de beperking van de verkiezingsuitgaven, te richten op wat een kiescampagne zou moeten zijn en deze campagne voor iedereen zo veel als mogelijk te standaardiseren. Een aantal elementen daarvan zijn reeds in dit voorstel vervat. Bewijs daarvan de in artikel 7 opgesomde generieke bepalingen.

Waarom niet afstappen van het systeem van de bedragen en nog enkel bepalen wat tijdens een kiescampagne toegelaten is, bijvoorbeeld :

- 1 folder per kandidaat;
- 1 zending;
- slechts toelating tot het gebruik van raamaffiches en gemeentelijke aanplakborden.

Spreker is ervan overtuigd dat dit tot een veel grotere reductie van de verkiezingsuitgaven zou leiden.

Ten slotte zou men er ook rekening moeten mee houden dat de communicatie tijdens gemeenteraadsverkiezingen anders verloopt in grote steden dan in kleine gemeenten. Is het wel aangewezen voor alle gemeenten dezelfde criteria te gebruiken, zoals blijkbaar in dit voorstel wordt gesuggereerd?

\*  
\* \* \*

*Uw rapporteur* vraagt nogmaals aandacht voor het opstellen van een zo coherent mogelijke tekst. Daarvoor moet rekening worden gehouden met :

- het advies van de Raad van State;

— de la nécessité éventuelle d'apporter encore certaines modifications aux lois électORALES PROVINCIALE ET COMMUNALE;

— des effets de la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électORALE COMMUNALE, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux. Cette loi dispose en effet que dans les communes périphériques visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons, les membres du Conseil de l'aide sociale sont élus directement par l'assemblée des électeurs de la commune.

Cette élection directe a lieu conjointement avec l'élection des membres du conseil communal.

Les électeurs des communes concernées se verront dès lors remettre trois bulletins de vote au lieu de deux.

L'absence de dispositions en la matière dans la proposition de loi à l'examen permettra aux candidats à l'élection directe des conseils de l'aide sociale de tourner la législation relative à la limitation des dépenses électORALES.

Il s'indique à cet égard d'examiner avec l'attention nécessaire les amendements n° 33 et suivants de M. Clerfayt et consorts qui apportent une solution en la matière.

\*  
\* \*

*Le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique* souscrit aux observations formulées par le rapporteur.

Il faut éviter à tout prix que l'adoption de la proposition de loi à l'examen engendre des contradictions ou des incohérences avec d'autres dispositions des lois électORALES.

### III. — DISCUSSION DES ARTICLES

#### *Intitulé de la proposition de loi*

L'amendement n° 33 de *M. Clerfayt et consorts* tend à compléter l'intitulé par les mots « et de l'aide sociale ».

Il apparaît ainsi que la proposition de loi vise également à instaurer un régime en matière de limitation des dépenses électORALES pour les candidats à l'élection directe des conseils de l'aide sociale. Ces élections directes ont lieu dans les six communes périphériques visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées

— de eventuele noodzaak om nog bepaalde wijzigingen aan de provincie- en de gemeentekieswet aan te brengen;

— de gevolgen van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen; door die wet worden immers in de randgemeenten bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn rechtstreeks gekozen door de vergadering van de kiezers van de gemeente.

Die rechtstreekse verkiezing vindt plaats samen met de verkiezing van de gemeenteraadsleden (en in de toekomst ook van de provincieraadsleden).

Aan de kiezers van de betrokken gemeenten zullen dan ook drie in plaats van twee stembrieven worden voorgelegd.

Door het ontbreken van bepalingen in onderhavig wetsvoorstel zullen de kandidaten voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn de mogelijkheid hebben de wetgeving met betrekking tot de beperking van de verkiezingsuitgaven te omzeilen.

Het verdient in dit verband aanbeveling om de nodige aandacht te schenken aan de amendementen n° 33 en volgende van de heer Clerfayt c.s. die hier voor een oplossing aanreiken.

\*  
\* \*

*De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken* sluit zich aan bij de voorafgaande opmerkingen van de rapporteur.

Men moet te allen prijze vermijden dat de aanname van onderhavig wetsvoorstel tot tegenstrijdigheden of incoherenties leidt met andere in onze kieswetten opgenomen bepalingen.

### III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

#### *Opschrift van het wetsvoorstel*

Bij amendement n° 33 stelt *de heer Clerfayt c.s.* voor het opschrift aan te vullen met de woorden « en de raden voor maatschappelijk welzijn ».

Hierdoor wordt aangegeven dat het wetsvoorstel ook een regeling inzake beperking van de verkiezingsuitgaven beoogt voor de kandidaten voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn. Die rechtstreekse verkiezing heeft plaats in de zes randgemeenten, bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in

le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

*Les auteurs de la proposition* marquent leur accord sur cet amendement qui tend à réparer un oubli.

*Le ministre* approuve également la teneur de cet amendement, tout en attirant l'attention sur l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel qu'il a été remplacé par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant àachever la structure fédérale de l'Etat.

Il ressort de cet article que la politique en matière d'aide sociale, y compris les règles organiques relatives aux CPAS, a été communautarisée, à l'exception toutefois des règles relatives à l'élection directe des conseils de l'aide sociale dans les huit communes susmentionnées.

Il serait dès lors préférable de préciser l'intitulé de la proposition de loi dans ce sens.

A la suite de cette observation, M. Michel et consorts présentent un amendement n° 52 tendant à compléter l'intitulé par les mots « et pour l'élection directe des membres du conseil de l'aide sociale ».

#### Article 1<sup>er</sup>

Etant donné que la proposition de loi doit également réglementer les dépenses électorales pour l'élection directe des membres des conseils de l'aide sociale, il y a lieu d'insérer dans l'article 1<sup>er</sup> une définition de la « liste des candidats pour le conseil de l'aide sociale ».

Tel est l'objectif de l'amendement n° 34 de M. Clerfayt et consorts.

*Le ministre* fait observer qu'il est inhabituel de renvoyer à un arrêté royal existant dans un texte de loi. Il propose dès lors de supprimer la référence à l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale.

La Commission accepte d'apporter cette correction au texte de l'amendement.

#### Intitulé du chapitre II

Pour la justification des amendements n°s 35 de M. Clerfayt et consorts et 53 de M. Michel et consorts, on se reportera à la discussion de l'intitulé de la proposition de loi (voir ci-dessus).

#### Art. 2

##### Premier et deuxième alinéas

Ces dispositions sont libellées comme suit :

bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.

*De indieners van het voorstel* verklaren zich akkoord met dit amendement, aangezien het van aard is een vergetelheid recht te zetten.

*De minister* is het eveneens eens met de strekking van het amendement, doch wijst op artikel 5, § 1, II, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals vervangen door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

Uit dat artikel blijkt dat het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de OCMW's, werd gecommunautariseerd, met uitzondering evenwel van onder andere de regelingen inzake de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn in de acht voormelde gemeenten.

Het ware dan ook aangewezen het opschrift van het wetsvoorstel meer in die zin te specificeren.

Tengevolge van deze opmerking dient de heer Michel c.s. amendement n° 52 in, ertoe strekkende het opschrift aan te vullen met de woorden « en de rechtstreekse verkiezing van de ledelen van de raden voor maatschappelijk welzijn ».

#### Artikel 1

Gelet op de beoogde regeling inzake verkiezingsuitgaven voor de rechtstreekse verkiezing van de ledelen van de raden voor maatschappelijk welzijn, dient in artikel 1 de definitie van een « lijst voor de raad voor maatschappelijk welzijn » te worden toegevoegd.

Dit is de strekking van amendement n° 34 van de heer Clerfayt c.s.

*De Minister* merkt op dat het ongebruikelijk is om in een wettekst naar een bestaand koninklijk besluit te verwijzen. Hij stelt derhalve voor de verwijzing naar het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn te schrappen.

De Commissie is het eens met deze tekstcorrectie in het amendement.

#### Opschrift van Hoofdstuk II

Voor de verantwoording van de amendementen n°s 35 van de heer Clerfayt c.s. en 53 van de heer Michel c.s. kan worden verwezen naar de besprekings bij het opschrift van het wetsvoorstel (zie supra).

#### Art. 2

##### 1ste en 2de lid

Deze bepalingen luiden als volgt :

*Le total des dépenses et engagements financiers afférents à la propagande électorale menée par les partis politiques au niveau national ne peut excéder quinze millions de francs pour les élections provinciales et communales.*

*Seuls les partis politiques ayant obtenu un numéro de liste national et un sigle protégé en application de l'article 10 de la loi électorale provinciale et des articles 22bis et 23 de la loi électorale communale, peuvent engager des dépenses en vue de mener une campagne au niveau national.*

\*  
\* \*

*M. Van Hauthem* demande tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par « la propagande électorale menée par les partis politiques au niveau national ». S'agit-il par exemple des annonces publiées dans les pages nationales de quotidiens ou s'agit-il des dépenses qui ont été effectuées par le parti au niveau national et qui doivent dès lors lui être imputées.

Si cette deuxième hypothèse est la bonne, il conviendrait de modifier le libellé de cette disposition dans ce sens.

A cet égard, *M. Geysels* s'interroge à propos du deuxième alinéa de l'article à l'examen. Celui-ci signifie-t-il que les regroupements de listes qui ne se présentent que dans quelques communes (telles que les listes du « Wakkere Burger » ou les listes du bourgmestre) et qui ne disposent pas de numéro de liste national ni de sigle protégé ne peuvent engager de dépenses électorales au niveau national? Une telle interdiction ne peut figurer dans une loi, étant donné qu'elle irait à l'encontre de la liberté d'expression. Le Conseil d'Etat a d'ailleurs souligné le caractère anti-constitutionnel de l'article (Avis du Conseil d'Etat du 15 avril 1994, Doc. n° 1386/4, p. 2).

*M. Pierco* constate qu'en plus d'être déroutant et complexe, le régime proposé est discriminatoire, ainsi que le Conseil d'Etat l'a du reste constaté.

L'amendement n° 13 propose dès lors de supprimer cet article. Ainsi, on tiendra non seulement compte de l'avis du Conseil d'Etat pour ce qui est de la violation du principe d'égalité, mais on limitera encore davantage les dépenses électorales.

En empêchant les partis politiques ayant obtenu un numéro de liste national et un sigle protégé d'affacter 15 millions de francs supplémentaires à leur campagne électorale, on offre des chances égales à toutes les listes et à tous les candidats. La campagne menée par les partis au niveau national risque d'ailleurs, vu les dispositions de l'article 7 relatives à l'interdiction de recourir à l'affichage commercial, de

*« Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenis voor de verkiezingspropaganda van de politieke partijen op nationaal vlak mag voor de verkiezingen voor de provincieraden en de gemeenteraden samen niet meer dan vijftien miljoen frank bedragen. »*

*Enkel de politieke partijen die een nationaal lijstnummer en een beschermd letterwoord hebben verkregen met toepassing van artikel 10 van de provinciewet of de artikelen 22bis en 23 van de gemeentekieswet, mogen uitgaven verrichten voor verkiezingspropaganda op nationaal vlak ».*

\*  
\* \*

*De heer Van Hauthem* stelt zich vooreerst de vraag wat dient te worden verstaan onder « verkiezingspropaganda van de politieke partijen op nationaal vlak ». Betreft het hier bijvoorbeeld advertenties op nationale pagina's van de dagbladen of gaat het om uitgaven die gedaan werden op het nationale niveau van de partij en die deze partij dan ook moeten worden aangerekend.

Indien de tweede hypothese de juiste is, zou de libellering van deze bepaling in die zin moeten worden gewijzigd.

In aansluiting hierbij verwondert *de heer Geysels* zich over het tweede lid van onderhavig artikel. Dient men dit aldus te interpreteren dat verenigingen van lijsten die zich slechts in een aantal gemeenten presenteren (zoals lijsten van « de Wakkere Burger » of burgemeesterslijsten) en over geen nationaal lijstnummer noch over een beschermd letterwoord beschikken, geen uitgaven voor verkiezingspropaganda mogen verrichten op nationaal vlak? Dit kan toch niet in een wet worden bepaald, aangezien het regelrecht zou indruisen tegen het recht op vrije meningsuiting. De Raad van State heeft overigens op het ongrondwettelijk karakter van onderhavig artikel gewezen (Advies van de Raad van State van 15 april 1994, Stuk n° 1386/4, blz. 8).

*De heer Pierco* stelt vast dat de voorgestelde regeling niet enkel verwarrend en ingewikkeld is, doch tevens discriminatoir zoals overigens vastgesteld door de Raad van State.

Bij amendement n° 13 wordt dan ook voorgesteld dit artikel te schrappen. Op die manier komt men niet enkel tegemoet aan het advies van de Raad van State inzake de schending van het gelijkheidsbeginsel, doch het zal tevens leiden tot een verdere beperking van de verkiezingsuitgaven.

Door de politieke partijen met een nationaal lijstnummer en een beschermd letterwoord de mogelijkheid te ontnemen supplementair 15 miljoen frank aan hun verkiezingscampagne te besteden, zullen aan alle lijsten en kandidaten gelijke mogelijkheden worden geboden. De nationale campagne van de partijen dreigt overigens, gelet op de bepalingen van artikel 7 met betrekking tot het verbod op kommer-

n'être finalement qu'une vaste « bataille de toutes-boîtes », ce qui devrait être évité.

\*  
\* \*

*MM. L. Peeters et Michel, coauteurs de la proposition de loi*, contestent que la réglementation proposée soit discriminatoire à l'égard de certains listes et candidats. Il y aurait en revanche eu une injustice, si l'on avait autorisé une liste du bourgmestre ou un groupement de telles listes à mener une campagne nationale supplémentaire et à concentrer toute cette campagne dans une ou quelques communes. C'eût été là le moyen idéal pour tourner la loi et la vider complètement de son sens. Il est évident que la possibilité de mener une campagne nationale suppose une certaine organisation nationale (en l'occurrence un numéro de liste national et un sigle protégé).

Les listes qui ne sont pas organisées de cette manière peuvent en tout état de cause dépenser les montants maximums prévus pour les listes et visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

*M. Michel* s'étonne d'ailleurs de l'avis du Conseil d'Etat lorsque celui-ci relève une discrimination contraire au principe d'égalité inscrit aux articles 10 et 11 de la Constitution. Si l'on poursuivait le raisonnement, il faudrait revoir nombre de dispositions de notre législation électorale et il faudrait commencer par supprimer les votes de liste et leur attribution dévolutive aux premiers candidats.

Un dernier argument enfin qui plaide en faveur du maintien du régime proposé est, selon *MM. Michel et M. Harmegnies*, le fait qu'en cas d'infraction à cette disposition, la sanction consistera en une retenue de la dotation allouée aux partis. Cette sanction ne pourrait évidemment pas être prononcée à l'encontre de partis qui ne pourraient prétendre à une dotation.

Quant à l'interprétation de la notion de propagande électorale au niveau national, il est entendu qu'une liste du bourgmestre peut placer une annonce dans un journal à diffusion nationale mais les dépenses y afférentes doivent être imputées au montant que la liste est autorisée à dépenser en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

La terminologie utilisée laissant subsister une certaine confusion au sujet de cette interprétation, *M. Michel* présente un amendement (n° 55) tendant à remplacer les premier et deuxième alinéas par ce qui suit :

« Le total des dépenses et engagements financiers afférents à la propagande électorale menée au niveau national par les partis politiques ayant obtenu un numéro de liste national et un sigle protégé en

cièle affichage, toch maar uit te draaien op een grote « brievenbusslag ». Dit laatste kan men best missen.

\*  
\* \*

*De heren L. Peeters en Michel, mede-indieners van het wetsvoorstel*, betwisten dat de voorgestelde regeling discriminerend is ten aanzien van bepaalde lijsten en kandidaten. Er zou integendeel van ongelijkheid sprake zijn geweest, indien men had toegelaten dat een burgemeesterslijst of een vereniging van zulke lijsten een supplementaire nationale campagne zou kunnen voeren en gans deze campagne per definitie in 1 of enkele gemeenten zou concentreren. Dit zou het ideale middel zijn geweest om de wet te ontwijken en deze volledig uit te hollen. Het is vanzelfsprekend dat de mogelijkheid een nationale campagne te voeren een zekere nationale organisatie veronderstelt (in casu een nationaal lijstnummer en een beschermd letterwoord).

De lijsten die niet in voormelde mate zijn georganiseerd, kunnen alleszins de in artikel 3, § 1 vermelde maximumbedragen voor de lijst uitgeven.

*De heer Michel* betoont zich trouwens verwonderd over het advies van de Raad van State dat het heeft over een discriminatie in strijd met het in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet vervatte gelijkheidsbeginsel. Indien men deze redenering doortrekt, dienen zeer vele bepalingen van onze kieswetgeving te worden herzien en moet in de eerste plaats worden overgegaan tot de afschaffing van de lijststem en de devolutieve toekenning ervan aan de eerstgeplaatste kandidaten.

Een laatste argument ten slotte om te pleiten voor het behoud van de voorgestelde regeling is, volgens *de heren Michel en M. Harmegnies*, het feit dat de sanctie bij overtreding van deze bepaling bestaat in de inhouding van de aan de partijen verleende dotaat. Deze sanctie zou men uiteraard niet kunnen uitspreken tegen partijen die op geen dotaat aanspraak kunnen maken.

Wat de interpretatie van de notie « verkiezings-propaganda op nationaal vlak » betreft, is het uiteraard wel zo dat een burgemeesterslijst een advertentie mag plaatsen op de pagina's van een nationaal verspreid dagblad, doch de daarvoor gedane uitgaven dienen te worden aangerekend op het bedrag dat door de lijst krachtens artikel 3, § 1 mag worden uitgegeven.

Aangezien de gebruikte terminologie misschien enige onduidelijkheid laat bestaan over deze interpretatie, stelt de heer Michel c.s. bij amendement n° 55 voor om het eerste en tweede lid te vervangen door het volgende lid :

« De uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda op nationaal vlak van de politieke partijen die een nationaal lijstnummer en een beschermd letterwoord hebben verkregen krach-

application de l'article 10 de la loi électorale provinciale et des articles 22bis et 23 de la loi électorale communale ne peut excéder quinze millions de francs ».

\*  
\* \*

*M. Van Hauthem* demande également si un parti politique qui peut dépenser 15 millions de francs pour mener une campagne nationale peut, par ailleurs, mettre des fonds à la disposition de listes qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour mener une propagande de liste dans les limites fixées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

*M. Michel* estime qu'il convient de répondre à cette question par l'affirmative. Il faut établir une nette distinction entre les dépenses effectuées et leur financement. Les dépenses éventuellement effectuées par la liste à l'aide des fonds du parti devront figurer dans la déclaration parmi les montants qui ont été dépensés par la liste.

En cas de problèmes judiciaires, des précisions devront éventuellement être fournies par la suite au sujet de l'origine des fonds (voir également l'article 12, § 5).

### Troisième alinéa

Cette disposition est libellée comme suit :

« Pour les partis politiques qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa précédent, mais qui ne présentent pas 50 listes au moins qui portent leur numéro national et leur sigle protégé, le montant prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réduit à 3 millions de francs ».

\*  
\* \*

*M. Van Hauthem* estime que cette disposition a été élaborée de manière relativement arbitraire. Elle témoigne également d'un manque d'équilibre : s'il réussit à présenter cinquante listes portant son numéro national et son sigle protégé au lieu de quarante-neuf, par exemple, un parti pourra du coup effectuer des dépenses de propagande électorale cinq fois plus importantes au niveau national.

Si l'on opte pour la fixation de montants maximums, *M. Lauwers* est, lui aussi, partisan d'un système plus nuancé, comportant plus de gradations entre 3 et 15 millions de francs.

L'intervenant constate d'ailleurs que les partis politiques existants sont avantagés. Seuls les grands partis organisés seront en mesure de présenter 50 listes et pourront donc engager des dépenses à concurrence de 15 millions de francs.

Les initiatives prises au niveau purement communal sont donc sanctionnées dans une large mesure

tens artikel 10 van de provinciekieswet of de artikelen 22bis en 23 van de gemeentekieswet, mogen in totaal niet meer dan vijftien miljoen frank bedragen. »

\*  
\* \*

*De heer Van Hauthem* wenst eveneens te vermenen of een politieke partij die 15 miljoen frank mag uitgeven voor een nationale campagne, bovenop dit bedrag ook nog fondsen ter beschikking mag stellen van lijsten die niet over de nodige middelen beschikken om aan lijstpropaganda te doen binnen de in artikel 3, § 1 vastgestelde limieten.

Volgens *de heer Michel* dient hierop positief te worden geantwoord. Er dient een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen de verrichte uitgaven en de financiering ervan. De eventueel door de lijst verrichte uitgaven met geldmiddelen van de partij zullen in de aangifte moeten worden opgenomen onder de bedragen die door de lijst zijn gespendeerd.

Bij gerechtelijke problemen zullen later eventueel inlichtingen nopens de herkomst van de gelden moeten worden verstrekt (zie ook artikel 12, § 5).

### 3de lid

Deze bepaling luidt als volgt :

« Voor de politieke partijen die voldoen aan de bij het vorige lid bepaalde voorwaarden, doch die niet ten minste 50 lijsten onder hun nationaal lijstnummer en beschermd letterwoord voordragen, wordt het in het eerste lid bepaalde bedrag verminderd tot 3 miljoen frank ».

\*  
\* \*

Volgens *de heer Van Hauthem* lijkt deze bepaling nogal arbitrair te zijn tot stand gekomen. Er is ook duidelijk een gebrek aan evenwicht : indien een partij er in slaagt 50 in plaats van bijvoorbeeld 49 lijsten onder het nationaal lijstnummer en beschermd letterwoord voor te dragen, mag ze plots vijfmaal meer uitgaven verrichten voor verkiezingspropaganda op nationaal vlak.

Inzoverre men opteert voor de vaststelling van maximumbedragen, pleit ook *de heer Lauwers* voor een verfijnder systeem met meer gradaties tussen 3 en 15 miljoen frank.

Spreker stelt overigens vast dat de bestaande politieke partijen worden bevoordeeld. Enkel de grote georganiseerde partijen zullen in staat zijn 50 lijsten voor te dragen en aldus ten belope van 15 miljoen frank uitgaven mogen verrichten.

Men strafte in belangrijke mate de louter op gemeentelijk vlak genomen initiatieven af (bijvoor-

(par exemple les listes de cartel regroupant des membres de plusieurs partis différents, complétées éventuellement par des indépendants).

*M. Geysels* insiste pour que l'on s'efforce de respecter le principe d'égalité entre les listes et les candidats. Il est essentiel que tout le monde dispose de chances égales dans une confrontation électorale démocratique. La disposition à l'examen semble inconciliable avec le principe précité.

\*  
\* \* \*

*M. Michel* souligne que l'objectif des auteurs a été précisément d'éviter toute concurrence déloyale entre les partis. Il serait politiquement malhonnête qu'un parti ayant obtenu un numéro national et un sigle protégé et pouvant dépenser 15 millions de francs, ne dépose des listes que, par exemple, dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Pensons à cet égard au FDF. Il serait ainsi possible de concentrer une grande campagne nationale sur un nombre limité de communes. C'est la raison pour laquelle il a été proposé une telle gradation.

*M. L. Peeters* ajoute par ailleurs qu'une gradation supplémentaire aurait rendu le système trop complexe.

#### *Quatrième alinéa*

En vertu de cette disposition, « les partis politiques peuvent axer leur campagne sur un ou plusieurs candidats ».

*M. Geysels* demande pourquoi la proposition à l'examen ne précise pas le pourcentage des montants accordés pour l'organisation de leur campagne nationale, que les partis peuvent attribuer aux candidats.

Une telle disposition figure pourtant dans les autres propositions de loi relatives à la limitation des dépenses électorales, qui prévoient en effet que 2,5 % au plus (10 % de 25 %) du montant attribué au parti peuvent être imputés à un candidat. Cette disposition vise, à juste titre d'ailleurs, à empêcher que les campagnes électorales soient trop axées sur les figures de proue du parti, ce qui engendrerait un déséquilibre quant aux possibilités des autres candidats de mener leur campagne électorale. L'absence de pareils pourcentages dans la proposition à l'examen permettrait en outre de contourner les montants maximums prévus à l'article 3, § 2. Rien n'empêche en théorie de dépenser 15 millions de francs pour un candidat, ce qui est évidemment contraire à la philosophie de la limitation des dépenses électorales.

Les amendements n°s 6 et 7 visent à exclure cette possibilité.

\*  
\* \* \*

beeld kartellijsten met leden van verschillende partijen al dan niet aangevuld met onafhankelijken).

*De heer Geysels* pleit ervoor om een zo groot mogelijke gelijkheid tussen lijsten en kandidaten te betrachten. Het is essentieel dat in een democratische kiesstrijd iedereen over gelijke kansen beschikt. De onderhavige bepaling lijkt onverzoenbaar met voormeld principe.

\*  
\* \* \*

*De heer Michel* beklemtoont dat het precies de bedoeling van de indieners is geweest déloyale concurrentie tussen partijen te voorkomen. Het zou politiek oneerlijk zijn indien een partij met een nationaal lijstnummer en een beschermd letterwoord 15 miljoen frank zou kunnen uitgeven, doch enkel lijsten indient in de gemeenten van bijvoorbeeld het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Men denke hierbij aan het FDF. Op die manier zou een grote nationale campagne in een zeer beperkt aantal gemeenten kunnen geconcentreerd worden. Vandaar de voorgestelde gradatie.

*De heer L. Peeters* voegt hieraan nog toe dat een verdere gradatie het systeem te complex zou hebben gemaakt.

#### *4de lid*

Volgens deze bepaling « kunnen de politieke partijen met één of meer kandidaten campagne voeren ».

*De heer Geysels* vraagt zich af waarom in dit wetsvoorstel niet is vermeld ten belope van welke percentages de partijen de hun toegestane bedragen voor het voeren van hun nationale campagnes mogen toewijzen aan de kandidaten.

It is wel het geval in de overige wetsvoorstellingen met betrekking tot de beperking van de verkiezingsuitgaven. Daarin wordt immers bepaald dat ten hoogste 2,5 % (10 % van 25 %) van het aan de partij toegestane bedrag aan een kandidaat kan worden aangerekend. Door deze bepaling wenst men — te recht overigens — te beletten dat de verkiezingscampagnes in te belangrijke mate worden gepersonaliseerd en gericht op de sterke figuren binnen de partij, zodat er een onevenwicht ontstaat met de campagnemogelijkheden van de overige kandidaten. Het ontbreken van voormelde percentages in onderhavig voorstel is tevens van aard de in artikel 3, § 2 van het wetsvoorstel bepaalde maximum-bedragen te omzeilen. Men kan theoretisch 15 miljoen frank besteden aan 1 kandidaat, hetgeen uiteraard de basisfilosofie van een beperking van de verkiezingsuitgaven hypotheseert.

Vandaar de indiening van de amendementen n°s 6 en 7.

\*  
\* \* \*

*MM. Michel et L. Peeters* soulignent la liberté stratégique dont les partis doivent disposer pour mener leur campagne comme bon leur semble. Par le passé aussi, les partis organisaient en général une campagne de soutien au niveau national à l'occasion des élections communales.

Le parti est libre de concentrer tous ses moyens sur un ou plusieurs ténors ou de les répartir proportionnellement entre toutes les sections.

Les pourcentages précités relatifs aux montants maxima que l'échelon national peut attribuer aux candidats n'ont en effet pas été retenus dans la proposition à l'examen, du fait que le montant afférent à la propagande électorale menée au niveau national a été considérablement diminué (il ne peut excéder 3 ou 15 millions de francs).

C'est au niveau de ces montants que se situe la véritable limitation des dépenses électorales.

Les auteurs ont estimé qu'il fallait laisser aux partis la liberté de déterminer leur stratégie dans les limites de cette enveloppe.

\*  
\* \*

*M. Van Grembergen* réplique que les campagnes électorales communales ne seront donc rien d'autre que des campagnes législatives menées au niveau communal. Quant au fond, l'approche est dès lors toute différente.

### Art. 3

#### § 1<sup>er</sup> et 2

Ces paragraphes fixent le total des dépenses et engagements financiers afférents à la propagande électorale menée par les listes et les candidats.

*M. Geysels* fait observer en ce qui concerne les §§ 1<sup>er</sup> et 2, que les montants maximums prévus sont beaucoup trop élevés. Si, dans une ville comme Anvers, un montant de 21 millions de francs par liste peut — théoriquement — être dépensé, il est clair que la réglementation à l'examen ne mettra en aucun cas un frein aux dépenses électorales. Si l'on ne réduit pas ces montants, on peut dire que l'on trompe purement et simplement l'opinion publique. Il est en outre nécessaire de reprendre, dans cet article, un certains nombre de dispositions d'autres propositions de loi relatives aux dépenses électorales de manière à pouvoir empêcher que trop de moyens soient concentrés dans le chef d'un candidat déterminé.

*De heren Michel en L. Peeters* verwijzen naar de strategische vrijheid van de partijen om hun campagnes te voeren zoals ze het nodig achten. Ook in het verleden werd ter gelegenheid van de gemeenteraadsverkiezingen meestal een ondersteunende campagne gevoerd door de partij op nationaal niveau.

Het staat de partij vrij al haar middelen te concentreren op 1 of enkele boegbeelden, dan wel ze proportioneel over alle afdelingen te verdelen.

In dit voorstel werden inderdaad de voormelde percentages met betrekking tot de bedragen die maximaal vanop het nationale niveau aan de kandidaten kunnen worden toegewezen, niet weerhouden. Dit vindt zijn oorsprong in het feit dat het bedrag voor verkiezingspropaganda op nationaal vlak sterk werd gereduceerd (tot hoogstens 3 of 15 miljoen frank).

Het is op het niveau van deze bedragen dat de werkelijke beperking van de verkiezingsuitgaven zich situeert.

De indieners hebben gemeend dat de partijen, binnen deze enveloppe, vrij hun strategie mochten bepalen.

\*  
\* \*

*De heer Van Grembergen* replicaert hierop dat de campagnes voor de gemeenteraadsverkiezingen aldus worden omgevormd tot op gemeentelijk vlak gevoerde nationale campagnes. Inhoudelijk is er dan ook sprake van een volledig andere benadering.

### Art. 3

#### §§ 1 en 2

In deze paragrafen worden het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van de lijsten, respectievelijk de kandidaten vastgelegd.

In een algemene beschouwing op de §§ 1 en 2, merkt *de heer Geysels* op dat de vooropgestelde maximumbedragen veel te hoog liggen. Wanneer, in een stad zoals Antwerpen, per lijst — theoretisch — een bedrag van 21 miljoen frank kan worden gespendeerd, is het duidelijk dat onderhavige reglementering op geen enkele manier een rem zet op de verkiezingsuitgaven. Indien men deze bedragen niet reduceert, kan men zonder meer stellen dat de publieke opinie wordt misleid. Daarenboven is het noodzakelijk een aantal bepalingen uit de andere wetsvoorstellingen inzake verkiezingsuitgaven in dit artikel over te nemen, zodat men kan beletten dat teveel middelen in hoofde van één bepaalde kandidaat worden geconcentreerd.

*M. Michel* reproche à l'intervenant précédent de faire de la démagogie. Même si à Anvers, une liste dépensait le montant maximum théoriquement autorisé de 21 millions de francs (ce qui n'arrivera vraisemblablement pas dans la pratique), cela représenterait une dépense d'environ 70 francs par électeur.

Si l'on tient compte du coût des imprimés, on peut difficilement considérer qu'il s'agit d'une dépense exagérée. Si l'on veut stimuler le débat d'idées, il faut quand même donner aux partis la possibilité de présenter leur programme à l'électeur.

Le groupe Ecolo-Agalev semble toutefois vouloir refuser aux partis, dans la mesure du possible, toute liberté stratégique quant à la conduite d'une campagne électorale dans les limites fixées par la loi.

*M. Beysen* attire l'attention sur la position adoptée récemment par le groupe Ecolo-Agalev, qui a son mot à dire en la matière. Il constate que la proposition de loi à l'examen permet toujours aux partis de mener une campagne « barnumesque » centrée sur un candidat déterminé (par exemple, à Anvers).

Contrairement à ce que prétendent les auteurs de la proposition de loi, l'opinion publique ne remarquera rien, ou si peu, de la prétendue limitation des dépenses électorales. Cette remarque vaut d'ailleurs également pour les dépenses engagées pour l'élection du Parlement européen, pour laquelle nos rues sont déjà envahies par les affiches. On peut dès lors affirmer sans craindre de se tromper que cette législation aura un effet contraire auprès de l'opinion publique.

Enfin, il y a lieu de craindre que cette disposition complexe attise la concurrence entre les candidats d'une même liste. La définition très précise des dépenses pouvant être engagées par les différents candidats risque de nuire à l'esprit d'équipe et d'entraver la présentation d'une liste uniforme.

Il serait préférable d'accorder davantage de liberté stratégique aux partis et aux listes, par exemple en fixant un seul montant maximum qui serait fonction de la taille de la commune, pour la liste et les candidats.

*M. L. Peeters* conteste l'affirmation selon laquelle les dispositions proposées n'auront pas d'effets perceptibles sur la voie publique. On peut, dès à présent, constater qu'il y a moins de propagande pour les élections européennes. Les partis ont apparemment anticipé sur la législation qui entrera en vigueur sous peu.

Les résultats seront plus manifestes encore lors des élections provinciales et communales, eu égard notamment à l'interdiction totale de l'affichage commercial et de la propagande commerciale par téléphone.

Reste à espérer que cela permettra d'animer le débat de fond, tellement important pour notre démocratie.

*Volgens de heer Michel* houdt de vorige spreker er een demagogische redenering op na. Zelfs indien een lijst in Antwerpen het theoretische maximumbedrag van 21 miljoen frank zou uitgeven (hetgeen in de praktijk waarschijnlijk niet zal gebeuren) betekent dit een uitgave van ongeveer 70 frank per kiezer.

Gelet op de kostprijs van de drukwerken, kan men dit bezwaarlijk overdreven noemen. Indien men het ideeëndebat wil aanzwengelen, moet men de partijen toch de mogelijkheid bieden om hun programma aan de kiezer te presenteren.

De Agalev-Ecolo fractie lijkt er echter op uit te zijn om, in de mate van het mogelijke, de strategische vrijheid van de partijen tot het voeren van een campagne binnen de door de wet vastgestelde limieten, uit te schakelen.

*De heer Beysen* vraagt de nodige aandacht voor het zopas vertolkte standpunt van de Agalev-Ecolo fractie die ter zake recht van spreken heeft. Hij stelt vast dat dit wetsvoorstel aan de lijsten nog steeds de mogelijkheid biedt om een barnumcampagne rond een bepaalde kandidaat te voeren (bijvoorbeeld in Antwerpen).

Hoewel de indieners van het wetsvoorstel het tegendeel beweren, zal de publieke opinie weinig of niets merken van de zogenaamde beperking van de verkiezingsuitgaven. Deze opmerking geldt overigens ook voor de verkiezingsuitgaven voor de Europese verkiezingen, waarvoor men reeds de grote affiches in het straatbeeld ziet verschijnen. Men kan dan ook gerust stellen dat deze wetgeving een aversechts effect bij de publieke opinie zal sorteren.

Tenslotte mag men vrezen dat deze complexe regeling de concurrentie tussen kandidaten van dezelfde lijst zal aanwakkeren. De zeer nauwkeurige omschrijving van wie wat precies mag uitgeven, kan de teamgeest schaden en een uniforme opstelling van de lijst verhinderen.

Het wäre besser die partijen und die listen mehr strategische vrijheid zu gunnen, bijvoorbeeld durch — in funktie van der grootte van de gemeente — één enkel maximumbedrag voor lijst en kandidaten samen vast te stellen.

*De heer L. Peeters* betwist dat er geen resultaten in het straatbeeld merkbaar zullen zijn. Voor de Europese verkiezingen wordt op dit ogenblik reeds zichtbaar minder campagne gevoerd. De partijen hebben klaarblijkelijk geanticipeerd op de wetgeving die binnenkort in werking zal treden.

Voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen zullen de gevolgen nog tastbaarder zijn, gezien bijvoorbeeld het totale verbod op commerciële affichage en op het voeren van commerciële telefooncampagnes.

Men mag verhopen dat aldus het voor onze democratie zo noodzakelijke inhoudelijke debat zal worden aangewakkerd.

*M. Michel* se rallie aux observations formulées par le précédent intervenant. Contrairement à *M. Beysen*, il estime cependant que la réglementation proposée favorisera précisément l'esprit d'équipe parmi les candidats d'une même liste. Compte tenu de la limitation très substantielle des montants à dépenser, les candidats seront en effet obligés de se regrouper s'ils veulent que leur message parvienne à chaque électeur.

Les candidats seront aussi obligés d'entrer plus directement en contact avec l'électeur.

En guise de conclusion, l'intervenant fait observer que la législation proposée vise également à permettre à chaque parti de mener campagne selon ses propres traditions. Il sera en effet toujours possible de mener tant des campagnes thématiques que des campagnes plus personnalisées.

\*  
\* \*

Ces deux premiers paragraphes font l'objet de plusieurs amendements.

1) *L'amendement n° 36 de M. Clerfayt et consorts* tendant à étendre le champ d'application de la proposition de loi aux candidats à l'élection directe des conseils de l'aide sociale et à soumettre ceux-ci à la réglementation relative à la limitation des dépenses électorales (voir ci-dessus la discussion de l'intitulé de la proposition de loi).

2) *Les amendements n° 8 de MM. Geysels et Cheron et n° 14 de M. Pierco* visant à modifier les montants et à insérer des montants dégressifs à l'article 3, § 1<sup>er</sup> (dépenses de listes).

Tant *M. Geysels* que *M. Pierco* se demandent pourquoi les montants prévus dans la proposition de loi augmentent ou diminuent d'une tranche à l'autre. Pourquoi ne pas procéder de manière dégressive?

*M. L. Peeters* répond au nom des auteurs que les montants prévus à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, doivent être additionnés par tranche. Il serait donc faux de considérer que dans une ville comptant 90 000 électeurs inscrits, une liste ne pourrait dépenser que 450 000 francs. Des simulations ont d'ailleurs montré que les montants avaient été suffisamment modulés pour donner à chacun assez de possibilités de mener campagne.

*M. Michel* ajoute que l'on a également tenu compte des besoins spécifiques des listes et des candidats se présentant dans les plus grandes villes et les plus petites communes.

3. *L'amendement n° 9 de MM. Geysels et Cheron*, qui vise à réglementer le financement des campagnes personnelles des candidats par les listes sur lesquelles ils se présentent (voir également ci-dessus : discussion des amendements n<sup>o</sup>s 6 et 7 à l'article 2).

\*  
\* \*

*De heer Michel* sluit zich aan bij de opmerkingen van de vorige spreker. In tegenstelling tot de heer *Beysen*, meent hij evenwel dat de voorgestelde regeling precies de teamgeest tussen de kandidaten van eenzelfde lijst zal bevorderen. Gelet op de zeer substantiële beperking van de te spenderen bedragen, zullen de kandidaten zich moeten hergroeperen om toch iedere kiezer met hun boodschap te kunnen bereiken.

De kandidaten zullen ook meer rechtstreeks in contact met de kiezer moeten treden.

Spreker besluit met de opmerking dat met de voor-gestelde wetgeving ook getracht wordt iedere partij in staat te stellen volgens haar eigen tradities campagne te voeren. Zowel thematische als meer gepersonaliseerde campagnes blijven immers mogelijk.

\*  
\* \*

Meerdere amendementen werden op deze eerste twee paragrafen ingediend.

1) *Amendement n° 36 van de heer Clerfayt c.s.* om kandidaten voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn in het wetsvoorstel te betrekken en er de regeling met betrekking tot de beperking van de verkiezingsuitgaven toepasselijk op te verklaren (zie supra-besprekking van het opschrift van het wetsvoorstel).

2) *De amendementen n<sup>o</sup>s 8 van de heren Geysels en Cheron en 14 van de heer Pierco*, die er beide toe strekken andere en degressieve bedragen in artikel 3, § 1 (lijstuitgaven) vast te stellen.

Zowel *de heer Geysels als de heer Pierco* vragen zich af waarom de in het voorstel per schijf vermelde bedragen nu eens stijgen en dan weer dalen. Waarom niet op een degressieve manier tewerk gaan?

Namens de indieners antwoordt *de heer L. Peeters* dat de in artikel 3, §§ 1 en 2 vastgestelde bedragen per schijf moeten samengesteld worden. Het is dus geenszins zo dat in een stad met 90 000 ingeschreven kiezers een lijst slechts 450 000 frank zou mogen uitgeven. Uit simulaties is overigens gebleken dat de bedragen voldoende gemoduleerd werden om iederen voldoende campagnemogelijkheden te bieden.

*De heer Michel* voegt hieraan toe dat men ook rekening heeft gehouden met de specifieke noden van lijsten en kandidaten in de grootste steden en de kleinste gemeenten.

3. *Amendement n° 9 van de heren Geysels en Cheron*, dat een regeling behelst voor de financiering van de persoonlijke campagnes van de kandidaten door de lijsten waarop zij fungeren (zie ook supra-besprekking van de amendementen n<sup>o</sup>s 6 en 7 bij artikel 2).

\*  
\* \*

*M. Henry* estime que les auteurs de la proposition à l'examen se sont efforcés de trouver un équilibre entre les campagnes individuelles des candidats et les campagnes collectives. En outre, pour ce qui est des campagnes individuelles, tous les candidats ont été placés sur un pied d'égalité.

En ce qui concerne l'article 3, § 1<sup>er</sup>, l'intervenant demande comment les listes peuvent affecter les montants qui leur sont alloués. Peuvent-elles décider librement de la manière dont elles entendent mener leur campagne, tout en respectant, bien entendu, les dispositions énoncées à l'article 7?

*M. Michel* confirme que les listes peuvent décider elles-mêmes de la manière dont elles entendent mener campagne. Elles sont libres de déterminer leur stratégie et, dans ce cadre, de choisir de se présenter avec une ou plusieurs figures de proue.

Les seules limitations qui leur sont imposées concernent les montants fixés par la loi et il va de soi qu'elles doivent respecter les dispositions de l'article 7. Le candidat placé en tête de liste pour les élections communales et provinciales est censé être responsable du respect de ces règles. Ce dernier peut, en cas d'infraction, faire l'objet de poursuites pénales ou être déchu de son mandat.

*M. Dufour* estime que la responsabilité de la tête de liste est trop grande. Lors des élections législatives, les partis nationaux assument une grande responsabilité. Pourquoi, dès lors, prévoir que le candidat placé en tête de liste est responsable en cas d'infraction pour ces élections-ci?

*M. M. Harmegnies* attire l'attention sur le caractère spécifique de la réglementation proposée pour les élections provinciales et communales.

Pour ce type d'élections, chaque liste peut engager des dépenses, ce qui n'est pas possible lors des élections législatives ou européennes. Cette différence a contraint les auteurs à prévoir des règles spécifiques en ce qui concerne la responsabilité en cas d'infraction aux dispositions.

*M. Michel* précise que les auteurs ont à tout prix voulu éviter que le parti soit sanctionné pour des fautes individuelles dans le chef de listes ou de candidats. Aucun parti n'est en mesure de contrôler efficacement des dizaines de listes et des centaines voire des milliers de candidats. D'où la responsabilité individuelle et celle de la tête de liste, qui est la personne la mieux placée pour veiller au respect de la discipline en matière de dépenses électorales.

*M. Ph. Charlier* précise que l'on s'est efforcé d'élaborer une législation correcte et équilibrée, qui oblige chacun à assumer ses responsabilités à différents niveaux.

Si l'on n'est pas prêt à jouer le jeu, une réglementation en matière de limitation des dépenses électorales n'a aucun sens. On se retrouve alors dans la situation actuelle, où chacun peut dépenser comme il l'entend.

*De heer Henry* meent dat de indieners van het wetsvoorstel een evenwicht hebben betracht tussen de individuele campagnes van de kandidaten en de collectieve campagne. Daarenboven worden op het vlak van de individuele campagnes alle kandidaten gelijk behandeld.

Wat artikel 3, § 1, betreft, wenst spreker te verne men hoe de lijsten de aan hen toegekende bedragen mogen besteden. Kunnen zij vrij bepalen hoe ze campagne wensen te voeren, uiteraard mits naleving van de in artikel 7 opgesomde bepalingen?

*De heer Michel* bevestigt dat de lijsten zelf kunnen bepalen hoe ze campagne wensen te voeren. Het behoort tot hun strategische vrijheid om ook in dit geval met 1 of meer boegbeelden naar voren te treden.

De lijsten zijn enkel beperkt door de vastgestelde bedragen en dienen uiteraard de bepalingen van artikel 7 na te leven. Daartoe wordt de lijsttrekker van de provincie- of de gemeentelijst verantwoordelijk geacht. Deze kan, naar gelang het geval, strafrechtelijk worden vervolgd of van zijn mandaat vervallen worden verklaard in geval van inbreuken.

De verantwoordelijkheid van de lijsttrekker gaat *de heer Dufour* te ver. Bij de parlementsverkiezingen berust een grote verantwoordelijkheid bij de nationale partijen. Waarom wil men dan hier, ingeval van inbreuken, de lijstaanvoerder aansprakelijk stellen?

*De heer M. Harmegnies* legt de nadruk op het specifieke karakter van de regeling voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen.

In casu kunnen door elke lijst apart uitgaven worden verricht, hetgeen niet het geval is bij de wetgevende of Europese verkiezingen. Zulks heeft genoopt tot een bijzondere regeling inzake verantwoordelijkheid bij overtreding van de bepalingen.

*De heer Michel* voegt daar nog aan toe dat men te allen prijs heeft willen vermijden om de partij te sanctioneren voor de individuele fouten van lijsten of kandidaten. Geen enkele partij kan een afdoende controle uitoefenen op tientallen lijsten en honderden of duizenden kandidaten. Vandaar de individuele verantwoordelijkheid en deze van de lijstaanvoerder, die de aangewezen persoon is om te waken over de in acht te nemen discipline inzake de lijstuitgaven.

*De heer Ph. Charlier* zegt dat werd gestreefd naar een correcte en evenwichtige wetgeving, waarbij op verschillende niveau's, eenieder zijn verantwoordelijkheid moet opnemen.

Indien men daar niet toe bereid is, heeft een regeling inzake beperking van de verkiezingsuitgaven geen enkele zin. Uiteraard vervalt men dan opnieuw in de huidige toestand, waarbij eenieder naar goed-dunken uitgaven kan verrichten.

## § 3

Ce paragraphe interdit le cumul des dépenses électorales autorisées pour les élections provinciales et pour les élections communales dans le cas où une même personne présente sa candidature à chacune de ces élections.

L'amendement n° 37 de *M. Clerfayt et consorts* vise à modifier le libellé du § 3, compte tenu du fait que l'on peut se présenter en même temps sur trois listes dans les six communes de la périphérie et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons. Même dans cette hypothèse, on ne pourra engager des dépenses qu'à concurrence du plus élevé des trois maxima.

\*  
\* \*

*Votre rapporteur* se demande si ce paragraphe ne risque pas de poser certains problèmes.

Un candidat ne pourra en effet engager des dépenses qu'à concurrence d'un montant maximum, même s'il se présente sur deux, voire trois listes. Comment ces dépenses devront-elles, dans ce cas, être réparties entre les différentes listes?

N'y a-t-il pas là un risque de violation du principe d'égalité, étant donné qu'un candidat qui se présente sur deux listes ne pourra pas dépasser, du moins pour une campagne, autant que les autres candidats qui participent à la même élection et qui ne se présentent que sur une liste?

*M. Van Hauthem* demande si un candidat qui se présente à la fois aux élections provinciales et aux élections communales pourra affecter la totalité du montant qu'il est autorisé à dépenser à sa propagande au niveau communal. En d'autres termes, pourra-t-il se présenter aux élections provinciales dans le seul but de disposer d'un montant maximum plus élevé, ceci pour autant que le district comporte plusieurs communes. La proposition de loi n'est pas assez explicite sur ce point. Et comment la déclaration devra-t-elle s'effectuer dans ce cas? Le candidat devra-t-il établir une ou deux déclarations? S'il doit en établir deux, pourra-t-il déclarer un montant plus élevé pour les dépenses électorales engagées pour les élections communales qu'un candidat qui ne se présente que sur une liste communale?

Selon *M. Pierco*, il serait inacceptable qu'un candidat se présente sur plusieurs listes dans le seul but de pouvoir faire des dépenses électorales plus importantes, par exemple au niveau communal. On ne peut imaginer que l'on consent le moins important pour la liste la plus importante.

\*  
\* \*

*MM. Marc Harmegnies et L. Peeters* répondent qu'en cas de candidature simultanée aux élections

## [ 24 ]

## § 3

Deze paragraaf verbiedt het cumuleren van de voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen toegestane verkiezingsuitgaven ingeval eenzelfde persoon zich voor elk van die verkiezingen kandidaat stelt.

Bij amendement n° 37 van *de heer Clerfayt c.s.* wordt een andere libellering van § 3 voorgesteld, rekening houdend met het feit dat men in de zes randgemeenten en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren tegelijkertijd op 3 lijsten kan kandideren. Ook in die hypothese zal men slechts uitgaven mogen verrichten ten belope van het hoogste van de drie maximumbedragen.

\*  
\* \*

*Uw rapporteur* vraagt zich af of deze paragraaf niet voor bepaalde problemen kan zorgen.

Een kandidaat kan inderdaad slechts uitgaven verrichten ten belope van 1 maximum-bedrag, ook al is hij kandidaat op 2 of zelfs 3 lijsten. Hoe zullen de uitgaven in dat geval moeten verdeeld worden over de verschillende verkiezingen?

Bestaat er geen gevaar voor schending van het gelijkheidsbeginsel, aangezien een kandidaat op 2 lijsten voor minstens 1 campagne minder zal kunnen uitgeven dan andere kandidaten die aan dezelfde verkiezing deelnemen en slechts op 1 lijst kandideren?

*De heer Van Hauthem* informeert naar de mogelijkheid voor een kandidaat bij zowel de provincie- als de gemeenteraadsverkiezingen om gans het door hem te besteden maximum-bedrag te spenderen aan gemeentelijke propaganda. Hij stelt zich met andere woorden kandidaat op de provincieraadslijst om over een hoger maximum-bedrag te kunnen beschikken, uiteraard in de veronderstelling dat het district meerdere gemeenten omvat. Het wetsvoorstel brengt geen duidelijkheid ter zake. En wat met de aangifte in dat geval? Zal men 1 of 2 aangiften moeten opstellen? Indien geopteerd wordt voor twee aangiften, is het dan wel denkbaar dat zo'n kandidaat een hoger bedrag kan aangeven inzake de verkiezingsuitgaven voor de gemeenteraadsverkiezingen dan een kandidaat die enkel op een gemeenteraadslijst kandidateert?

Volgens *de heer Pierco* zou het onaanvaardbaar zijn op meerdere lijsten te kandideren, louter en alleen om bijvoorbeeld op gemeentelijk niveau meer uitgaven te kunnen verrichten. Het kan toch niet dat men voor de grootste lijst de kleinste inspanning zou doen.

\*  
\* \*

*De heren M. Harmegnies en L. Peeters* antwoorden dat, ingeval van gelijktijdige kandidatuur voor de

provinciales et communales, un candidat aux élections communales ne peut dépenser davantage que ceux qui se présentent uniquement aux élections communales.

Un exemple peut illustrer cette situation.

Si un candidat se présente à la fois aux élections provinciales dans un district comptant 100 000 électeurs inscrits et aux élections communales dans une commune comptant 10 000 électeurs inscrits, le total de ses dépenses afférentes à la campagne électorale dans la commune ne pourra excéder le montant dont disposent les autres candidats inscrits sur les listes communales, à savoir 50 000 francs. Ces dépenses devront en outre faire l'objet de déclarations distinctes.

Il va de soi que ce candidat ne pourra pas dépenser autant pour les élections provinciales que les autres candidats à ces mêmes élections, mais il le sait au moment où il se porte candidat.

*M. L. Peeters* fait du reste observer qu'il existe une certaine analogie au niveau national (article 2).

Un parti qui présente des candidats à la fois aux élections provinciales et aux élections communales, ne peut engager des dépenses de propagande électorale au niveau national que pour un montant de 3 ou de 15 millions de francs, selon le cas.

*M. Michel* ajoute encore que l'on ne peut pas empêcher un candidat qui se présente à la fois aux élections provinciales et aux élections communales d'axer toute sa campagne provinciale sur la commune où il se présente sur une liste communale. Il est clair qu'une telle stratégie implique que le candidat néglige dans une certaine mesure la liste provinciale, étant donné qu'il ne fait pas campagne dans l'ensemble du district.

\*  
\* \*

*M. Geysels* estime qu'en dépit des interprétations données par les auteurs, il n'est pas répondu de manière satisfaisante, à la question de savoir s'il pourrait y avoir violation du principe d'égalité. Il demande que les auteurs modifient cette disposition ou apportent une réponse juridiquement fondée aux problèmes évoqués.

*M. Van Hauthem* insiste également pour que l'on formule ce paragraphe plus clairement.

#### § 4 (nouveau)

L'article a fait l'objet de deux amendements visant à le compléter par un § 4 (nouveau).

1. *L'amendement n° 10 de MM. Cheron et Geysels*, libellé comme suit :

« § 4. Si plusieurs candidats d'une même liste s'associent pour leur propagande électorale, les dé-

provincie- en de gemeenteraadsverkiezingen, een kandidaat niet meer uitgaven mag verrichten voor de gemeenteraadsverkiezingen dan andere kandidaten die alleen op een gemeenteraadslijst kandideren.

Een voorbeeld kan dit verduidelijken.

Indien een kandidaat voor de provincieraadsverkiezingen kandidateert in een district met 100 000 ingeschreven kiezers en tegelijkertijd voor de gemeenteraadsverkiezingen in een gemeente met 10 000 ingeschreven kiezers, kan hij voor de gemeentelijke campagne ten hoogste het bedrag spenderen dat andere kandidaten op gemeenteraadslijsten ter beschikking staat, dat wil zeggen 50 000 frank. Dit zal ook moeten worden gespecificeerd op afzonderlijke aangiften.

Uiteraard zal deze kandidaat voor de provincieraadsverkiezingen niet zoveel kunnen uitgeven als andere kandidaten voor dezelfde verkiezingen, doch daarvan is hij op de hoogte bij zijn kandidaatstelling.

*De heer L. Peeters* doet overigens opmerken dat er zich een zekere analogie voordoet op het nationale niveau (artikel 2). Een partij die zowel kandidaten voorstelt voor de provincie- als voor de gemeenteraadsverkiezingen, kan toch maar uitgaven verrichten voor verkiezingspropaganda op nationaal vlak ten belope van éénmaal 3 of 15 miljoen frank, naargelang het geval.

*De heer Michel* voegt hier nog aan toe dat men een kandidaat voor zowel de provincie- als de gemeenteraadsverkiezingen niet kan beletten dat hij zijn ganse provinciale campagne concentreert in de gemeente waar hij kandidateert op de gemeenteraadslijst. Uiteraard impliceert zo'n strategie dat men de provincieraadslijst in mindere of meerdere mate verwaarloost, aangezien men geen campagne voert over het ganse district.

\*  
\* \*

*De heer Geysels* meent dat, ondanks de door de indieners gegeven interpretaties, er geen afdoende antwoord is verstrekt op de vraag naar een mogelijke schending van het gelijkheidsbeginsel. Hij verzoekt de indieners ofwel deze bepaling te verbeteren ofwel een juridisch gefundeerd antwoord te geven op de aangehaalde problemen.

*Ook de heer Van Hauthem* dringt aan op een meer duidelijke libellering van onderhavig paragraaf.

#### § 4 (nieuw)

Er werden twee amendementen ingediend ertoe strekkend een § 4 (nieuw) aan onderhavig artikel toe te voegen.

1. *Amendement n° 10 van de heren Cheron en Geysels*, libidend als volgt :

« § 4. Indien verschillende leden van een zelfde lijst zich voor hun verkiezingspropaganda verenigen,

penses y afférentes seront réparties entre eux à parts égales pour être imputées sur leurs quotums respectifs. »

*M. Geysels* souligne qu'il importe de régler le mode d'imputation des dépenses de propagande électorale engagées par plusieurs candidats qui s'associent pour l'occasion.

Les autres propositions de loi relatives à la limitation des dépenses électorales ont d'ailleurs prévu une réglementation en ce qui concerne l'association de candidats.

Faute d'une telle disposition, force est de constater qu'un candidat peut disposer — du moins sur le plan théorique — de possibilités énormes de propagande :

- en tant que figure de proue au niveau national (art. 2);

- en tant que figure de proue de la liste locale aux élections provinciales ou communales (art. 3, § 1<sup>er</sup>);

- en tant que candidat (art. 3, § 2).

Si une possibilité d'association était offerte aux candidats, les dispositions relatives aux montants maximums pourraient en outre être contournées.

\*  
\* \*

*M. Michel* reconnaît, au nom des auteurs de la proposition de loi, que c'est à dessein que l'on a renoncé à prévoir une réglementation concernant l'association de candidats dans le cadre des campagnes pour les élections provinciales et communales. Ce ne sont pas seulement les difficultés en matière de contrôle qui ont motivé cette décision.

Les montants maximums individuels ont toutefois été limités de manière à ce qu'il reste néanmoins possible à un candidat placé en tête de liste qui s'associe avec d'autres candidats de sa liste d'utiliser à titre individuel le montant maximum dont il peut disposer en vertu de l'article 3, § 2.

Les candidats moins connus ont souvent intérêt à figurer sur une affiche à côté de la tête de liste ou à diffuser un imprimé commun. Dans ce cas, cette dépense peut être imputée intégralement au candidat le moins connu, ce qui n'empêche toutefois pas que tout ou partie des frais soient supportés par la tête de liste. Il faut en effet toujours bien faire la distinction entre l'imputation des dépenses et leur financement (l'« origine des fonds »).

Autrement dit, on a voulu donner un maximum de liberté aux candidats.

\*  
\* \*

2. Amendement n° 54 de *M. L. Peeters et consorts* tend à inscrire dans la loi même le critère de référence, c'est-à-dire la période ou la date à laquelle le nombre d'électeurs inscrits est déterminé.

worden de desbetreffende uitgaven gelijkelijk onder hen verdeeld en van hun respectieve quota afgetrokken. »

*De heer Geysels* benadrukt het belang om de wijze van aanrekening van de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van verschillende kandidaten die zich voor de gelegenheid verenigen, te regelen.

In de overige wetsvoorstelletten met betrekking tot de beperking van de verkiezingsuitgaven werd trouwens een regeling inzake associatie van kandidaten voorzien.

Bij gebrek aan zo'n bepaling moet men vaststellen dat — theoretisch althans — een kandidaat over enorme campagnemogelijkheden kan beschikken :

- als boegbeeld op nationaal niveau (art. 2);

- als boegbeeld van de lokale lijst voor de provincie- of gemeenteraadsverkiezingen (art. 3, § 1);

- als individuele kandidaat (art. 3, § 2).

Daarenboven zou de mogelijke associatie van kandidaten nog aanleiding kunnen geven tot een ontwikkeling van de wettelijke bepalingen in verband met de maximum-bedragen.

\*  
\* \*

Namens de indieners van het wetsvoorstel geeft *de heer Michel* toe dat bewust geopteerd werd om voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen geen regeling voor de associatie van kandidaten bij de campagnevoering te voorzien. Niet enkel de moeilijkheden inzake controle hebben tot deze beslissing geleid.

De individuele maximum-bedragen werden echter in die mate beperkt dat het voor bijvoorbeeld een lijsttrekker die zich met andere kandidaten van zijn lijst associeert, toch nog mogelijk moet blijven om in ieder geval het krachtens artikel 3, § 2 aan hem aanrekenbare maximum-bedrag individueel te besteden.

Minder bekende kandidaten hebben er vaak belang bij om samen met de lijsttrekker op een affiche te staan of een gezamenlijk drukwerk te verspreiden. In dat geval mag deze uitgave volledig aan de minder bekende kandidaat worden aangerekend. Zulks belet evenwel niet dat een gedeelte of zelfs het geheel van de kosten door de lijsttrekker wordt gedragen. Men moet immers steeds het onderscheid voor ogen houden tussen de aanrekening van een uitgave en de financiering ervan (de zogenaamde « herkomst der fondsen »).

Men heeft met andere woorden een zo groot mogelijke vrijheid van de kandidaten nagestreefd.

\*  
\* \*

2. Amendement n° 54 van *de heer L. Peeters c.s.* strekt ertoe het referentiecriterium, met name de periode of datum waarop het aantal ingeschreven kiezers wordt vastgelegd, in de wet zelf in te schrijven.

*M. L. Peeters* précise qu'il a été opté pour la date du 1<sup>er</sup> août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux et provinciaux a lieu. Il s'agit en effet du jour où sont établies les listes des électeurs pour les élections provinciales et communales. Toutes ces précisions devraient permettre d'éviter des problèmes d'interprétation.

*M. Van Hauthem* fait observer que cet ajout rend inopérante la disposition de l'article 5, aux termes de laquelle le Ministre de l'Intérieur communique, au plus tard six mois avant les élections, les montants maximums que les listes et candidats peuvent dépenser.

A la suite de cette observation, *M. L. Peeters et consorts* présentent un amendement (n° 56) à l'article 5 tendant à ramener de six mois à quarante jours le délai précité.

La disposition transitoire de la proposition à l'examen deviendrait dès lors sans objet (voir infra).

#### Art. 4

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

#### Art. 5

L'amendement n° 56 (Doc. n° 1386/3) de *M. L. Peeters et consorts* vise aux première et deuxième lignes de l'article à remplacer les mots « au plus tard six mois avant » par les mots « au plus tard, quarante jours avant ».

Il est renvoyé à la justification de l'amendement n° 54 (Doc. n° 1386/3) des mêmes auteurs.

L'amendement n° 32 (Doc. n° 1386/3) de *M. L. Peeters et consorts* vise à remplacer les mots « élections intermédiaires » par les mots « élections extraordinaires », conformément à la loi électorale communale.

L'amendement n° 38 (Doc. n° 1386/3) de *M. Clerfayt et consorts* vise à remplacer les mots « communales et les candidats aux élections provinciales et communales » par les mots « et les candidats aux élections provinciales, communales et du conseil de l'aide sociale ».

Pour le reste, l'article ne donne lieu à aucune autre observation.

#### Art. 6

*M. Geysels* voudrait savoir comment les auteurs de la proposition ont rencontré la remarque formulée par le Conseil d'Etat à propos du § 2, 5°, de l'article 6 (Doc. n° 1386/4, p. 3).

« Une telle disposition ne serait pas juridiquement admissible si elle imposait aux partis politiques non

*De heer L. Peeters* verduidelijkt dat werd geopteerd voor de datum van 1 augustus van het jaar tijdens hetwelke de gewone vernieuwing van de provincieraden en de gemeenteraden plaats heeft. Het betreft namelijk de dag dat de kiezerslijsten voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen worden opgemaakt. Dit alles is van aard interpretatiemoeilijkheden te voorkomen.

*De heer Van Hauthem* wijst erop dat deze toevoeging de bepaling van artikel 5, volgens dewelke de Minister van Binnenlandse Zaken uiterlijk zes maanden vóór de verkiezingen de maximumbedragen bekendmaakt, onwerkbaar maakt.

Deze opmerking is aanleiding voor de heer L. Peeters c.s. om amendement n° 56 op artikel 5 in te dienen, zodat de voormelde termijn van zes maanden tot veertig dagen kan worden teruggebracht.

De overgangsbepaling van het wetsvoorstel zou dan overbodig worden (zie infra).

#### Art. 4

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

#### Art. 5

Amendement nr 56 (Stuk nr 1386/3) van *de heer L. Peeters c.s.* strekt ertoe in limine van dit artikel de woorden « Uiterlijk zes maanden vóór » te vervangen door de woorden « Uiterlijk veertig dagen vóór ».

Er wordt verwezen naar de verantwoording van amendement n° 54 (Stuk nr 1386/3) van dezelfde auteurs.

Amendement n° 32 (Stuk nr 1386/3) van *de heer L. Peeters c.s.* strekt ertoe, conform de gemeentekieswet, de woorden » tussentijdse verkiezingen » te vervangen door de woorden « buitengewone verkiezingen ».

Amendement n° 38 (Stuk nr 1386/3) van *de heer Clerfayt c.s.* strekt ertoe het artikel aan te vullen met de woorden « en voor de raad voor maatschappelijk welzijn ».

Voor het overige worden over dit artikel geen opmerkingen gemaakt.

#### Art. 6

*De heer Geysels* wenst te vernemen hoe de indieners van het voorstel gehoor gegeven hebben aan de opmerking van de Raad van State in verband met § 2, 5°, van artikel 6 (Stuk nr 1386/4, blz. 9):

« Een zodanige bepaling zou juridisch onaanvaardbaar zijn indien ze de politieke partijen die in

représentés au sein des assemblées législatives l'imputation de telles dépenses de propagande électorale.

En effet, une discrimination non justifiée serait ainsi opérée entre les partis déjà représentés et ceux qui ne le sont point.

Au cas présent, une telle discrimination serait aggravée par la circonstance que les formations politiques en compétition au niveau provincial ou communal ne sont pas nécessairement représentés dans les assemblées législatives (on pense, par exemple aux « listes du bourgmestre », aux listes « intérêts communaux » et cetera). »

*M. L. Peeters* fait observer que cette disposition est déjà reprise littéralement dans les trois autres propositions relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour d'autres types d'élections, qui ont déjà été approuvées par la Commission.

*M. Michel* remarque que cette critique du Conseil d'Etat porte en fait sur une situation déjà existante.

*Le Ministre* déclare s'étonner de l'interprétation du Conseil d'Etat. La discrimination invoquée pourrait également valoir pour ce qui concerne la protection des sigles électoraux et l'attribution de numéros nationaux ou de tarifs postaux préférentiels, qui profitent essentiellement aux formations politiques existantes. Ce « traitement de faveur » n'avait jusqu'à présent jamais fait réagir le Conseil d'Etat. Pourquoi, dès lors, un tel revirement?

En tout état de cause, il appartiendra éventuellement à la Cour d'Arbitrage de se prononcer en dernier ressort.

*M. Michel* relève que, le cas échéant, une formation politique, qui se présenterait aux élections et qui aurait accès à la télévision, dans le cadre des tribunes politiques pré-électorales, devrait en principe se voir imputer, au prix coûtant, le coût de cette prestation. Ce n'est cependant pas là la volonté des auteurs de la proposition. Le problème consiste bien davantage à déterminer le critère d'accès.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 15 (Doc. n° 1386/3) de *M. Pierco* vise, au § 1<sup>er</sup>, à remplacer le mot « trois » par le mot « douze ». Il rencontre ainsi une remarque formulée par le Conseil d'Etat. Le délai trop court prévu permet, en effet, d'engager beaucoup de fonds avant que la campagne ne démarre effectivement.

L'amendement n° 16 (Doc. n° 1386/3) du même auteur a un but identique et vise au § 2, 4<sup>o</sup>, à rempla-

de la wetgevende vergaderingen niet vertegenwoordigd zijn, zulke uitgaven voor verkiezingspropaganda aanrektent.

Aldus ontstaat immers een ongeoorloofde discriminatie tussen de reeds vertegenwoordigde partijen en die welke niet zijn vertegenwoordigd.

In het onderhavige geval zou zulk een discriminatie nog verergerd worden door het feit dat de politieke formaties die meedingen in de verkiezingsstrijd voor de gemeente- of de provincieraden niet noodzakelijk in de wetgevende vergaderingen vertegenwoordigd zijn (denk bijvoorbeeld aan de « lijsten van de burgemeester », aan de lijsten « gemeentebelangen » enzovoort).

*De heer L. Peeters* merkt op dat die bepaling letterlijk voorkomt in de andere drie reeds door de Commissie goedgekeurde voorstellen betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor andere soorten verkiezingen.

*De heer Michel* wijst erop dat die kritiek van de Raad van State in feite betrekking heeft op een reeds bestaande toestand.

*De minister* is verwonderd over de interpretatie van de Raad van State, want de bedoelde discriminatie zou ook kunnen gelden voor de bescherming van de bij de verkiezingen gehanteerde letterwoorden, de toewijzing van de nationale nummers en het toekennen van voordelige posttarieven die hoofdzakelijk ten goede komen aan de bestaande politieke formaties. De Raad van State heeft tot nog toe nooit op die « voorkeursbehandeling » gereageerd en men kan zich dan ook vragen stellen bij het waarom van die ommezwaai.

In ieder geval is het de taak van het Arbitragehof zich daar eventueel in laatste instantie over uit te spreken.

*De heer Michel* wijst erop dat het in beginsel mogelijk moet zijn aan een politieke formatie die aan de verkiezingen deelneemt en in de TV-studio's aan de verkiezingen voorafgaande politieke tribunes mag verzorgen, de kosten van die prestatie tegen de werkelijke kostprijs aan te rekenen. Dat is echter niet de bedoeling van de indieners van het voorstel en de moeilijkheid bestaat veel meer in de vaststelling van de voor de toegang tot dat medium geldende criteria.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 15 van *de heer Pierco* (Stuk n° 1386/3) strekt ertoe in § 1 het woord « drie » te vervangen door het woord « twaalf ». Dit amendement komt aldus tegemoet aan een opmerking van de Raad van State. De gestelde termijn, die veel te krap is, maakt het immers mogelijk grote uitgaven te doen nog voordat de campagne effectief van start gaat.

Amendement n° 16 (Stuk n° 1386/3) van *dezelfde indiener* streeft precies hetzelfde doel na en strekt

cer les mots « partis politiques » par le mot « listes ». En effet, il n'y a pas uniquement que les partis politiques qui participent à la campagne communale.

L'amendement n° 17 (Doc. n° 1386/3) du *même auteur* vise au § 2, 5°, à supposer les mots « à condition que leur nombre et leur durée soient déterminés en fonction du nombre des représentants des partis politiques au sein des assemblées législatives ».

Ici aussi, on vise à rencontrer la situation discriminatoire dénoncée par le Conseil d'Etat.

*M. L. Peeters* rappelle que le délai de trois mois a fait l'objet d'un choix délibéré, dans la mesure où il s'agissait de pouvoir exercer un véritable contrôle.

De plus, dans la pratique, on est régulièrement confronté à des élections successives. Opter, dans ces conditions, pour une période de douze mois rendrait un tel contrôle inefficace.

En ce qui concerne l'amendement n° 16, l'intervenant estime que le renvoi à la notion de « liste » n'est pas adéquat, dans la mesure où il s'agit ici d'accès à des émissions télévisées et que celui-ci ne concerne que les seuls partis politiques.

\*  
\*   \*

L'amendement n° 11 (Doc. n° 1386/3) de *MM. Cheron et Geysels* vise, au § 1<sup>er</sup>, à apporter les modifications suivantes :

1) remplacer les mots « trois mois » par les mots « six mois »;

2) ajouter un alinéa libellé comme suit :

« Toutefois, lorsque la période visée à l'alinéa précédent chevauche la période de comptabilisation des dépenses de propagande électorale relative à un scrutin ayant lieu à une autre date, celle qui concerne la deuxième élection commence le lendemain de la première. »

*M. Cheron* indique que cet amendement vise à allonger de trois à six mois la période pendant laquelle les dépenses électorales sont prises en compte pour l'application de la loi. La période de trois mois est, en effet, beaucoup trop courte lorsqu'il s'agit de campagnes programmées de longue date.

Afin d'éviter que cette législation soit un leurre, il y a lieu d'allonger ladite période.

En outre, afin d'éviter les chevauchements de période de comptabilisation des dépenses de propagande électorale relatives à des scrutins différents ayant lieu à des dates rapprochées, il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa précisant que, dans ce cas, la période de référence relative à la seconde élection commence le lendemain du premier scrutin.

ertoe in §2 de woorden « politieke partijen » door het woord « lijsten » te vervangen want aan de campagne voor de gemeenteraadsverkiezingen wordt niet alleen door de politieke partijen deelgenomen.

Amendement n° 17 (Stuk nr 1386/3) van dezelfde indiener strekt ertoe in § 2, 5°, de woorden « op voorwaarde dat het aantal en de duur ervan worden bepaald op grond van het aantal vertegenwoordigers van de politieke partijen in de wetgevende vergaderingen » weg te laten.

Ook hier is het de bedoeling de door de Raad van State aan de kaak gestelde discriminatie weg te werken.

*De heer L. Peeters* brengt in herinnering dat bewust voor een termijn van drie maanden is gekozen omdat dan werkelijk controle kan worden uitgeoefend.

Voorts hebben we in de praktijk vaak te maken met snel op elkaar volgende verkiezingen. In dat geval zou een controle over twaalf maanden niet doeltreffend zijn.

Met betrekking tot amendement nr. 16 is spreker van oordeel dat de verwijzing naar het begrip « lijsten » niet volstaat, aangezien het gaat om de deelname aan televisieuitzendingen en in dat verband alleen de politieke partijen bedoeld zijn.

\*  
\*   \*

Amendement n° 11 (Stuk nr 1386/3) van *de heren Cheron en Geysels* strekt ertoe in § 1 de volgende wijzigingen aan te brengen :

1) de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « zes maanden »;

2) een nieuw lid toevoegen, luidend als volgt :

« Wanneer de in het voorgaande lid bedoelde periode een overlapping vormt met de periode die in aanmerking komt voor de berekening van de uitgaven voor verkiezingspropaganda voor een verkiezing die op een andere datum gehouden wordt, begint de periode voor de tweede verkiezing te lopen de dag na de eerste. ».

*De heer Cheron* zegt dat het amendement ertoe strekt de periode waarin de uitgaven voor verkiezingspropaganda in aanmerking komen voor de toepassing van de wet, van drie maanden op zes maanden te brengen. De periode van drie maanden is immers veel te kort bij campagnes die lang op voorhand zijn gepland.

De periode moet derhalve worden verlengd omdat de wet anders geen uitwerking heeft.

Voorts wordt voorgesteld, ten einde overlappingen te voorkomen van de periodes die in aanmerking komen voor de berekening van de uitgaven voor verkiezingspropaganda voor verkiezingen die kort na elkaar worden gehouden, een nieuw lid toe te voegen waarin bepaald wordt dat de referentieperiode die betrekking heeft op de tweede verkiezing, begint te lopen de dag na de eerste verkiezing.

L'amendement n° 12 (Doc. n° 1386/3) de *MM. Cheron et Geysels* vise à remplacer le § 3 par la disposition suivante :

« § 3. La Commission de contrôle est chargée de contrôler toutes les communications et campagnes d'information, quel qu'en soit le support médiatique, des membres du gouvernement fédéral, des membres des gouvernements de communauté ou de région, des membres des collèges visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, des membres des députations permanentes et des membres des collèges des bourgmestre et échevins, destinées au public et auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou réglementaire ».

*M. Cheron* précise que le présent amendement vise à inclure les communications et campagnes d'information faites par les membres des collèges des bourgmestre et échevins parmi celles que la Commission de contrôle est chargée de contrôler. Il ne se justifie en effet nullement que les communications officielles de l'exécutif communal échappent à tout contrôle, alors qu'elles sont, au même titre que les communications faites par les exécutifs des autres niveaux de pouvoir, susceptibles d'être utilisées pour promouvoir l'image personnelle du bourgmestre ou des échevins qui souhaitent se représenter aux suffrages des électeurs.

Pour ce qui concerne l'allongement du délai de comptabilisation des dépenses électorales, *M. L. Peeters* renvoie à son intervention précédente.

Pour ce qui est de l'amendement n° 12, *l'intervenant* estime que l'initiative reprise dans la proposition n° 1384/1 constitue, en ce domaine, un premier pas. Il serait prématuré de l'étendre, dès à présent, aux communications et campagnes d'informations faites par les membres des collèges de bourgmestre et échevins.

*M. Beysen* se demande pourquoi la période de comptabilisation des dépenses ne pourrait, à titre transitoire, être fixée à trois mois et être changée par la suite. Il renvoie, à ce propos, à ce qui a été décidé pour les élections européennes.

Pour ce qui est des communales de 1994, il est, en effet, évident que par la force des choses, ce délai de trois mois devra être préservé.

*M. L. Peeters* rappelle que la détermination de ce délai a fait l'objet d'une longue discussion entre les auteurs de la proposition. On a opté pour la période qui a un effet déterminant sur le déroulement et le résultat de la campagne, à savoir celle qui précède directement les élections. Cette période est également celle qui permet le meilleur contrôle.

En réponse à *M. Cheron*, *M. Michel* fait valoir que, sans se prononcer sur le fond de l'amendement, le fait d'inclure les communications et campagnes d'information

Amendement n° 12 (Stuk n° 1386/3) van *de heren Cheron en Geysels* strekt ertoe § 3 te vervangen door de volgende bepaling:

« § 3. De Controlecommissie wordt belast met de toetsing van alle voor het publiek bestemde mededelingen, ongeacht het medium waarvan daarvoor gebruik gemaakt wordt, die worden gedaan door de leden van de federale regering, de leden van een gemeenschaps- of gewestregering, de leden van de colleges bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en de leden van de colleges van burgemeester en schepenen, waartoe deze niet op grond van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling verplicht zijn. »

*De heer Cheron* preciseert dat het amendement ertoe strekt de toetsing door de Controlecommissie ook te laten gelden voor de mededelingen die worden gedaan en de voorlichtingscampagnes die worden opgezet door de leden van de colleges van burgemeester en schepenen. Hij ziet immers niet in waarom de officiële mededelingen van het gemeentebestuur aan iedere controle ontsnappen, hoewel ze op dezelfde wijze als de door de uitvoerende organen van de andere overheden gedane mededelingen gebruikt kunnen worden voor het oppoetsen van het persoonlijk imago van de burgemeester of van de schepenen die zich opnieuw aan het oordeel van de kiezer wensen te onderwerpen.

Met betrekking tot de verlenging van de periode waarin rekening wordt gehouden met de verkiezingsuitgaven, verwijst *de heer L. Peeters* naar zijn vorige opmerking.

Met betrekking tot amendement n° 12 is *spreker* van oordeel dat het initiatief genomen in het voorstel n° 1384/1 ter zake een eerste stap betekende. Het is nog te vroeg om het nu al uit te breiden tot de mededelingen en voorlichtingscampagnes gedaan door de leden van de colleges van burgemeester en schepenen.

*De heer Beysen* vraagt zich af waarom de periode die in aanmerking komt voor de berekening van de uitgaven, bij wijze van overgangsmaatregel, niet op drie maanden kan worden vastgesteld om nadien te worden verlengd. In dat opzicht verwijst hij naar wat voor de Europese verkiezingen werd beslist.

Voor de gemeenteraadsverkiezingen 1994 spreekt het namelijk vanzelf dat die periode van drie maanden zal moeten worden gehandhaafd.

*De heer L. Peeters* herinnert eraan dat aan de bepaling van die termijn een lange discussie tussen de indieners van het wetsvoorstel is voorafgegaan. Men heeft uiteindelijk gekozen voor een periode die van doorslaggevende invloed is op het verloop en het resultaat van de campagne, met name die welke direct aan de verkiezingen voorafgaat. Tijdens die periode is ook de grondigste controle mogelijk.

In antwoord op *de heer Cheron* wijst *de heer Michel*, zonder een uitspraak te doen over de grond van het amendement, er op dat het feit de mededelingen

mation faites par les membres des collèges des bourgmestre et échevins parmi celles que la Commission de contrôle est chargée de contrôler doit être considéré dans le cadre de la discussion de la proposition n° 1384 visant le contrôle des communications gouvernementales fédérales. L'inscription de cette disposition dans la présente proposition rendrait impossible le contrôle de celle-ci.

*M. Viseur* souhaiterait savoir quel est l'élément qui va faire foi de la date de la dépense électorale. Est-ce la date de la facture? Il doit, en effet, sur une si courte période être possible de faire facturer de telles dépenses avant la date à partir duquel court le délai de comptabilisation.

*M. Michel* souligne qu'il ne s'agira pas de prendre en compte la date de facturation mais bien celle de l'extériorisation et de la visibilité du média.

#### Art. 7

*Le Président* donne d'abord lecture de la lettre en date du 10 mai 1994 qu'adresse à la Commission, le Président de l'Association d'Entreprises d'Affichage :

« Monsieur le Président,

*Je me permets de vous écrire en ma qualité de président de l'ASBL Association d'Entreprises d'Affichage.*

*Notre association a pris connaissance des projets et propositions de loi relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales.*

*Je prends plus particulièrement contact avec vous concernant la proposition de loi relative à la limitation des dépenses pour les élections des Conseils provinciaux et communaux.*

*Cette proposition prévoit l'interdiction de l'affichage commercial.*

*Les remarques que je tenais à vous faire tenir dès à présent sont les suivantes :*

*1° L'association s'interroge quant à la légalité d'une disposition qui entraîne une discrimination qu'elle estime non justifiée entre médias.*

*Comment en effet justifier une publicité par voie de presse et non pas par voie d'affichage alors que le type de support est strictement identique?*

*L'association estime qu'aucun motif objectif ayant un rapport raisonnable avec le but poursuivi n'est susceptible de justifier cette discrimination et se réserve un recours devant la Cour d'Arbitrage.*

*2° Dans ses avis, le Conseil d'Etat a estimé qu'il s'imposait d'assurer une concordance entre l'ensemble des différents textes, de manière à éviter de créer*

en voorlichtingscampagnes van de leden van de colleges van burgemeester en schepenen onder te brengen in die welke de Controlecommissie moet toetsen, moet worden gezien tegen de achtergrond van wetsvoorstel n° 1384 betreffende het toezicht op de mededelingen van de federale regering. Mocht de vorenbedoelde bepaling in dit wetsvoorstel worden opgenomen, dan zou het onmogelijk worden daarop nog enig toezicht uit te oefenen.

*De heer Viseur* wenst te vernemen welk gegeven bewijskracht zal hebben in verband met de datum waarop de verkiezingsuitgave is gedaan. Is dat de datum van de factuur? Het moet immers mogelijk zijn binnen een dergelijk kort tijdsbestek die uitgaan te laten factureren vóór de datum vanaf welke de periode voor de berekening begint te lopen.

*De heer Michel* onderstreept dat het er niet om gaat de factureringsdatum in aanmerking te nemen, maar wel die waarop de campagne via de media naar buiten wordt gebracht.

#### Art. 7

*De voorzitter* leest in de eerste plaats de brief voor die de Commissie op 10 mei 1994 kreeg toegestuurd van de voorzitter van de Association d'Entreprises d'Affichage :

« Mijnheer de Voorzitter,

*Ik veroorloof mij, in mijn hoedanigheid van voorzitter van de V.Z.W. Associatie van Exploitanten van Aanplakborden, u een schrijven te richten.*

*Onze vereniging heeft van de projecten en voorstellen van wet, die betrekking hebben op de beperkingen en controle van de verkiezingsuitgaven, kennis genomen.*

*Meer in het bijzonder neem ik met u contact op aangaande het wetsvoorstel met betrekking tot de beperking der verkiezingsuitgaven voor de provincie- en gemeenteraden.*

*Dit voorstel voorziet in het verbod van commerciële affichage.*

*Graag wou ik uw aandacht vestigen op de volgende punten :*

*1° De vereniging stelt de legaliteit van deze maatregel in vraag; deze maatregel brengt, naar haar mening, een niet gerechtvaardigde discriminatie tussen de media teweeg.*

*Hoe kan inderdaad reclame via de pers en niet via de affichage verantwoord worden, terwijl de bedoeling strikt identiek is?*

*De vereniging is de mening toegedaan dat geen enkele objectieve reden, welke in overeenstemming is met het nagestreefde doel, in aanmerking komt om deze discriminatie te wettigen en zij behoudt zich het recht voor beroep aan te tekenen bij het Hof van Arbitrage.*

*2° In zijn advies vindt de Raad van State het noodzakelijk een overeenstemming te verzekeren tussen het geheel van de verschillende teksten teneinde*

*des inégalités entre les parties et candidats en fonction des élections envisagées.*

*L'exclusion de l'affichage lors des élections des Conseils provinciaux et communaux, alors qu'elle n'est pas édictée pour les autres élections, ne rencontre pas cette exigence.*

*3° Si la proposition de loi était votée telle quelle, l'association souhaite attirer l'attention du pouvoir politique sur la problématique de l'affichage sauvage.*

*En campagne électorale, les afficheurs se voient en effet confrontés à une réalité économique qui fait qu'aucune firme commerciale n'accepte, durant les périodes visées, de financer des campagnes publicitaires sur les supports où l'affichage sauvage est constant.*

*En conséquence, si l'affichage politique est rendu illégal, les pertes financières pour les afficheurs sont énormes, à défaut d'une réglementation sérieuse relative à l'affichage sauvage.*

*Ils souhaiteraient, dès lors, au cas où la proposition de loi serait votée, qu'à tout le moins celle-ci prévoit une responsabilité financière des partis ou des hommes politiques, en cas d'affichage sauvage sur des supports publicitaires commerciaux.*

*L'Association propose que soit édicté un système de présomption de responsabilité auquel cas il reviendrait aux afficheurs et / ou aux annonceurs d'apporter la preuve d'un préjudice éventuel.*

*Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération. »*

\*  
\* \*

L'amendement n° 38 (Doc. n° 1386/3) de *M. Clerfayt et consorts* tend à remplacer, à cet article, les mots « communales et les candidats aux élections provinciales et communales » par les mots « et les candidats aux élections provinciales, communales et du conseil de l'aide sociale ».

L'amendement n° 18 (Doc. n° 1386/3) de *M. Pierco* vise, au § 1<sup>er</sup>, à remplacer les 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> peuvent utiliser un maximum de six cents panneaux ou affiches publicitaires d'une surface de plus de 4 m<sup>2</sup>. Ces panneaux ou affiches ne peuvent pas être divisés en deux ou plusieurs parties. Ce maximum de six cents panneaux ou affiches de plus de 4 m<sup>2</sup> reste applicable même lorsque plusieurs élections ont lieu le même jour.

Le nombre maximum de panneaux ou affiches de plus de 4 m<sup>2</sup> qu'une liste peut utiliser par commune est fixé à 30.

Le nombre maximum de panneaux ou affiches de plus de 4 m<sup>2</sup> qu'une liste peut utiliser par district est fixé à 40. »

*ongelijkheden tussen de verschillende partijen en kandidaten in het vooruitzicht van de bedoelde verkiezingen, te vermijden.*

*De uitsluiting van affichage, bij de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen terwijl dit niet geldt voor andere verkiezingen, komt aan deze eis niet tegemoet.*

*3° Mocht het wetsvoorstel ongewijzigd aangenomen worden, dan wenst de vereniging de aandacht van de politieke overheid te vestigen op het probleem van clandestiene affichage.*

*Inderdaad, tijdens een verkiezingscampagne worden de affichageondernemingen met een economische realiteit geconfronteerd, dat wil zeggen dat geen enkele commerciële firma aanvaardt een reclamecampagne op de borden waar clandestiene affichage een constante is, te financieren tijdens de bedoelde periodes.*

*Bijgevolg, indien de politieke affichage naar de illegaliteit wordt verwezen, worden de financiële verliezen voor de affichageondernemingen enorm, bij gebrek aan een degelijke reglementering aangaande de clandestiene affichage.*

*Het zou aldus wenselijk zijn dat, ingeval het wetsvoorstel aangenomen wordt, daarin op zijn minst de financiële verantwoordelijkheid van de partijen of van de politici, in geval van clandestiene aanplakking op de commerciële reclameborden, wordt vastgesteld.*

*De vereniging stelt voor dat een systeem van vermoeden van aansprakelijkheid zou ingevoerd worden dat de affichageondernemingen en / of de adverteerders de mogelijkheid biedt het bewijs te leveren van eventuele schade.*

*Ik dank u bij voorbaat, Mijnheer de Voorzitter, en verblijf met de meeste hoogachting. »*

\*  
\* \*

Amendment n° 38 van *de heer Clerfayt c.s.* (Stuk n° 1386/3) strekt ertoe dit artikel aan te vullen met de woorden « en voor de raad voor maatschappelijk welzijn ».

Amendment n° 18 van *de heer Pierco* (Stuk n° 1386/3) strekt ertoe het bepaalde in § 1, punten 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, te vervangen als volgt :

« 2<sup>o</sup> gebruik maken van maximum zeshonderd reclameborden of affiches groter dan 4 m<sup>2</sup>. Deze borden en affiches mogen niet in twee of meer delen worden gesplitst. Ook wanneer verschillende verkiezingen op eenzelfde dag plaatsvinden, geldt een maximum van zeshonderd reclameborden of affiches groter dan 4 m<sup>2</sup>.

In één gemeente mag een lijst maximum van 30 borden en affiches groter dan 4 m<sup>2</sup> gebruik maken.

In een district mag een lijst maximum van 40 borden en affiches groter dan 4 m<sup>2</sup> gebruik maken ».

*L'auteur de l'amendement estime qu'il n'y a guère de raison de se montrer, par rapport à ce qui est toléré dans d'autres campagnes, ici plus strict pour ce qui concerne l'utilisation de techniques de campagne électorale. Il convient toutefois qu'il y a lieu, par circonscription électorale, de fixer un plafond pour le nombre de panneaux et d'affiches publicitaires.*

*M. Beysen* souhaiterait quant à lui obtenir une définition précise de la notion de gadget. Ainsi, une photo « petit format » d'un candidat avec au verso un calendrier doit-elle être considérée comme telle? Où se situe exactement la limite?

*M. L. Peeters* renvoie à la définition reprise dans la loi du 4 juillet 1989. La notion est également précisée dans le vade-mecum et a d'ailleurs été utilisée dans les trois propositions relatives aux autres types d'élections, entretemps devenues loi.

*Votre rapporteur* renvoie au courrier adressé, le 28 avril dernier, par « La Poste » au Président de la Chambre en ce qui concerne les dépenses électorales. Il y est précisé que :

« Doivent notamment être considérés comme gadgets : les ballons, les stylos, les jeux de cartes, les calendriers, les agendas, les sacs en plastique, les produits naturels, les cassettes ou disques compacts comportant des enregistrements musicaux, et cetera.

Selon le critère général, les messages sur papier ne sont pas des gadgets.

L'énumération des gadgets figurant ci-dessus n'est évidemment pas limitative. »

#### Art. 8

*M. Geysels* rappelle qu'une zone d'ombre entoure encore toujours le fait que les partis peuvent engager, notamment lors des campagnes électorales, davantage que leurs recettes issues du financement public. Cela n'incite-t-il pas dès lors, à d'éventuelles pratiques malsaines?

*M. Michel* renvoie à l'amendement n° 62 (Doc. n° 1386/5), déposé par *MM. M. Harmegnies et consorts* et qui vise à :

1° Ajouter la phrase suivante à la fin du deuxième alinéa :

« Ils s'engagent à joindre à leur déclaration de dépenses, une déclaration d'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité de donateurs particuliers »;

2° Remplacer le troisième alinéa par la disposition suivante :

« La déclaration écrite, la déclaration des dépenses et la déclaration de l'origine des fonds sont établies sur des formulaires spéciaux et sont signées par le demandeur ».

Cet amendement établit le principe de la déclaration de l'origine des fonds permettant de financer la campagne électorale. Cette déclaration ne sera ce-

*De indiener van het amendement* is van oordeel dat er geen reden toe is om in vergelijking met andere campagnes een striktere houding aan te nemen op het stuk van de toegestane campagnetechnieken. Wenselijk is evenwel dat het aantal toegestane verkiezingsborden en -affiches per kiesdistrict wordt beperkt.

*De heer Beysen* van zijn kant vraagt om een precieze omschrijving van het begrip « gadget ». Wordt bijvoorbeeld een foto van klein formaat van de kandidaat met op de keerzijde een kalender als gadget aangemerkt? Waar ligt precies de grens?

*De heer L. Peeters* verwijst daarvoor naar de definitie die is vervat in de wet van 4 juli 1989. Het begrip wordt tevens gepreciseerd in het destijds opgestelde vademecum en is overigens gehanteerd in de drie wetsvoorstellen met betrekking tot de andere verkiezingen, die inmiddels wet zijn geworden.

*Uw rapporteur* verwijst naar de brief die De Post op 28 april jongstleden terzake van de verkiezingsuitgaven aan de Kamervoorzitter heeft doen toekomen. Daarin wordt het volgende gepreciseerd :

« Als gadgets moeten met name worden aange merkt ballonnen, balpennen, kaartspelen, kalenders, agenda's, plastic zakken, natuurprodukten, muziekcassettes of compact disks enzovoort.

*Volgens de algemene criteria zijn boodschappen op papier geen gadgets.*

De bovenstaande opsomming van gadgets is vanzelfsprekend niet limitatief. »

#### Art. 8

*De heer Geysels* herinnert eraan dat de partijfinanciering zich nog steeds in een schemerzone bevindt daar de partijen, meer bepaald tijdens verkiezingscampagnes, meer mogen uitgeven dan ze aan overheidsfinanciering ontvangen. Zet dat niet aan tot ongezonde praktijken?

*De heer Michel* verwijst naar amendement n° 62 (Stuk n° 1386/5), ingediend door *de heer M. Harmegnies c.s.*, dat ertoe strekt :

1° het tweede lid aan te vullen als volgt :

« Ze verbinden zich ertoe bij de aangifte van hun uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de particulieren die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. »;

2° het derde lid te vervangen als volgt :

« De schriftelijke verklaring, de aangifte van de uitgaven en de aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen worden gesteld op de daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvrager ondertekend. »

Dit amendement voert het principe in dat aangifte moet worden gedaan van de herkomst van de geldmiddelen die worden gebruikt om de verkiezings-

pendant utilisée qu'à des fins d'enquête et de contrôle, sauvegardant ainsi le droit au respect de la vie privée. Ainsi, le principe de l'anonymat des dons faits par les particuliers pourra être respecté.

*M. Michel* ajoute que cette mesure est de nature à renforcer sensiblement la crédibilité de la législation à l'examen.

*M. Cheron* est d'avis que l'amendement à l'examen contribuera encore à maintenir la zone d'ombre en question. En effet, l'argument de la nécessaire confidentialité ne lui paraît guère convaincant. Par rapport à qui doit-elle s'exercer : la Commission de contrôle, l'opinion publique, la presse ou le citoyen ?

Aux yeux de l'intervenant, la confidentialité ne saurait être invoquée à l'égard de la Commission de contrôle. Le groupe auquel il appartient estime qu'à l'égard de tous les auteurs concernés évoqués ci-dessus, la transparence doit être maximale.

A cet effet, *MM. Cheron et Geysels* déposent un amendement n° 64 (Doc. n° 1386/5), qui vise à ajouter, à la fin du deuxième alinéa, la phrase suivante :

« Ils s'engagent à joindre à leur déclaration de dépenses une déclaration d'origine des fonds ».

*M. Michel* précise que le candidat indique dans une déclaration l'origine des fonds utilisés pour sa campagne (section locale du parti, fonds propres, donateurs particuliers, ...). Il ne sera tenu à lever la confidentialité à cet égard que pour autant qu'un problème se pose, par exemple dans le cadre d'une enquête. Il s'agit, en effet, de respecter au maximum la liberté et la protection de la vie privée des individus. Un militant peut, en effet, à juste titre, estimer que le don qu'il fait à son parti ne doit faire l'objet d'aucune publicité systématique. Accorder celle-ci revient à provoquer des amalgames et des suspicions incroyables qui ne sont pas de mise.

*M. Cheron* déclare qu'il n'est guère convaincu par l'argumentation développée. L'amendement n° 62 proposé constitue, à ses yeux, un véritableurre, puisqu'il maintient une zone d'ombre quant à l'origine des fonds. Il renvoie plutôt à l'amendement n° 64 qu'il a déposé avec *M. Geysels*.

*M. Michel* s'oppose à ce dernier amendement, qui est de nature à limiter la liberté personnelle des individus.

*M. Beysen* regrette que la notion de « liberté » fasse, dans cette proposition, l'objet d'une utilisation « à la carte ». En effet, selon le point de vue des auteurs, on limite fortement ou, au contraire, on revendique le caractère absolu de cette liberté. C'est précisément ce qui rend cette proposition si peu crédible. La zone d'ombre évoquée par d'aucuns demeure à l'évidence.

Par rapport à ce constat, il reste deux solutions : établir ou ne pas établir un registre des dons. Il n'y a pas de voie intermédiaire.

campagne te financeren. Die aangifte zal evenwel alleen worden gebruikt voor onderzoek en controle, met inachtneming van het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer.

*De heer Michel* meent dat de voorliggende wet door deze maatregel aanzienlijk aan geloofwaardigheid kan winnen.

*De heer Cheron* is van oordeel dat dit amendement zal bijdragen tot de instandhouding van de schemerzone. Het argument dat de gegevens vertrouwelijk moeten blijven, lijkt hem niet erg overtuigend. Ten opzichte van wie moet die vertrouwelijkheid gelden ? Ten opzichte van de Controlecommissie, van de publieke opinie, van de pers of van de burger ?

Volgens spreker kan de vertrouwelijkheid niet worden ingeroepen ten opzichte van de Controlecommissie. Zijn fractie is van oordeel dat een zo groot mogelijke transparantie moet gelden ten opzichte van alle hierboven vermelde belanghebbenden.

Met dit doel dienen *de heren Cheron en Geysels* een amendement n° 64 in (Stuk nr 1386/5), dat ertoe strekt op het einde van het tweede lid de volgende zin toe te voegen :

« Ze verbinden zich ertoe bij de aangifte van hun uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen. »

*De heer Michel* preciseert dat de kandidaat in zijn aangifte de herkomst vermeldt van de geldmiddelen die hij voor zijn campagne gebruikt (plaatselijke afdeling van de partij, eigen middelen, giften van particulieren,...). De herkomst blijft vertrouwelijk, behalve indien er problemen rijzen, bijvoorbeeld in het kader van een onderzoek. De vrijheid en de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer van de personen moeten zoveel mogelijk worden gevrijwaard. Een militant kan immers terecht oordelen dat zijn gift aan de partij niet systematisch openbaar mag worden gemaakt. Wanneer dat toch gebeurt, zullen er kliekjes worden gevormd en vuige verdachtmakingen worden gelanceerd, wat ontoelaatbaar is.

*De heer Cheron* verklaart dat de aangevoerde argumenten hem helemaal niet overtuigen. Het voorgestelde amendement n° 62 is volgens hem een maat voor niets, aangezien het een schemerzone in stand houdt met betrekking tot de herkomst van de geldmiddelen. Hij geeft de voorkeur aan amendement n° 64, dat hij samen met *de heer Geysels* heeft ingediend.

*De heer Michel* is gekant tegen dat laatste amendement, dat de persoonlijke vrijheid van het individu beperkt.

*De heer Beysen* betreurt dat het begrip « vrijheid » in dit voorstel « à la carte » wordt gebruikt. Naar gelang van het standpunt van de indieners, wordt de vrijheid sterk beperkt of wordt een absolute vrijheid geëist. Dat maakt het voorstel juist zo weinig geloofwaardig. De schemerzone waarop sommigen hebben gewezen, blijft kennelijk bestaan.

Er zijn daarbij twee oplossingen mogelijk : wel of geen register voor de giften. Een middenweg is er niet.

L'intervenant se demande d'ailleurs comment l'identité des donateurs privés pourra être sauvegardée de façon absolue. Cette disposition, comme bien d'autres de la proposition, semble empreinte d'une grande hypocrisie. Les électeurs ne sont d'ailleurs pas dupes à cet égard.

Il leur a régulièrement été dit que les dépenses consacrées aux campagnes électorales seraient réduites de façon drastique. Or, il paraît d'ores et déjà que cela ne se remarquera guère. On aura donc créé, auprès du public, certaines attentes auxquelles on ne sera pas en mesure de répondre. Cela se retournera donc contre les auteurs de la proposition.

L'orateur plaide à nouveau pour une solution pragmatique et consensuelle de cette problématique très délicate. Les propositions actuelles ne rencontrent d'ailleurs pas d'adhésion unanime au sein des groupes dont les auteurs sont issus. La concertation semble donc bien n'avoir pas été aussi large que ce qui a été annoncé par ceux-ci. Le climat politique ne s'en verra que davantage troublé.

*M. Viseur* estime qu'il est démagogique d'affirmer que la révélation de l'identité des donateurs constitue une violation de la vie privée.

L'intervenant estime qu'au contraire, le maintien du principe de l'anonymat crée une atmosphère de méfiance et de suspicion.

L'intervenant estime que personne ne s'opposerait à la révélation de l'identité des donateurs si les dons aux partis politiques étaient encore fiscalement déductibles dans le chef de ces derniers.

#### Art. 9

L'article 9, § 2, dispose notamment que les rapports des présidents des tribunaux de première instance doivent être établis dans les soixante jours de la date des élections provinciales et communales et remis ensuite aux présidents de la Commission de contrôle.

*MM. Cheron et Geysels* présentent un amendement (n° 42, Doc. n° 1386/3) tendant à préciser que lesdits rapports doivent être transmis aux présidents de la Commission de contrôle dans le même délai de soixante jours. Cette précision doit permettre d'éviter toute perte de temps et faire en sorte que le délai fixé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, dont la Commission de contrôle dispose pour se prononcer sur ces rapports, commence à courir à une date fixe par rapport au jour des élections.

#### Art. 10

*M. Michel et consorts* présentent un amendement (n° 65 — Doc. n° 1386/5) visant à ajouter, au § 1<sup>er</sup>, entre les mots « au plus » et « nonante », le mot « tard ».

Spreker vraagt zich trouwens af hoe de identiteit van de particuliere schenkers volstrekt geheim kan worden gehouden. Deze bepaling lijkt, net zoals andere bepalingen van het voorstel, ingegeven door al te veel hypocrisie. De kiezers beseffen dat trouwens maar al te goed.

Ze hebben geregeld te horen gekregen dat de verkiezingsuitgaven drastisch zouden worden beperkt. Het is nu reeds duidelijk dat die beperking nauwelijks merkbaar zal zijn. Bij het publiek zijn verwachtingen gewekt die niet kunnen worden ingelost. Dat zal zich tegen de indieners van het voorstel keren.

Spreker pleit voor deze delicate zaak andermaal voor een pragmatische aanpak gebaseerd op een consensus. Over de onderhavige voorstellen bestaat trouwens geen eenparig akkoord binnen de fracties waartoe de indieners behoren. Het overleg is dus blijkbaar niet zo ruim geweest als de indieners beweerden. Het politieke klimaat zal daardoor nog verslechteren.

Volgens *de heer Viseur* is het demagogisch te beweren dat de bekendmaking van de identiteit van de schenkers een schending van de private levenssfeer betekent.

Integendeel door aan het beginsel van de anonimitet van de giften vast te houden wordt een sfeer van argwaan en verdenking gecreëerd.

Spreker is van oordeel dat er tegen deze bekendmaking geen verzet zou rijzen mochten de giften aan politieke partijen in hoofde van de schenkers nog fiscaal aftrekbaar zijn.

#### Art. 9

Artikel 9, § 2, bepaalt onder meer dat de verslagen van de voorzitters van de rechtkamers van eerste aanleg, binnen de zestig dagen na de datum van de provincie- en de gemeenteraadsverkiezingen moeten worden opgemaakt en vervolgens bij de voorzitters van de Controlecommissie moeten worden neergelegd.

Er wordt door de heren *Cheron en Geysels* een amendement n° 42 (Stuk n° 1386/3) ingediend ertoe strekkend te preciseren dat voornoemde verslagen binnen diezelfde termijn van 60 dagen aan de voorzitters van de Controlecommissie moeten worden overgezonden. Hierdoor wordt tijdverlies vermeden en kan de in artikel 10, § 1, vastgestelde termijn waarover de Controlecommissie beschikt om over deze verslagen uitspraak te doen, op een vaste datum na de verkiezingsdag ingaan.

#### Art. 10

*De heer Michel cs.* dient een amendement n° 65 (Stuk n° 1386/5) in ertoe strekkend in de Franse tekst van paragraaf 1, tussen de woorden « au plus » en « nonante jours », het woord « tard » in te voegen.

*L'amendement n° 43 de MM. Cheron et Geysels* (Doc. n° 1386/3) vise à compléter le § 1<sup>er</sup> par une disposition précisant que le rapport final de la Commission de contrôle qui doit être établi dans les noixante jours de la réception de tous les rapports des présidents des tribunaux de première instance, est remis dans le même délai aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.

Les auteurs estiment qu'il est nécessaire d'apporter cette précision afin que le délai prévu par le § 3 de l'article 10 pour permettre la publication du rapport final de la commission de contrôle au *Moniteur belge* commence à courir à une date fixe par rapport au jour des élections.

#### Art. 11

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation.

#### Art. 12

*MM. Cheron et Geysels présentent un amendement* (n° 44, Doc. n° 1386/3) visant à supprimer, au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots « dans les trois mois qui précèdent les élections ».

Le texte de la proposition de loi dispose que qui-conque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 dans ce délai de trois mois sera puni des peines prévues à l'article 181 du Code électoral.

*Les auteurs font observer que*, dans la mesure où l'article 7 indique lui-même la période pendant laquelle les limitations et interdictions qu'il édicte doivent être respectées, il est inutile que la disposition pénale qui renvoie à cet article répète la période considérée.

Qui plus est, l'article 7 prévoit deux hypothèses de période selon que le renouvellement des conseils provinciaux et communaux est ordinaire ou consécutif à des élections intermédiaires, alors que le 3<sup>o</sup> proposé n'envisage que la première de ces deux hypothèses.

La suppression de toute indication de délai au 3<sup>o</sup> proposé se justifie également dans l'intérêt de la sécurité juridique.

*M. Pierco présente un amendement* (n° 19 - Doc. n° 1386/3) tendant à supprimer, au § 2, les mots « de toute personne justifiant d'un intérêt ».

*Le membre précise que cet amendement vise à tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat, qui s'interroge sur la raison pour laquelle il est exigé que, pour une simple plainte, la personne qui la dépose justifie d'un intérêt* (Doc. n° 1386/4, p. 5).

*Het amendement n° 43 van de heren Cheron en Geysels* (Stuk n° 1386/3) strekt ertoe paragraaf 1 aan te vullen met een bepaling waarin wordt gepreciseerd dat het eindverslag van de Controlecommissie — verslag dat binnen de negentig dagen na de ontvangst van alle verslagen van de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg moet worden opgemaakt — binnen diezelfde termijn bij de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat moet worden neergelegd.

Volgens de indieners is die aanvulling noodzakelijk om de bij artikel 10, § 3, bedoelde termijn om het eindverslag van de Controlecommissie in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken, op een vaste datum na de verkiezingsdag te laten ingaan.

#### Art. 11

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

#### Art. 12

*De heren Cheron en Geysels dienen een amendement* (n° 44 (Stuk n° 1386/3) in ertoe strekkend in paragraaf 1, 3<sup>o</sup>, de woorden « tijdens de drie maanden die aan de datum van de verkiezingen voorafgaan » weg te laten.

Overeenkomstig de tekst van het wetsvoorstel wordt één ieder die tijdens deze termijn van drie maanden de bepalingen van artikel 7 niet naleeft gestraft met de straffen gesteld in artikel 181 van het Kieswetboek.

Aangezien, aldus *de indieners*, artikel 7 zelf de periode bepaalt tijdens welke de beperkingen en de verbodsbeperkingen die het uitvaardigt, moeten worden nageleefd, is het niet nodig dat de betrokken periode nog eens wordt herhaald in de strafbepaling die naar het artikel verwijst.

Bovendien bepaalt artikel 7 twee periodes, naar gelang het gaat om een gewone vernieuwing van de provincie- en gemeenteraden dan wel om een vernieuwing na tussentijdse verkiezingen, terwijl het voorgestelde 3<sup>o</sup> alleen met het eerste geval rekening houdt.

Ook omwille van de rechtszekerheid dient iedere tijdsbepaling in het voorgestelde 3<sup>o</sup> te worden weggeletten.

*De heer Pierco dient een amendement* (n° 12 (Stuk n° 1386/3) in ertoe strekkend in paragraaf 2, de woorden « ingediend door een persoon die van enig belang doet blijken » weg te laten.

*Het lid* legt uit dat hierdoor tegemoet gekomen wordt aan het advies van de Raad van State die niet inziet waarom van de indienier van een gewone klacht wordt gevraagd dat hij van enig belang doet blijken (Stuk n° 1386/4, blz. 11).

*M. L. Peeters* fait observer que cette disposition confère un pouvoir d'appréciation au procureur du Roi, et est ainsi habilité à déterminer si une procédure pénale doit être intentée.

L'intervenant estime qu'il s'agit là de la meilleure garantie contre les plaintes non fondées.

*M. Pierco* ne comprend pas pourquoi il faut justifier d'un intérêt, étant donné que le dépôt d'une plainte non fondée peut être sanctionné en application de l'article 12, § 4.

*M. L. Peeters* souligne que la réglementation proposée vise à instaurer un double seuil :

1. tout plaignant doit justifier d'un intérêt;
2. toute plainte non fondée peut entraîner une sanction pénale.

*M. Eerdekkens* fait observer que les termes « justifier d'un intérêt » ne sont pas définis. Il serait peut-être souhaitable de préciser le contenu de cette notion dans le rapport.

*L'amendement n° 45 de MM. Cheron et Geysels* (Doc. n° 1386/3) vise à permettre à la Commission de contrôle de porter plainte en cas d'infractions visées au § 1<sup>er</sup> de l'article 12, au même titre que toute personne justifiant d'un intérêt. Il ne se justifie en effet nullement que l'instance chargée du contrôle soit privée du droit de porter plainte, alors qu'elle détient ce droit en cas d'infraction aux propositions de loi relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, du Parlement européen et des Conseils régionaux.

*M. Eerdekkens* émet des réserves au sujet de l'article 12, § 2, qui permet de déposer des plaintes anonymes.

Il craint que de nombreuses plaintes soient déposées sur la base de motifs personnels, plus particulièrement à l'issue des élections communales.

En outre, en cas de plainte anonyme, il est impossible d'appliquer le § 4, qui prévoit des sanctions à l'égard des personnes ayant déposé une plainte non fondée.

De telles plaintes échappent à toute sanction.

*M. Eerdekkens* estime que cette disposition entraînera très certainement des difficultés.

Il présente dès lors un *amendement* (n° 68, Doc. n° 1386/5), tendant à compléter l'article 12, § 2 par la disposition suivante : « Les dénonciations anonymes ne seront pas prises en considération par le procureur du Roi ».

L'intervenant fait en outre observer que l'article 12 proposé présente une grande similitude avec l'article 14 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

*De heer L. Peeters* wijst erop dat door deze woorden de procureur des Konings een beoordelingsbevoegdheid wordt toegekend en dus gemachtigd wordt te bepalen of een strafrechtelijke procedure moet worden ingezet.

Volgens spreker is dit de beste waarborg om ongegronde klachten te vermijden.

*De heer Pierco* begrijpt niet waarom van enig belang blijk moet worden gegeven aangezien, krachtens artikel 12, § 4, het indienen van ongegronde klachten toch al gesanctioneerd kan worden.

*De heer L. Peeters* beklemtoont dat hiermee een dubbele drempel wordt ingevoerd :

1. elke indiener van een klacht moet een belang kunnen aantonen;
2. een klacht die vervolgens als ongegrond wordt beschouwd kan aanleiding geven tot een strafsanc tie.

*De heer Eerdekkens* doet opmerken dat de woorden « van enig belang » niet worden gedefinieerd. Wellicht verdient het aanbeveling dit begrip in het verslag nader te omschrijven.

*Amendement n° 45 van de heren Cheron en Geysels* (Stuk n° 1386/3) strekt ertoe ook de Controlecommissie, net als een ieder die van enig belang doet blijken, in staat te stellen klacht in te dienen, wanneer de in artikel 12, § 1, genoemde overtredingen zijn begaan. Het is immers onverantwoord dat de met de controle belaste instantie niet het recht zou hebben klacht in te dienen, terwijl ze dat wel heeft, wanneer het gaat om overtredingen van de wetsvoorstellingen betreffende de beperking van en de controle op de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen voor de federale Kamers, het Europees Parlement en de gewestraden.

*De heer Eerdekkens* heeft het er moeilijk mee dat, conform artikel 12, § 2, ook anonieme klachten mogelijk zijn.

Hij vreest dat, vooral na de gemeenteraadsverkiezingen, veel anonieme klachten zullen worden ingediend die vaak door persoonlijke motieven zullen zijn ingegeven.

Bovendien kan in geval van anonieme klacht para graaf 4, namelijk de sanctionering voor diegene die een ongegronde klacht heeft ingediend, niet worden toegepast.

Dergelijke klachten ontsnappen aan elke sanctie.

Volgens de heer Eerdekkens zal die regeling ongetwijfeld aanleiding geven tot moeilijkheden.

Vandaar stelt hij bij *amendement n° 68* (Stuk n° 1386/5) voor artikel 12, § 2, aan te vullen met volgende bepaling : « De anonieme klachten worden door de procureur des Konings niet in aanmerking genomen ».

Spreker stipt voorts aan dat het voorgestelde artikel 12 een grote gelijkenis vertoont met artikel 14 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

L'article 14 précité prévoit que pour les plaintes qui n'émanent pas de la Commission de contrôle, le procureur du Roi transmet à la Commission de contrôle une copie des plaintes dans les huit jours de leur réception et avise la Commission du contrôle, dans le même délai, de sa décision d'engager des poursuites.

L'article 12 proposé ne prévoit toutefois pas une telle obligation.

*M. Eerdekkens* présente ensuite un amendement (n° 67, Doc. n° 1386/5) tendant à compléter, par analogie avec la loi précitée du 4 juillet 1989, l'article 12, § 3, par une disposition prévoyant que le procureur du Roi :

1° transmet à la Commission de contrôle pour les élections provinciales et à la députation permanente pour les élections communales, une copie des plaintes dans les huit jours;

2° avise, dans le même délai, la Commission de contrôle ou la députation permanente, selon le cas, de sa décision d'engager des poursuites.

*MM. Cheron et Geysels* présentent un amendement (n° 46, Doc. n° 1386/3) visant à porter de 120 à 200 jours, le délai pour l'exercice du droit d'initiative du procureur du Roi et l'introduction des plaintes en ce qui concerne les infractions visées au § 1<sup>er</sup> de l'article 12.

*M. Cheron* fait observer qu'il s'écoule 180 jours entre le jour des élections et le jour où le procureur du Roi ou toute personne justifiant d'un intérêt prend officiellement connaissance des infractions commises par les candidats.

Sauf à rendre impossible l'exercice de poursuites ou l'introduction de plaintes contre les candidats contrevéniants, il y a dès lors lieu de porter de 120 à 200 jours le délai fixé par le § 3 de l'article 12, comme c'était le cas dans les propositions de loi relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, du Parlement européen et des Conseils régionaux.

*L'amendement n° 47 de M. Geysels* (Doc. n° 1376/3) vise à compléter l'article 12, § 3, par une disposition instaurant une information mutuelle entre le procureur du Roi et la Commission de contrôle au sujet des poursuites relatives aux infractions visées au § 1<sup>er</sup> de l'article 12, comme c'est le cas dans les lois en vigueur ou en projet relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, du Parlement européen et des Conseils régionaux.

*L'amendement (n° 20) de M. Pierco* (Doc. n° 1386/3) tend à supprimer le § 5 de l'article 12.

In voornoemd artikel 14 wordt de verplichting opgelegd dat de procureur des Konings, voor de niet door de Controlecommissie ingediende klachten, binnen de acht dagen na ontvangst ervan, een afschrift aan de Controlecommissie zendt en binnen dezelfde termijn de Controlecommissie in kennis stelt van zijn beslissing vervolging in te stellen.

Hiervan is evenwel geen sprake in het voorgestelde artikel 12.

*De heer Eerdekkens* dient vervolgens een amendement n° 67 (Stuk n° 1386/5) in ertoe strekkend om, naar analogie met voornoemde wet van 4 juli 1989, artikel 12, § 3, aan te vullen met een bepaling waarin wordt gesteld dat de procureur des Konings :

1° binnen de acht dagen een afschrift van de ingediende klachten overzendt aan de Controlecommissie voor wat de provincieraadsverkiezingen betreft, en aan de bestendige deputatie voor wat de gemeenteraadsverkiezingen betreft;

2° binnen dezelfde termijn de Controlecommissie of de bestendige deputatie, naar gelang het geval, in kennis stelt van zijn beslissing om vervolging in te stellen.

*De heren Cheron en Geysels* dienen een amendement n° 46 (Stuk n° 1386/3) in ertoe strekkend de in artikel 12, § 3, voorgestelde termijn van 120 dagen waarbinnen de procureur des Konings zijn initiatiefrecht kan uitoefenen en de klachten inzake de in artikel 12, § 1, genoemde overtredingen kunnen worden ingediend, tot 200 dagen te verlengen.

*De heer Cheron* wijst erop dat er immers 180 dagen verstrijken tussen de dag van de verkiezingen en de dag waarop de procureur des Konings of een ieder die van enig belang doet blijken, officieel kennis kan nemen van de door de kandidaten begane overtredingen.

Om de mogelijkheid te behouden dat tegen de kandidaten die de wet hebben overtreden, vervolging wordt ingesteld of klacht ingediend, is het derhalve zaak de in artikel 12, § 3, gestelde termijn van 120 dagen op 200 dagen te brengen. Deze termijn zou dan overigens stroken met de termijn die ter zake in de wetsvoorstellen betreffende de beperking van en de controle op de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen voor de federale Kamers, het Europees Parlement en de gewestraden is gesteld.

*Amendementen n° 47 van de heer Geysels* (Stuk n° 1386/3) beoogt artikel 12, § 3 aan te vullen met een bepaling waarin wordt vastgelegd dat de procureur des Konings en de Controlecommissie onderling informatie uitwisselen over de vervolging van de in artikel 12, § 1, genoemde overtredingen, zulks overeenkomstig de reeds bestaande en in voorbereiding zijnde wettelijke bepalingen betreffende de beperking van en de controle op de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen voor de federale Kamers, het Europees Parlement en de gewestraden.

Het door *de heer Pierco* ingediende amendement n° 20 (Stuk n° 1386/3) strekt ertoe artikel 12, § 5, weg te laten.

Ce paragraphe dispose que le procureur du Roi peut demander, à un candidat déterminé, toute information concernant l'origine des fonds ayant servi au financement de sa campagne de propagande électorale.

Or, cette disposition ne figure pas dans les propositions de loi relatives à la limitation des dépenses électorales différentes aux élections pour le Parlement européen, le Parlement fédéral et les Conseils de région.

M. Pierco estime qu'il n'existe aucune raison objective d'imposer des obligations complémentaires aux candidats qui se présentent aux élections communales et provinciales.

#### Art. 12bis (*nouveau*)

*M. L. Peeters et consorts* présentent un *amendement* (n° 5 - Doc. n° 1386/3) visant à insérer un article 12bis (*nouveau*) réglementant les dons faits à des partis politiques, à des candidats et à des mandataires politiques.

*L'auteur principal* fait observer que les propositions de loi relatives à la limitation des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement européen, des Chambres fédérales et des conseils de région comportent une disposition identique.

#### Art. 13

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

#### Art. 14

*M. Pierco* présente un *amendement* (n° 21 - Doc. n° 1386/3) visant à remplacer les mots « sixième alinéa » par les mots « septième alinéa ».

Il s'agit en l'occurrence d'une correction technique qui vise à tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat.

#### Art. 15 et 16

Ces articles ne donnent lieu à aucun commentaire.

#### Art. 17 et 18

*Les amendements n° 22 et 23 de M. Pierco* (Doc. n° 1386/3) tendent à supprimer ces articles.

L'auteur de ces amendements estime qu'il n'y a aucune raison objective de prévoir l'invalidation du

Deze paragraaf bepaalt dat de procureur des Konings aan individuele kandidaten kan vragen alle inlichtingen te verstrekken in verband met de herkomst van de gelden die voor de financiering van hun verkiezingscampagne zijn aangewend.

In de wetsvoorstel betreffende de beperking van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Europese Parlement, het federaal parlement en de gewestraden, komt die bepaling niet voor.

Er is volgens de heer Pierco geen enkel objectief criterium waarom kandidaten voor gemeente- en provincieraadsverkiezingen aan bijkomende verplichtingen zouden worden onderworpen.

#### Art. 12bis (*nieuw*)

*De heer L. Peeters c.s.* dient een *amendement n° 5* (Stuk n° 1386/3) in ertoe strekkend een artikel 12bis (*nieuw*) in te voegen waarin de regeling in verband met de giften aan politieke partijen, kandidaten en politieke mandatarissen wordt opgenomen.

*De hoofdindienier* wijst erop dat in de wetsvoorstel met betrekking tot de beperking van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Europees Parlement, de federale Kamers en de gewestraden een identieke bepaling werd ingeschreven.

#### Art. 13

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

#### Art. 14

*De heer Pierco* dient een *amendement n° 21* (Stuk n° 1386/3) in ertoe strekkend de woorden « artikel 5, 6de lid » te vervangen door de woorden « artikel 5, 7de lid ».

Het gaat hier om een technische verbetering die tegemoet komt aan de opmerking van de Raad van State.

#### Art. 15 en 16

De artikelen 15 en 16 geven geen aanleiding tot besprekking.

#### Art. 17 en 18

*De amendementen n° 22 en 23 van de heer Pierco* (Stuk n° 1386/3) strekken ertoe de artikelen 17 en 18 weg te laten.

Er is volgens de indienier geen enkele objectieve reden om uitsluitend voor gemeentelijke en provin-

mandat en cas de non-respect de la loi sur les dépenses électorales pour les seuls mandataires communaux et provinciaux.

#### Art. 19

*L'amendement n° 24 de M. Pierco* (Doc. n° 1386/3) tend à supprimer cet article.

*L'auteur* renvoie à la justification des amendements n°s 22 et 23 (voir discussion des articles 17 et 18).

*M. Michel et consorts* présentent un amendement (n° 48, Doc. n° 1386/3) tendant à supprimer, à l'article 37/1 proposé, premier alinéa de la loi électorale provinciale, les mots « Par dérogation aux articles 30 et 31 ».

Ainsi que l'a fait observer le Conseil d'Etat, les articles 17 et 18 de la proposition de loi prévoient déjà expressément cette exception.

*L'amendement (n° 1) de M. Michel et consorts* (Doc. n° 1386/2, page 1) tend à remplacer, au troisième alinéa de l'article 37/1 proposé, les mots « au greffe du tribunal de première instance du district électoral concerné » par les mots « auprès de la Commission de contrôle ».

La réclamation contre l'élection d'un conseiller provincial élu doit en effet être formée auprès de la Commission de contrôle.

*Les amendements n°s 2* (Doc. n° 1386/2) et 49 (Doc. n° 1386/3) de *M. Michel et consorts* tendent à remplacer, au dernier alinéa de l'article 37/1 proposé, les mots « est ouvert à compter de la condamnation » par les mots « est ouvert à compter du prononcé de la condamnation définitive ».

Le Conseil d'Etat estime en effet qu'il faut préciser que le nouveau délai de 15 jours ne s'ouvre qu'à compter du moment où la condamnation est définitive.

#### Art. 20

*L'amendement n° 25 de M. Pierco* (Doc. n° 1386/3) vise à supprimer l'article 20 (même justification que celle des amendements n°s 22 et 23).

*L'amendement n° 51 de M. Michel et consorts* (Doc. n° 1386/3) vise, ainsi que le propose le Conseil d'Etat, à supprimer toute référence au Conseil d'Etat dans l'article 37/2 proposé de la loi électorale provinciale.

\*  
\* \* \*

*M. Beysen* demande de quel droit la commission de contrôle peut priver un candidat élu de son mandat.

ciale mandatarissen de vervallenverklaring van het mandaat te voorzien ingeval van niet-naleving van de wet op de verkiezingsuitgaven.

#### Art. 19

*Met amendement n° 24 van de heer Pierco* (Stuk n° 1386/3) wordt voorgesteld artikel 19 weg te laten.

*De indiener* verwijst naar de verantwoording gegeven bij de amendementen n°s 22 en 23 (zie bespreking artikelen 17 en 18).

*De heer Michel c.s.* dient een amendement n° 48 (Stuk n° 1386/3) in ertoe strekkend in het voorgestelde artikel 37/1, eerste lid van de provinciekieswet, de zinsnede « In afwijking van de artikelen 30 en 31 » weg te laten.

Zoals de Raad van State opmerkt wordt reeds uitdrukkelijk in die uitzondering voorzien in de artikelen 17 en 18 van het wetsvoorstel.

*Amendement n° 1 van de heer Michel c.s.* (Stuk n° 1386/2) strekt ertoe in het voorgestelde artikel 37/1, derde lid, de woorden « bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het betrokken kiesdistrict » te vervangen door de woorden « bij de Controlecommissie ».

Het bezwaar tegen de verkiezing van een verkozen provincieraadslid dient immers bij de Controlecommissie te worden ingediend.

*De amendementen n°s 2* (Stuk n° 1386/2) en 49 (Stuk n° 1386/3) van *de heer Michel c.s.*, strekken ertoe in het voorgestelde artikel 37/1, laatste lid, de woorden « met ingang van de veroordeling » te vervangen door de woorden « met ingang van de uitspraak van de definitieve veroordeling ».

Volgens de Raad van State moet immers gepreciseerd worden dat de nieuwe termijn van 15 dagen pas ingaat wanneer de veroordeling definitief is geworden.

#### Art. 20

*Amendement n° 25 van de heer Pierco* (Stuk n° 1386/3) strekt ertoe artikel 20 weg te laten (zelfde verantwoording als bij de amendementen n°s 22 en 23).

*Amendement n° 51 van de heer Michel c.s.* (Stuk n° 1386/3) beoogt, zoals voorgesteld door de Raad van State, de weglating van elke verwijzing naar de Raad van State in het voorgestelde artikel 37/2 van de provinciekieswet.

\*  
\* \* \*

*De heer Beysen* vraagt met welk recht de Controlecommissie een verkozen kandidaat van zijn mandaat vervallen kan verklaren.

*M. L. Peeters* précise que la Commission de contrôle statue en première instance sur les réclamations introduites contre l'élection d'un conseiller provincial.

La Commission de contrôle appliquera la procédure qui est suivie par la députation permanente lorsque celle-ci doit statuer en première instance sur la validité de l'élection des conseillers communaux.

La Commission de contrôle et la députation permanente agissent dans ces cas en qualité de juridictions administratives, de sorte que les droits de la défense sont parfaitement garantis.

Il est possible d'introduire un recours contre la décision de la Commission de contrôle ou de la députation permanente auprès du Conseil d'Etat, qui décide donc en dernière instance si un candidat est ou non déchu de son mandat.

*M. Beysen* estime que le fait que la Commission de contrôle puisse siéger en tant qu'organe juridictionnel est sujet à discussion, de nombreuses objections pouvant être soulevées à ce propos.

*M. Vande Lanotte* fait observer que la réglementation proposée est comparable à celle de la Commission ad hoc installée à la Chambre, qui doit se prononcer sur les arrêts de la Cour de cassation annulant des arrêts de la Cour des comptes relatifs à la responsabilité de comptables.

Cette commission agit en effet également en qualité de juridiction administrative.

*M. Beysen* maintient que la portée de la mission confiée à la Commission de contrôle est toute différente. Celle-ci doit en effet se prononcer sur des personnes élues démocratiquement et qui ont reçu un mandat des électeurs.

Il s'agit là, selon lui, d'une ingérence inadmissible de la part de la Commission de contrôle.

*M. Michel* souligne qu'en ce qui concerne les élections communales, la députation permanente, qui, comme la Commission de contrôle, est composée de mandataires élus, statue également sur la validité de ces élections.

*M. Beysen* n'est pas convaincu. Il s'attend à de nombreuses difficultés au cas où la procédure proposée serait adoptée telle quelle.

*M. Pierco* fait observer qu'en plus de se prononcer, selon la procédure existante, sur la validité des élections communales, la députation permanente devra désormais également statuer sur la validité du mandat d'un conseiller communal élu faisant l'objet d'une réclamation parce qu'il aurait enfreint les règles relatives aux dépenses électorales.

Etant donné que les deux procédures sont assorties de délais différents, il n'est pas exclu qu'elles s'entraînent.

L'intervenant demande s'il a été tenu compte de cet élément.

*De heer L. Peeters* legt uit dat de Controlecommissie in eerste aanleg uitspraak doet over de bezwaren ingediend tegen de verkiezing van een provinciaalraadslid.

De Controlecommissie zal de procedure toepassen die door de bestendige deputatie wordt gehanteerd wanneer deze zich in eerste aanleg moet uitspreken over de geldigheid van de verkiezing van gemeenteraadsleden.

De Controlecommissie en de bestendige deputatie treden in die gevallen op als administratieve rechtbank waardoor de rechten van verdediging volkomen gewaarborgd zijn.

Beroep tegen de uitspraak van de Controlecommissie of de bestendige deputatie is mogelijk bij de Raad van State die dus in laatste aanleg beslist of een kandidaat al dan niet van zijn mandaat vervalen wordt verklaard.

Dat de Controlecommissie als jurisdictioneel orgaan kan zetelen is volgens *de heer Beysen* voor discussie vatbaar. Hiertegen kunnen heel wat bezwaren worden ingeroepen.

*De heer Vande Lanotte* wijst erop dat de voorgestelde regeling vergelijkbaar is met die van de in de Kamer ingestelde commissie ad hoc die zich moet uitspreken over de arresten van het Hof van Cassatie waarbij arresten van het Rekenhof betreffende de verantwoordelijkheid van rekenplichtigen werden verbroken.

Die Commissie treedt in die gevallen eveneens op als administratief rechtscollege.

*De heer Beysen* blijft erbij dat de aan de Controlecommissie toegekende opdracht een totaal andere draagwijdte heeft. Deze moet zich namelijk uitspreken over personen die democratisch verkozen zijn en van de kiezers een mandaat hebben gekregen.

Het gaat hier zijns inziens om een ongeoorloofde inmenging van de Controlecommissie.

*De heer Michel* stipt aan dat voor wat de gemeenteraadsverkiezingen betreft, de bestendige deputatie, die zoals de Controlecommissie uit verkozen politici is samengesteld, toch ook uitspraak doet over de geldigheid van de gemeenteraadsverkiezingen.

*De heer Beysen* is niet overtuigd. Volgens hem mogen in de toekomst talrijke moeilijkheden worden verwacht indien de voorgestelde procedure ongewijzigd wordt goedgekeurd.

*De heer Pierco* wijst erop dat, naast de bestaande procedure waarbij de bestendige deputatie zich over de geldigheid van de gemeenteraadsverkiezingen moet uitspreken, de deputatie in de toekomst ook uitspraak zal moeten doen over de geldigheid van het mandaat van een verkozen gemeenteraadslid tegen wie een bezwaar werd ingediend omdat hij de regels voor de verkiezingsuitgaven zou hebben overtreden.

Aangezien voor beide procedures andere termijnen van toepassing zijn, is het niet uitgesloten dat die elkaar doorkruisen.

Spreker vraagt of hiermee rekening werd gehouden.

## Art. 21

*L'amendement n° 26 de M. Pierco* (Doc. n° 1386/3) tend à supprimer l'article 21 (même justification que pour les amendements n°s 22 et 23).

*L'amendement n° 3 de M. Michel et consorts* (Doc. n° 1386/2) tend à remplacer, à l'article 37/3 proposé de la loi électorale provinciale, les mots « La commission de contrôle statue sur les réclamations introduites en application de l'article 37/1 par les mots « La Commission de contrôle statue sans délai ».

## Art. 22 et 23

*Les amendements n°s 27 et 28 de M. Pierco* (Doc. n° 1386/3) tendent à supprimer les articles 22 et 23 (même justification que pour les amendements n°s 22 et 23).

Pour le reste, les articles ne donnent lieu à aucune observation.

## Art. 24 à 26

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

## Art. 27

*M. Vande Lanotte* précise que l'article 74 de la loi électorale communale dispose actuellement que les candidats peuvent former dans les dix jours, auprès de la députation permanente, une réclamation contre la validité des élections communales.

La députation permanente doit se prononcer dans les 45 jours. Un recours au Conseil d'Etat est ouvert dans les dix jours du prononcé de la décision de la députation permanente. Le Conseil d'Etat dispose ensuite de deux mois pour statuer.

En raison du caractère suspensif de cette procédure, le conseil communal ne peut pas être installé pendant la durée de celle-ci.

Il s'avère que, dans la pratique, cette procédure est quelquefois utilisée pour briser une possible coalition.

L'article 27 de la proposition à l'examen organise une deuxième procédure de réclamation, à savoir la procédure introduite contre une candidat pour violation de la réglementation en matière de dépenses électorales.

Pareille réclamation doit être introduite auprès de la députation permanente dans les 45 jours de la date des élections.

Un recours est également ouvert au Conseil d'Etat contre les décisions de la députation permanente.

Cette procédure est, elle aussi, suspensive.

## Art. 21

*Amendement n° 26 van de heer Pierco* (Stuk n° 1386/3) beoogt de weglatting van artikel 21 (zelfde verantwoording als bij de amendementen n°s 22 en 23).

*Amendment n° 3 van de heer Michel c.s.* (Stuk n° 1386/2) strekt ertoe in het voorgestelde artikel 37/3 van de provinciekieuwet de woorden « De Controlecommissie doet uitspraak over de krachtens artikel 37/1 ingediende bezwaren » te vervangen door de woorden « De Controlecommissie doet onverwijd uitspraak... ».

## Art. 22 en 23

*De amendementen n°s 27 en 28 van de heer Pierco* (Stuk n° 1386/3) strekken ertoe de artikelen 22 en 23 weg te laten (zelfde verantwoording als bij de amendementen n°s 22 en 23).

Deze artikelen geven voorts geen aanleiding tot bespreking.

## Art. 24 tot 26

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

## Art. 27

*De heer Vande Lanotte* legt uit dat het huidige artikel 74 van de gemeentekieuwet bepaalt dat binnen de tien dagen bij de bestendige deputatie bezwaar kan worden ingediend tegen de geldigheid van de gemeenteraadsverkiezingen.

De deputatie moet zich hierover binnen de 45 dagen uitspreken. Beroep bij de Raad van State is mogelijk binnen de tien dagen na de uitspraak van de deputatie. De Raad van State beschikt vervolgens over twee maanden om een beslissing te nemen.

Aangezien die procedure opschortend is kan de gemeenteraad tijdens die procedure niet worden geïnstalleerd.

In de praktijk blijkt dat die procedure nogal eens wordt gebruikt om een mogelijke coalitie te breken.

Artikel 27 van onderhavig wetsvoorstel voert nu een tweede bezwaarschriftenprocedure in, namelijk de procedure voor het bezwaar tegen een kandidaat die de regels voor de verkiezingsuitgaven heeft overtreden.

Dergelijk bezwaar moet binnen de 45 dagen na de datum van de verkiezingen bij de bestendige deputatie worden ingediend.

Tegen de beslissingen van de bestendige deputatie kan eveneens bij de Raad van State beroep worden ingesteld.

Ook die procedure is opschortend.

Etant donné les difficultés survenues par le passé lors de l'application des articles 74 et suivants de la loi électorale communale, M. Vande Lanotte estime qu'une autre solution doit être retenue.

La procédure suivante est proposée :

1° le délai dans lequel les réclamations peuvent être introduites est fixé à 40 jours pour les deux procédures. Telle est la teneur de *l'amendement n° 57 de M. Vande Lanotte et consorts* (Doc. n° 1386/5).

2° la députation permanente disposera ensuite de 30 jours pour se prononcer. La procédure est suspensive (voir l'amendement n° 58 de M. Vande Lanotte et consorts visant à modifier l'article 29 de la proposition de loi);

3° un recours est enfin possible auprès du Conseil d'Etat, mais celui-ci n'est pas suspensif pour autant que la députation n'ait pas annulé les élections ou n'ait pas modifié la répartition des sièges (voir les amendements n°s 59 à 61 de M. Vande Lanotte, visant à insérer les articles 29bis à 29quater).

M. Vande Lanotte fait observer que ce régime doit éviter que des plaintes soient déposées dans le seul but d'empêcher l'installation du conseil communal.

Le président souligne que des problèmes pourraient malgré tout se poser au cas où la députation permanente confirmerait le résultat des élections mais que celles-ci seraient invalidées en degré d'appel par le Conseil d'Etat.

M. Vande Lanotte en convient mais fait observer que, dans la pratique, le nombre d'annulations prononcées par le Conseil d'Etat est très limité.

L'intervenant rappelle qu'après les élections communales de 1988, le Conseil d'Etat a été saisi de septante recours contre les décisions de la députation permanente, dont deux ont conduit à l'annulation des élections.

Afin de tenir compte de l'observation formulée par le Conseil d'Etat, M. Michel et consorts présente un *sous-amendement* (n° 50 à l'amendement n° 57 - Doc. n° 1386/3) visant à insérer, à l'article 27, dernier alinéa, entre le mot « condamnation » et le mot « fondée », le mot « définitive ».

M. Vande Lanotte présente un *sous-amendement* (n° 66 à l'amendement n° 57 - Doc. n° 1386/5) visant à insérer après les mots « auprès de la députation permanente », les mots « ou du collège visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ».

L'amendement n° 4 de M. Michel et consorts devient dès lors sans objet.

#### Art. 28

M. Pierco présente un *amendement* (n° 29) tendant à supprimer l'article 28.

Gelet op de moeilijkheden die in het verleden bij de toepassing van de artikelen 74 en volgende van de gemeentekieswet zijn gebleken, moet volgens de heer Vande Lanotte voor een andere oplossing worden geopteerd.

Volgende procedure wordt voorgesteld :

1° de termijn om bezwaarschriften in te dienen wordt voor de twee procedures uniform vastgesteld op 40 dagen. Dit is de strekking van *amendement n° 57 van de heer Vande Lanotte cs.* (Stuk n° 1386/5).

2° de bestendige deputatie zal vervolgens over 30 dagen beschikken om zich uit te spreken. Deze procedure is opschortend (zie amendement n° 58 van de heer Vande Lanotte c.s. tot wijziging van artikel 29 van het wetsvoorstel);

3° tenslotte is beroep mogelijk bij de Raad van State dat echter niet opschortend is op voorwaarde dat de deputatie de verkiezingen niet heeft vernietigd of de zetelverdeling niet heeft gewijzigd (zie de amendementen n°s 59 tot 61 van de heer Vande Lanotte c.s. strekkend tot invoeging van de artikelen 29bis tot 29quater).

De heer Vande Lanotte is van oordeel dat deze regeling moet vermijden dat klachten worden ingediend enkel en alleen om de installatie van de gemeenteraad te verhinderen.

De voorzitter wijst erop dat er zich toch een probleem kan stellen indien de bestendige deputatie de uitslag van de verkiezingen bevestigt maar de Raad van State in beroep de verkiezingen vernietigt.

De heer Vande Lanotte geeft dit toe maar in de praktijk is het aantal vernietigingen dat door de Raad van State wordt uitgesproken zeer beperkt.

Spreker herinnert eraan dat na de gemeenteraadsverkiezingen van 1988 bij de Raad van State 70 beroepen tegen de beslissingen van de bestendige deputatie werden ingediend waarvan twee hebben geleid tot de vernietiging van de verkiezingen.

Om tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State wordt door de heer Michel c.s. een *subamendement n° 50* (op amendement n° 57) (Stuk n° 1386/3) ingediend ertoe strekkend in artikel 27, laatste lid, de woorden « van de veroordeling » te vervangen door de woorden « van de definitieve veroordeling ».

Er wordt door de heer Vande Lanotte ook een *subamendement n° 66* (op amendement n° 57) (Stuk n° 1386/5) ingediend ertoe strekkende na de woorden « de bestendige deputatie » de woorden « of het college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen » in te voegen.

Amendement n° 4 van de heer Michel c.s. is derhalve zonder voorwerp geworden.

#### Art. 28

De heer Pierco dient een *amendement n° 29* in, ertoe strekkende artikel 28 weg te laten.

## Art. 29

*M. Pierco présente un amendement (n° 30) tendant à supprimer l'article 29.*

*M. Vande Lanotte et consorts présentent un amendement (n° 58) tendant à remplacer l'article 29 par la disposition suivante :*

« A l'article 75 de la même loi électorale communale sont apportées les modifications suivantes :

1. au § 1<sup>er</sup>, les mots « Elle peut, par décision motivée, rendue conformément à l'alinéa 2 du présent article, proroger une seule fois ce délai pour un terme de quinze jours au plus » sont supprimés.

2. au même § 1<sup>er</sup>, le dernier alinéa est complété par les mots « sans préjudice de l'application de l'article 74, § 3 »;

3. au § 2, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : « Sans préjudice de l'application de l'article 74, § 3, le résultat de l'élection, tel qu'il a été proclamé par le bureau de vote principal, devient définitif 75 jours après le jour de l'élection ».

Pour la justification, les auteurs renvoient à l'article 27.

Art. 29bis (*nouveau*)

*M. Vande Lanotte et consorts présentent un amendement (n° 59) tendant à insérer un article 29bis, libellé comme suit :*

« Art. 29bis. — L'article 76 de la même loi est remplacé par la disposition suivante : La décision de la députation permanente ou l'absence de toute décision dans le délai prescrit est notifiée dans les trois jours par les soins du greffier provincial au conseil communal et, par lettre recommandée à la poste, aux réclamants.

Si la députation permanente décide d'annuler les élections ou de modifier la répartition des sièges, il est adressé en même temps au premier président du Conseil d'Etat une copie certifiée conforme de cette décision, du dossier administratif et des pièces de la procédure ».

Art. 29ter (*nouveau*)

*M. Vande Lanotte et consorts présentent un amendement (n° 60) tendant à insérer un article 29ter, libellé comme suit :*

« Art. 29ter. — L'article 76bis de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 76bis. — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert, dans les huit jours de la notification, aux personnes à qui la décision de la députation permanente doit être notifiée. Le Conseil d'Etat statue sur le recours dans un délai de soixante jours. Le recours au Conseil d'Etat n'est pas suspensif, sauf s'il est

## Art. 29

*De heer Pierco dient een amendement n° 30 in, ertoe strekkende artikel 29 weg te laten.*

*De heer Vande Lanotte c.s. dienen een amendement n° 58 in, ertoe strekkende artikel 29 te vervangen door volgende bepaling :*

« In artikel 75 van dezelfde gemeentekieswet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 worden de woorden « Zij kan, bij een met redenen omklede beslissing genomen overeenkomstig het tweede lid van het artikel, die termijn eenmaal verlengen met ten hoogste vijftien dagen », geschrapt;

2. in dezelfde § 1 wordt het laatste lid aangevuld met de woorden « onverminderd de toepassing van artikel 74, § 3 »;

3. in § 2, wordt het laatste lid vervangen door wat volgt : « Onverminderd de toepassing van artikel 74, § 3 is de uitslag van de verkiezing, zoals hij door het hoofdstembureau is afgekondigd definitief binnen de 75 dagen na de dag van de verkiezingen ».

Voor de verantwoording verwijzen de auteurs naar artikel 27.

Art. 29bis (*nieuw*)

*De heer Vande Lanotte c.s. dienen een amendement n° 59 in, strekkende tot invoeging van een artikel 29bis, luidend als volgt :*

« Art. 29bis. — Artikel 76 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : Van de beslissing van de bestendige deputatie of het uitblijven van enige beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt door de provinciegriffier binnen de drie dagen kennis gegeven aan de gemeenteraad en, bij een ter post aangetekende brief aan de bezwaarden.

Van de beslissing van de bestendige deputatie waarbij de verkiezingen worden vernietigd of de zetelverdeling wordt gewijzigd, wordt tegelijkertijd aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State een voor eensluidend verklaarde kopie van de uitspraak van het administratief dossier en van de procedurestukken toegestuurd ».

Art. 29ter (*nieuw*)

*De heer Vande Lanotte c.s. dienen een amendement n° 60 in, strekkende tot invoeging van een artikel 29ter, luidend als volgt :*

« Art. 29ter. — Artikel 76bis van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 76bis. — Degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing van de bestendige deputatie kunnen binnen acht dagen na de kennisgeving beroep instellen bij de Raad van State. De Raad van State doet uitspraak binnen een termijn van zestig dagen. Het beroep bij de Raad van State is niet

dirigé contre une décision de la députation permanente qui porte annulation des élections ou modification de la répartition des sièges. Lorsque le Roi nomme le bourgmestre de la commune concernée avant que le Conseil d'Etat se soit prononcé, cette nomination a effet à compter de la notification de l'arrêt du Conseil d'Etat qui n'annule pas les élections ou ne modifie pas la répartition des sièges ».

Pour la justification, les auteurs renvoient à l'article 27.

#### Art. 29quater (*nouveau*)

*M. Vande Lanotte et consorts* présentent un amendement (n° 61) tendant à insérer un article 29quater, libellé comme suit :

« Art. 29quater. — A l'article 77 de la même loi, les mots « s'il n'y a pas recours, la décision de la députation permanente est immédiatement notifiée par les soins du gouverneur au Conseil communal » sont supprimés ».

#### CHAPITRE IVbis (*nouveau*)

*M. Clerfayt et consorts* présentent un amendement (n° 41) tendant à insérer un chapitre IVbis (*nouveau*), intitulé comme suit :

« Chapitre IVbis : Dispositions particulières à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils de l'aide sociale ».

Sous cet intitulé, l'auteur propose d'insérer un article 29bis et un article 29ter (*nouveaux*), libellés comme suit :

« Art. 29bis. — A l'article 2 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons, il est ajouté un § 3, libellé comme suit :

« § 3. Dans leur acte d'acceptation, les candidats s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci.

Le candidat en tête de liste doit, en outre, déclarer, dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses électorales afférentes à la campagne électorale de la liste.

Le témoin principal de la liste sur laquelle les candidats se présentent ou la personne mandatée par la liste pour ce faire rassemble les déclarations de dépenses électorales de chaque candidat et de la liste et les dépose au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel la commune est située, dans les trente jours qui suivent la date des élections.

opschortend, behoudens wanneer het beroep gericht is tegen een beslissing van de bestendige deputatie die een vernietiging van de verkiezingen of een wijziging in de zetelverdeling inhoudt. Wanneer voor de uitspraak van de Raad van State de Koning de burgemeester van de betreffende gemeente benoemt, heeft deze benoeming uitwerking vanaf de betekenis van het arrest van de Raad van State dat de verkiezingen vernietigt of de zetelverdeling niet wijzigt ».

De indieners verwijzen naar artikel 27 voor de verantwoording.

#### Art. 29quater (*nieuw*)

*De heren Vande Lanotte c.s.* dienen een amendement n° 61 in, strekkend tot invoeging van een artikel 29quater, luidend als volgt :

« Art. 29quater. — In artikel 77 van dezelfde wet worden de woorden « is er geen beroep ingesteld, dan wordt de beslissing van de bestendige deputatie door de zorg van de gouverneur onmiddellijk ter kennis gebracht van de gemeenteraad », geschrapt. »

#### HOOFDSTUK IVbis (*nieuw*)

*De heren Clerfayt c.s.* dienen een amendement n° 41 in, strekkende tot invoeging van een nieuw hoofdstuk IVbis, met als opschrift :

« Hoofdstuk IVbis : Bijzondere bepalingen in verband met de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de raad voor maatschappelijk welzijn ».

Onder dit opschrift dient een artikel 29bis en 29ter (*nieuw*) te worden ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29bis. — In artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. In hun verklaring van bewilliging verbinden de kandidaten zich ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven aan te geven.

De lijstaanvoerder van de lijst moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven.

De hoofdgetuige van de lijst of de daartoe door de lijst gemanageerde persoon verzamelt de aangiften van de verkiezingsuitgaven van elke kandidaat en van de lijst en deponeert ze binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg binnen wier rechtsgebied de gemeente gelegen is.

L'acte d'acceptation et la déclaration sont établis sur des formulaires spéciaux et sont signés par les demandeurs.

Ces formulaires sont fournis par le ministre de l'Intérieur et publiés au *Moniteur belge*.

A partir du 31<sup>ème</sup> jour après les élections, les déclarations peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale, sur présentation de leur convocation au scrutin.

**Art. 29ter.** — Un article 7bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

**Art. 7bis.** — Les articles 26, 27 et 28 de la loi du ... relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux sont applicables à l'élection du conseil de l'aide sociale ».

De verklaring van bewijzing en de aangifte worden gesteld op daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvragers ondertekend.

Die formulieren worden door de minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking gesteld en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De aangiften worden vanaf de 31<sup>e</sup> dag na de verkiezingen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg gedurende vijftien dagen ter inzage gelegd van alle kiesgerechtigden van de betrokken kieskring, op vertoon van hun oproepingsbrief voor de verkiezingen.

**Art. 29ter.** — In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7bis. — De artikelen 26, 27 en 28 van de wet van ... betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden zijn van toepassing op de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn. »

#### Art. 30

*M. Pierco* présente un amendement (n° 30) tendant à supprimer l'article 30. L'auteur estime qu'il n'y a en effet aucune raison objective de prévoir l'invalidation du mandat pour les seules élections communales et provinciales.

#### Art. 30

*De heer Pierco* dient een amendement n° 31 in, strekkende tot weglatting van artikel 30. Volgens de indiener is er immers geen enkele objectieve reden om de sanctie van de vervallenverklaring van het mandaat te beperken tot de gemeente- en provincieraadsverkiezingen.

#### Art. 31

*M. Peeters et consorts* présentent un amendement (n° 63) tendant à supprimer l'article 31. L'auteur fait observer que la disposition transitoire de l'article 31 est en effet devenue superflue, étant donné que le délai initial prévu à l'article 5 « d'au plus tard, six mois avant les élections » a été ramené à au plus tard, quarante jours avant les élections par suite de l'adoption de l'amendement n° 56 à l'article 5. Ce délai pourra aussi être respecté en 1994.

#### Art. 31

*De heer Peeters c.s.* dienen een amendement n° 63 in, strekkende tot weglatting van artikel 31. De heer Peeters wijst erop dat de in artikel 31 vervatte overgangsbepaling immers overbodig is geworden, vermits de oorspronkelijk in artikel 5 voorziene termijn van uiterlijk 6 maanden voor de verkiezingen tengevolge van amendement n° 56 op artikel 5 wordt teruggebracht tot « uiterlijk 40 dagen voor de verkiezingen ». Deze termijn zal ook in 1994 kunnen worden gerespecteerd.

#### Art. 32

Cet article ne fait l'objet d'aucun amendement.

\*  
\* \*

*M. Eerdekkens* renvoie à la première législation relative aux dépenses électorales et au financement des partis politiques, à savoir la loi du 4 juillet 1989 (*Moniteur belge* du 20 juillet 1989, modifiée par les lois des 21 mai 1991 (*Moniteur belge* du 4 juin 1991) et 18 juin 1993 (*Moniteur belge* du 7 août 1993). En

#### Art. 32

Bij dit artikel worden geen amendementen ingediend.

\*  
\* \*

Aansluitend verwijst *de heer Eerdekkens* naar de eerste wetgeving inzake verkiezingsuitgaven en financiering van politieke partijen, met name de wet van 4 juli 1989 (*Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1989), gewijzigd door de wetten van 21 mei 1991 (*Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1991) en van 18 juni

1993, une définition de la notion de « parti politique », libellée comme suit, a été insérée dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi :

*« 1<sup>o</sup> parti politique : l'association de personnes physiques, dotée ou non de la personnalité juridique, qui participe aux élections prévues par la Constitution et par la loi, qui, conformément à l'article 117 du Code électoral, présente des candidats aux mandats de représentant et de sénateur dans chaque arrondissement électoral d'une Communauté ou d'une Région et qui, dans les limites de la Constitution, de la loi, du décret et de l'ordonnance tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme; »*

Or, l'article 16bis, premier alinéa, de cette même loi interdit les dons de personnes autres que des personnes physiques aux partis politiques, tels qu'ils sont définis ci-dessus, et ce, dans les termes suivants :

*« Seules des personnes physiques peuvent faire des dons à des partis politiques. Seuls des personnes physiques et des partis politiques peuvent faire des dons à des candidats. Sont interdits, les dons de personnes physiques agissant en réalité comme intermédiaires de personnes morales ou d'associations de fait. »*

L'intervenant demande si cet article 16bis est également applicable aux élections communales et provinciales. Il estime personnellement qu'il en va effectivement ainsi, mais que la définition de parti politique figurant à l'article 1<sup>er</sup> de la loi pose un problème en l'occurrence. En effet, la définition précitée ne fait référence qu'à la présentation de candidats conformément à l'article 117 du Code électoral. Cette disposition ne concerne nullement la présentation de candidats aux élections communales et provinciales. L'intervenant craint par conséquent qu'un vide juridique n'apparaisse en l'occurrence, de sorte que les dons en question ne seraient pas interdits de faire lors des élections communales et provinciales.

M. Vande Lanotte objecte qu'il n'y aura absolument pas de vide juridique. La définition que l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la proposition de loi à l'examen donne de la notion de parti politique est en effet conforme à la réalité des élections communales et provinciales.

M. Eerdekkens se demande ce que recouvre en fait la notion de parti politique : s'agit-il de l'entité nationale, des fédérations, des sections locales?

M. L. Peeters souscrit à la remarque formulée par M. Vande Lanotte. Outre cette adaptation, par un article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la définition de la notion de parti politique, la proposition de loi contient l'équivalent de l'article 16bis de la loi du 4 juillet 1989, à savoir l'article 12bis proposé par l'amendement n° 5 de M. L. Peeters et consorts. Tout doute quant à l'application de l'interdiction des dons faits par des personnes autres que physiques est dès lors exclu.

1993 (*Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 1993). In 1993 werd in deze wet, met name in artikel 1, een definitie ingevoegd van het begrip « politieke partij », luidend als volgt :

*« 1<sup>o</sup> politieke partij : de vereniging van natuurlijke personen, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, die aan door de Grondwet en de wet bepaalde verkiezingen deelneemt, die overeenkomstig artikel 117 van het Kieswetboek kandidaten voordraagt voor de mandaten van volksvertegenwoordiger en senator in elk kiesarrondissement van een Gemeenschap of een Gewest en die, binnen de grenzen van de Grondwet, de wet, het decreet en de ordonnantie, de totstandkoming van de volkswil beoogt te beïnvloeden op de wijze bepaald in haar statuten of haar programma; »*

Welnu, artikel 16bis, eerste lid, van deze zelfde wet verbiedt giften van andere dan natuurlijke personen aan deze hoger gedefinieerde politieke partijen, en dit in de volgende bewoordingen :

*« Alleen natuurlijke personen kunnen giften doen aan politieke partijen. Alleen natuurlijke personen en politieke partijen kunnen giften doen aan kandidaten. Giften vanwege natuurlijke personen die feitelijk optreden als tussenpersonen van rechtspersonen of feitelijke verenigingen zijn verboden. »*

Spreker vraagt zich af of dit artikel 16bis eveneens van toepassing is voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen. Volgens hem is dit wel degelijk het geval, maar stelt zich hier een probleem met de definitie van politieke partij in artikel 1 van de wet. Immers, deze supra geciteerde definitie verwijst alleen naar de voordracht van kandidaten overeenkomstig artikel 117 van het Kieswetboek. Deze bepaling heeft geen uitstaans met de voordracht van kandidaten van gemeente- en provincieraden. Spreker vreest bijgevolg dat zich hier een juridisch vacuüm voordoet, waardoor vooralsnog de hogergenoemde giften bij de gemeente- en provincieraadsverkiezingen niet verboden zouden zijn.

De heer Vande Lanotte werpt tegen dat hier helemaal geen sprake is van een juridisch vacuüm. Immers, in artikel 1, 1<sup>o</sup>, van onderhavig wetsvoorstel wordt een definitie van het begrip politieke partij gegeven die is aangepast aan de realiteit van de gemeente- en provincieraadsverkiezingen.

De heer Eerdekkens vraagt zich af wat eigenlijk het begrip « politieke partij » inhoudt : gaat het om het nationale gedeelte, de federaties, de lokale afdelingen?

De heer L. Peeters onderschrijft de opmerking van de heer Vande Lanotte. Naast deze aangepaste definitie van het begrip politieke partij in artikel 1, 1<sup>o</sup>, bevat het wetsvoorstel bovendien het equivalent van artikel 16bis van de wet van 4 juli 1989, met name het door amendement n° 5 van de heer L. Peeters cs. voorgestelde artikel 12bis. Bijgevolg is alle mogelijke twijfel inzake de toepasbaarheid van het verbod van giften door niet-natuurlijke personen uitgesloten.

#### IV. — VOTES

##### Intitulé de la proposition de loi

L'amendement n° 33 de M. Clerfayt et consorts est retiré.

L'amendement n° 52 de M. Michel et consorts est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

L'intitulé, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

##### Article 1<sup>er</sup>

L'amendement n° 34 de M. Clerfayt et consorts est adopté à l'unanimité.

L'article 1<sup>er</sup>, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

##### Intitulé du Chapitre II

L'amendement n° 35 de M. Clerfayt et consorts est retiré.

L'amendement n° 53 de M. Michel et consorts est adopté à l'unanimité.

L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

##### Art. 2

L'amendement n° 13 de M. Pierco et les amendements n°s 6 et 7 de MM. Cheron et Geysels sont rejetés à l'unanimité.

L'amendement n° 55 de M. Michel et consorts est adopté à l'unanimité.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

##### Art. 3

Les amendements n°s 8, 9 et 10 de MM. Cheron et Geysels et 14 de M. Pierco sont rejetés à l'unanimité.

Les amendements n°s 36 et 37 de M. Clerfayt et consorts et 54 de M. L. Peeters et consorts sont adoptés à l'unanimité.

L'article 3, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

##### Art. 4

Cet article est adopté à l'unanimité.

#### IV. — STEMMINGEN

##### Opschrift van het wetsvoorstel

Amendment n° 33 van de heer Clerfayt c.s. wordt ingetrokken.

Amendment n° 52 van de heer Michel c.s. wordt aangenomen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde opschrift wordt eenparig aangenomen.

##### Artikel 1

Amendment n° 34 van de heer Clerfayt c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

##### Opschrift van Hoofdstuk II

Amendment n° 35 van de heer Clerfayt c.s. wordt ingetrokken.

Amendment n° 53 van de heer Michel c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde opschrift van hoofdstuk II wordt eenparig aangenomen.

##### Art. 2

Amendment n° 13 van de heer Pierco en de amendementen n°s 6 en 7 van de heren Cheron en Geysels worden eenparig verworpen.

Amendment n° 55 van de heer Michel c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt eenparig aangenomen.

##### Art. 3

De amendementen n°s 8, 9 en 10 van de heren Cheron en Geysels en 14 van de heer Pierco worden eenparig verworpen.

De amendementen n°s 36 en 37 van de heer Clerfayt c.s. en 54 van de heer L. Peeters c.s. worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

##### Art. 4

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

**Art. 5**

Les amendements n° 56 et 32 de M. L. Peeters et consorts et 38 de M. Clerfayt et consorts sont adoptés à l'unanimité.

L'article 5, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

**Art. 6**

Les amendements n°s 15, 16 et 17 de M. Pierco et 11 et 12 de MM. Cheron et Geysels sont rejetés à l'unanimité.

L'article 6 est adopté à l'unanimité.

**Art. 7**

L'amendement n° 39 de M. Clerfayt et consorts est adopté par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 18 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 2.

L'article 7, ainsi modifié, est adopté par 11 voix contre 4.

**Art. 8**

L'amendement n° 69 de M. Michel est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 62 de M. Michel et consorts est adopté par 11 voix contre 4.

L'amendement n° 64 de MM. Cheron et Geysels est rejeté par 12 voix contre 4.

L'article 8, ainsi modifié, est adopté par 11 voix contre 5.

**Art. 9**

L'amendement n° 42 de MM. Cheron et Geysels est rejeté par 12 voix contre 2 et 3 abstentions.

Les amendements n°s 40 de M. Clerfayt et consorts et 70 de M. Michel sont adoptés à l'unanimité.

L'article 9, ainsi modifié, est adopté par 12 voix contre 5.

**Art. 10**

L'amendement n° 65 de M. Michel et consorts est adopté par 12 voix et 5 abstentions.

L'amendement n° 43 de MM. Cheron et Geysels est rejeté par 12 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'article 10, ainsi modifié, est adopté par 12 voix contre 2 et 3 abstentions.

**Art. 5**

De amendementen n° 56 en 32 van de heer L. Peeters c.s. en 38 van de heer Clerfayt c.s. worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 5 wordt eenparig aangenomen.

**Art. 6**

De amendementen n°s 15, 16 en 17 van de heer Pierco en 11 en 12 van de heren Cheron en Geysels worden eenparig verworpen.

Artikel 6 wordt eenparig aangenomen.

**Art. 7**

Amendment n° 39 van de heer Clerfayt c.s. wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendment n° 18 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 2 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 7 wordt aangenomen met 11 tegen 4 stemmen.

**Art. 8**

Amendment n° 69 van de heer Michel wordt eenparig aangenomen.

Amendment n° 62 van de heer Michel c.s. wordt aangenomen met 11 tegen 4 stemmen.

Amendment n° 64 van de heren Cheron en Geysels wordt verworpen met 12 tegen 4 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 8 wordt aangenomen met 11 tegen 5 stemmen.

**Art. 9**

Amendment n° 42 van de heren Cheron en Geysels wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

De amendementen n°s 40 van de heer Clerfayt c.s. en 70 van de heer Michel worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 9 wordt aangenomen met 12 tegen 5 stemmen.

**Art. 10**

Amendment n° 65 van de heer Michel c.s. wordt aangenomen met 12 stemmen en 5 onthoudingen.

Amendment n° 43 van de heren Cheron en Geysels wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 10 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

**Art. 11**

Cet article est adopté par 13 voix contre 5.

**Art. 12**

Les amendements n°s 71 et 72 de M. Michel sont adoptés à l'unanimité.

L'amendement n° 44 de MM. Cheron et Geysels est rejeté par 13 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'amendement n° 19 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 45 de MM. Cheron et Geysels est rejeté par 13 voix contre 5.

L'amendement n° 68 de M. Eerdekkens est adopté par 16 voix et 2 abstentions.

Les amendements n°s 46 de MM. Cheron et Geysels et 47 de M. Geysels sont rejetés par 13 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'amendement n° 67 de M. Eerdekkens et consorts est adopté par 13 voix et 5 abstentions.

L'amendement n° 20 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 12, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

**Art. 12bis (*nouveau*)**

L'amendement n° 5 de M. L. Peeters et consorts visant à insérer un article 12bis (*nouveau*) est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 13 du texte adopté par la Commission.

**Art. 13**

Cet article est adopté par 16 voix contre 2 et devient l'article 14 du texte adopté par la Commission.

**Art. 14**

L'amendement n° 21 de M. Pierco est adopté à l'unanimité.

L'article 14, ainsi modifié, est adopté par 16 voix et 2 abstentions et devient l'article 15 du texte adopté par la Commission.

**Art. 15**

Cet article est adopté par 13 voix contre 2 et 3 abstentions et devient l'article 16 du texte adopté par la Commission.

**Art. 11**

Dit artikel wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

**Art. 12**

De amendementen n°s 71 en 72 van de heer Michel worden eenparig aangenomen.

Amendement n° 44 van de heren Cheron en Geysels wordt verworpen met 13 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 19 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 45 van de heren Cheron en Geysels wordt verworpen met 13 tegen 5 stemmen.

Amendement n° 68 van de heer Eerdekkens wordt aangenomen met 16 stemmen en 2 onthoudingen.

De amendementen n°s 46 van de heren Cheron en Geysels en 47 van de heer Geysels worden verworpen met 13 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 67 van de heer Eerdekkens c.s. wordt aangenomen met 13 stemmen en 5 onthoudingen.

Amendement n° 20 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 12 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

**Art. 12bis (*nieuw*)**

Amendement n° 5 van de heer L. Peeters c.s. tot invoeging van een artikel 12bis (*nieuw*) wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 13 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 13**

Dit artikel wordt aangenomen met 16 tegen 2 stemmen. Het wordt artikel 14 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 14**

Amendement n° 21 van de heer Pierco wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 14 wordt aangenomen met 16 stemmen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 15 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 15**

Dit artikel wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen. Het wordt artikel 16 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 16**

Cet article est adopté par 13 voix contre 2 et 3 abstentions et devient l'article 17 du texte adopté par la Commission.

**Art. 17**

L'amendement n° 22 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 17 est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions et devient l'article 18 du texte adopté par la Commission.

**Art. 18**

L'amendement n° 23 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 18 est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions et devient l'article 19 du texte adopté par la Commission.

**Art. 19**

L'amendement n° 24 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

Les amendements n°s 48, 1, 2 et 49 de M. Michel et consorts sont adoptés par 13 voix contre 5.

L'article 19, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 2 et 3 abstentions et devient l'article 20 du texte adopté par la Commission.

**Art. 20**

L'amendement n° 25 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 51 de M. Michel et consorts est adopté par 13 voix et 5 abstentions.

L'article 20, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 21 du texte adopté par la Commission.

**Art. 21**

L'amendement n° 26 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 3 de M. Michel et consorts est adopté par 13 voix et 5 abstentions.

L'article 21, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 22 du texte adopté par la Commission.

**Art. 16**

Dit artikel wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen. Het wordt artikel 17 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 17**

Amendement n° 22 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 17 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 18 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 18**

Amendment n° 23 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 18 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 19 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 19**

Amendment n° 24 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

De amendementen n°s 48, 1, 2 en 49 van de heer Michel c.s. worden aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 19 wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen. Het wordt artikel 20 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 20**

Amendment n° 25 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendment n° 51 van de heer Michel c.s. wordt aangenomen met 13 stemmen en 5 onthoudingen

Het aldus gewijzigde artikel 20 wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 21 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 21**

Amendment n° 26 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendment n° 3 van de heer Michel c.s. wordt aangenomen met 13 stemmen en 5 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 21 wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 22 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 22**

L'amendement n° 27 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 22 est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions et devient l'article 23 du texte adopté par la Commission.

**Art. 23**

L'amendement n° 28 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 23 est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions et devient l'article 24 du texte adopté par la Commission.

**Art. 24**

Cet article est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 25 du texte adopté par la Commission.

**Art. 25**

Cet article est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 26 du texte adopté par la Commission.

**Art. 26**

Cet article est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 27 du texte adopté par la Commission.

**Art. 27**

Les sous-amendements n°s 66 de M. Vande Lanotte et consorts et 50 de M. Michel et consorts à l'amendement n° 57 sont adoptés par 13 voix contre 5.

L'amendement n° 57 de M. Vande Lanotte et consorts, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 5.

L'amendement n° 4 de M. Michel et consorts devient dès lors sans objet.

L'article 27, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 28 du texte adopté par la Commission.

**Art. 28**

L'amendement n° 29 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

**Art. 22**

Amendement n° 27 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 22 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 23 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 23**

Amendment n° 28 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 23 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 24 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 24**

Dit artikel wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 25 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 25**

Dit artikel wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 26 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 26**

Dit artikel wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 27 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 27**

De subamendementen n°s 66 van de heer Vande Lanotte en 50 van de heer Michel c.s. op amendement n° 57 worden aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 57 van de heer Vande Lanotte c.s. wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

Amendement n° 4 van de heer Michel c.s. is derhalve zonder voorwerp.

Het aldus gewijzigde artikel 27 wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 28 van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Art. 28**

Amendment n° 29 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

L'article 28 est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions et devient l'article 29 du texte adopté par la Commission.

#### Art. 29

L'amendement n° 30 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 58 de M. Vande Lanotte et consorts est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 29 est adopté par 13 voix contre 5 et devient l'article 30 du texte adopté par la Commission.

#### Art. 29bis à 29quater (*nouveaux*)

Les amendements n°s 59, 60 et 61 de M. Vande Lanotte et consorts tendant à insérer 3 articles (*nouveaux*), sont successivement adoptés par 13 voix contre 5.

Ils deviennent respectivement les articles 31, 32 et 33 du texte adopté par la Commission.

#### CHAPITRE IVbis (*nouveau*)

L'amendement n° 41 de M. Clerfayt et consorts tendant à insérer un chapitre IVbis (*nouveau*), composé de deux articles, est adopté par 13 voix contre 5.

Ce chapitre (*nouveau*) devient le chapitre V, composé des articles 34 et 35, du texte adopté par la Commission.

#### Art. 30

L'amendement n° 31 de M. Pierco est rejeté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 30 est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions. Il devient l'article 36 du texte adopté par la Commission.

#### Art. 31

L'amendement n° 63 de M. Peeters et consorts tendant à supprimer cet article est adopté par 13 voix contre 5.

#### Art. 32

Cet article est adopté par 16 voix et 2 abstentions et devient l'article 37 du texte adopté par la Commission.

\*  
\* \* \*

Artikel 28 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 29 van de door de Commissie aangenomen tekst.

#### Art. 29

Amendement n° 30 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 58 van de heer Vande Lanotte c.s. wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 29 wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen. Het wordt artikel 30 van de door de Commissie aangenomen tekst.

#### Art. 29bis tot 29quater (*nieuw*)

De amendementen n°s 59, 60 en 61 van de heer Vande Lanotte c.s. tot invoeging van drie nieuwe artikelen, worden achtereenvolgens aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

Het worden respektievelijk de artikelen 31, 32 en 33 van de door de Commissie aangenomen tekst.

#### HOOFDSTUK IVbis (*nieuw*)

Amendement n° 41 van de heer Clerfayt c.s. tot invoeging van een hoofdstuk IVbis (*nieuw*), bestaande uit twee artikelen, wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

Het wordt hoofdstuk V, bestaande uit de artikelen 34 en 35, van de door de Commissie aangenomen tekst.

#### Art. 30

Amendement n° 31 van de heer Pierco wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 30 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmingen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 36 van de door de Commissie aangenomen tekst.

#### Art. 31

Amendement n° 63 van de heer Peeters c.s. tot weglating van dit artikel wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

#### Art. 32

Dit artikel wordt aangenomen met 16 stemmen en 2 onthoudingen. Het wordt artikel 37 van de door de Commissie aangenomen tekst.

\*  
\* \* \*

L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'elle a été modifiée, est adopté par 13 voix contre 5.

\*  
\* \*

Le présent rapport est approuvé par 13 voix contre 2.

*Le Rapporteur,*

A. BERTOUILLE

*Le Président,*

E. VANKEIRSBILCK

Het gehele aldus gewijzigde wetsvoorstel wordt aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

\*  
\* \*

Dit verslag werd goedgekeurd met 13 tegen 2 stemmen.

*De Rapporteur,*

A. BERTOUILLE

*De Voorzitter,*

E. VANKEIRSBILCK